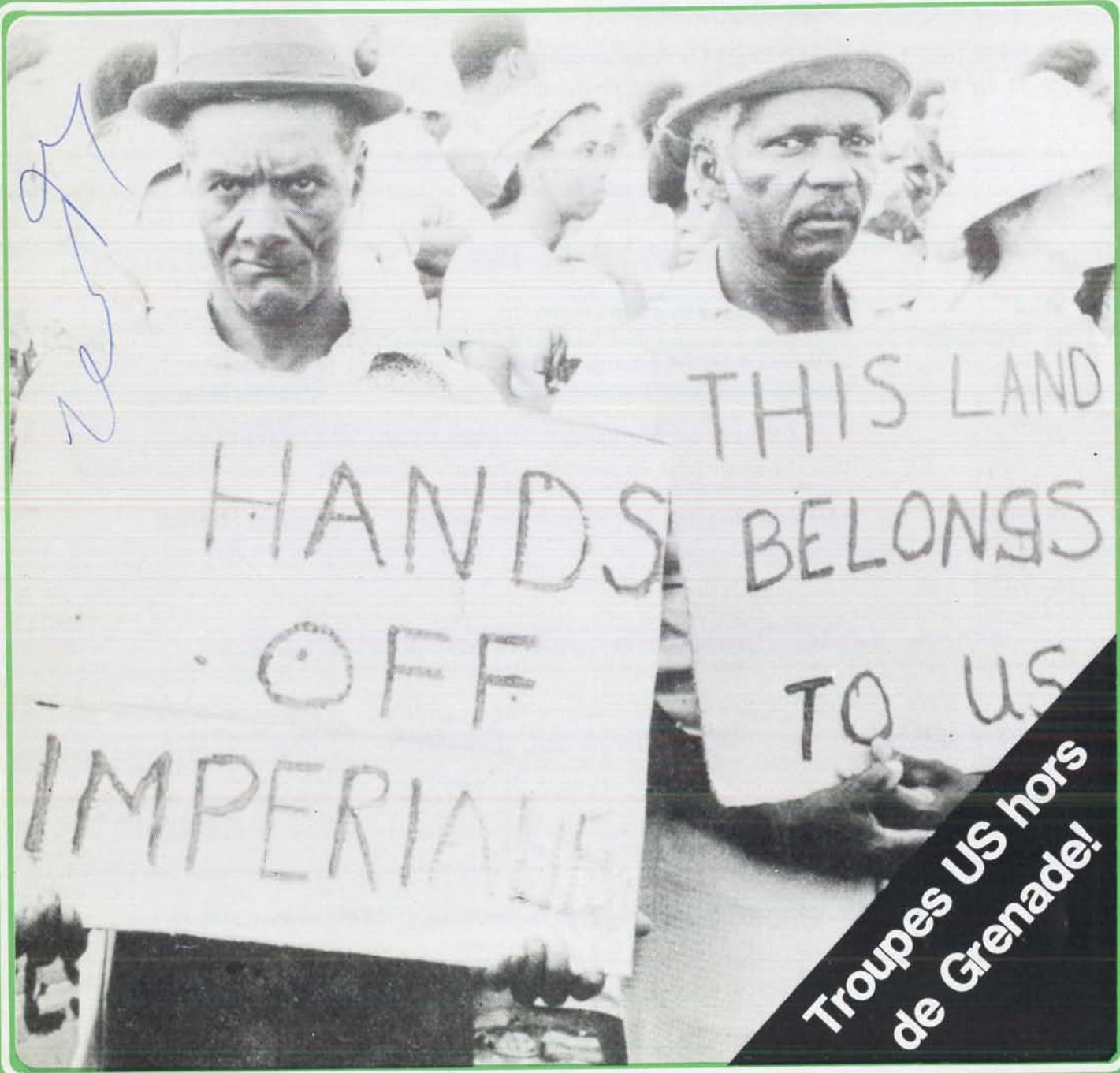


Numéro 160 du 7 novembre 1983 - 10FF - 70FB - 4FS

# INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



## DOSSIER CHILI

Le mouvement ouvrier et populaire au centre  
du combat contre la dictature

Sommaire du numéro 160 du 7 novembre 1983

3	EDITORIAL	Troupes US hors de Grenade !	Déclaration du Bureau du SU de la IVe INTERNATIONALE
5	GRENADE	Un coup d'arrêt à la révolution grenadienne	Vincent KERMEL
7	EL SALVADOR	Entretien avec Francisco Herrera, responsable du FMLN-FDR	Propos recueillis par Vincent KERMEL et Gerry FOLEY
11	DOSSIER CHILI	Le mouvement ouvrier et populaire contre la dictature	Jair GIL
14	—	Le PSR et les premières « protestas »	DOCUMENT
21	—	Extraits du manifeste du MIR	DOCUMENT
24	BOLIVIE	Entretien avec le leader paysan Genaro Flores	Propos recueillis par Victor MURILLO
27	—	Le second congrès du syndicat paysan	Victor MURILLO
29	BELGIQUE	Déclaration de la Ligue révolutionnaire des travailleurs (LRT) sur le bilan de la grève des services publics	DOCUMENT
32	—	L'intervention de la LRT pendant la grève	Alain TONDEUR
34		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE	
		USA : La longue grève des mineurs de l'Arizona. ARGENTINE : Le vote MAS ou PO, seule expression de classe pour l'élection présidentielle.	
36	FRANCE	Liberté pour les trois soldats emprisonnés à Landau	Bernard CLIFTDEN

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.  
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

**ABONNEMENT**  
**25 NUMÉROS**  
**PAR AN**

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

*Inprecor*, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF. Afrique et Amériques : 265 FF. Asie : 290 FF.

Pli fermé : France, 300 FF. Tous les autres pays (par voie de surface), 320 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

# Troupes US hors de Grenade!

## Halte à l'invasion impérialiste!

*Déclaration du Bureau du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale, 29 octobre 1983*

**L**E débarquement des marines américains, le 25 octobre dernier dans l'île de Grenade, est une agression contre-révolutionnaire destinée à anéantir la révolution en cours dans cette petite île de la Caraïbe depuis la chute du dictateur Eric Gairy le 13 mars 1979. Cette invasion s'inscrit dans la tradition sanglante des crimes de l'impérialisme US dans la région, depuis l'occupation de Cuba au début du siècle jusqu'à l'expédition de 40 000 marines à Saint-Domingue en avril 1965, en passant par les interventions massives et prolongées en Amérique centrale depuis les années 1930.

En engageant plus de 3 000 hommes des forces militaires de l'impérialisme le plus puissant de la planète pour venir à bout de l'aspiration à l'indépendance, à la démocratie et au changement social des 110 000 habitants de Grenade, Ronald Reagan veut à la fois faire de cette opération une démonstration de force exemplaire et un avertissement aux peuples en lutte.

L'impérialisme américain entend montrer à tous les peuples de la Caraïbe et du continent latino-américain, exaspérés par la crise, la misère et la famine, que les USA feront payer cher toute tentative sérieuse d'émancipation nationale et sociale. En quatre ans, le régime révolutionnaire du New Jewel Movement (NJM) avait amélioré les conditions de vie des travailleurs, développé la santé et l'éducation, défié les menaces de l'impérialisme. Une telle audace, qui pouvait devenir contagieuse dans une région que les Etats-Unis ont défini comme leur chasse gardée, appelait à leurs yeux un châtement exemplaire.

L'agression des marines est aussi un avertissement donné aux révolutionnaires d'Amérique centrale et à Cuba pour les prévenir de l'ampleur des moyens militaires que l'impérialisme US est prêt à mettre en œuvre pour empêcher la consolidation de nouveaux régimes révolutionnaires et l'extension de la révolution dans cette région. Le débarquement à Grenade constitue donc une sommation directe à la révolution salvadorienne, au Nicaragua sandiniste et à l'Etat ouvrier cubain.

C'est avec le plus profond cynisme, et en l'absence du moindre des prétextes diplomatiques traditionnellement mis en avant dans ces circonstances, que les USA ont agi. Reagan a sans doute ainsi voulu mettre à l'épreuve ses propres alliés et tester les réactions de l'opinion publique nationale et internationale dans la perspective d'autres actions militaires d'envergure dans la région. Ce ne sont donc pas les quelque 300 soldats de la Barbade et autres îles de la Caraïbe, maintenus à l'arrière des combats, qui vont conférer au contingent US une couverture « multinationale ». Par contre, cette manipulation par l'impérialisme des Etats de la Caraïbe dans son combat contre Grenade, illustre les tentatives du même genre de manipulation d'Etats centro-américains contre le Nicaragua. C'est brutalement et sans détour que les porte-parole américains ont exprimé dès le début leur intention, en affirmant qu'ils voulaient châtier à Grenade ceux qu'ils ont qualifié comme une bande de « voyous gauchistes » et de « bandits », dans une démarche identique à celle qui avait conduit le président Nixon à bombarder les digues du Nord-Vietnam en traitant les Vietnamiens de « bandits internationaux ».

L'opération de débarquement américain n'a pourtant pas été improvisée. Elle était planifiée bien longtemps avant les événements qui allaient précipiter sa mise à exécution. Dès la

prise du pouvoir par le New Jewel Movement, les Etats-Unis tramaient leur plan criminel, organisant un véritable blocus économique de l'île et multipliant les provocations militaires. Les USA ne pouvaient supporter qu'un peuple de la région prenne en main son propre destin, après des décennies de domination impérialiste. Ils ne pouvaient pardonner au gouvernement de Maurice Bishop de s'être opposé, dans le cadre de l'OEA, à une opération de sauvetage de Somoza en juillet 1979. A plusieurs reprises, et en mars dernier encore, Maurice Bishop mettait en alerte la population de l'île contre les préparatifs d'agression des USA. Mais il était encore bien difficile à Reagan de justifier un tant soit peu sa croisade impérialiste au nom de la lutte contre le totalitarisme, alors que le gouvernement révolutionnaire grenadien disposait d'un soutien de masse parmi la population, préparait une nouvelle constitution démocratique, et envisageait l'élection d'une assemblée nationale populaire. Et ce alors même que dans la région les USA soutiennent des régimes comme ceux de « Bébé Doc » en Haïti et portent à bout de bras les dictatures militaires meurtrières du Guatemala et du Salvador.

Reagan aura donc attendu et saisi la première opportunité correspondant à l'affaiblissement de la révolution grenadienne pour lancer ses marines à l'assaut de l'île. Les affrontements au sein du NJM, le renversement puis l'exécution de Maurice Bishop et de plusieurs de ses ministres par des militaires, le 19 octobre dernier, ont créé une confusion et un désarroi au sein des masses grenadiennes, propices à l'opération américaine. Les manifestations populaires en défense de Maurice Bishop ont été réprimées, la milice populaire désarmée, les masses démobilisées et paralysées par le couvre-feu.

Face à ces événements, la direction cubaine a condamné l'exécution de Bishop et de ses camarades, décrété un deuil de trois jours en leur mémoire, et pris ses distances politiques envers le Conseil militaire révolutionnaire du général Hudson Austin, tout en maintenant sa collaboration économique avec Grenade. Le Conseil d'Etat et le bureau politique du Parti communiste cubain (PCC) affirmait, le 20 octobre, qu'« aucune doctrine, aucun principe ou position prétendument révolutionnaire ne peuvent justifier une procédure aussi atroce que l'élimination physique de Bishop. Les circonstances de la mort de Bishop et de ses compagnons doivent être éclaircies. (...) Et s'ils furent exécutés de sang-froid, les coupables doivent recevoir un châtement exemplaire. (...) Bien que profondément choqués, (...) nous prendrons avant tout en considération les intérêts du peuple grenadien, en ce qui concerne notre collaboration économique et technique, si celle-ci s'avère encore possible. Mais nos relations politiques avec les nouveaux responsables de Grenade seront soumises à une sérieuse et profonde analyse ». Cette déclaration précisait aussi : « Maintenant, l'impérialisme cherchera à utiliser cette tragédie et les graves erreurs commises par les révolutionnaires de Grenade pour balayer le processus révolutionnaire. »

Malgré les moyens militaires américains mis en œuvre, des combats acharnés se sont poursuivis pendant plusieurs jours dans différents points du pays. Les USA ont maintenu le black-out sur l'information, et le nombre exact des victimes de l'invasion n'est pas connu. Les 3 000 marines débarqués représentent l'équivalent de 3 % de la population locale, soit un pour 35 habitants. C'est un engagement considérable, équivalant à un débarquement de 300 000 marines à Cuba. Mais la résistance pied à pied autour des points de chute des marines (les deux aéroports de l'île), dans les montagnes et dans la capitale St-Georges, a montré que la « pacification » de cette petite île ne sera pas aussi aisée que prévu et que les troupes américaines auront quelques difficultés à mettre en selle un gouvernement « made in USA ». Car, pour rétablir à la manière de Ronald Reagan la « démocratie bafouée », les troupes US devront museler un peuple qui avait pris goût à la démocratie au cours de ces quatre dernières années, mettre au pas ou dissoudre ses organisations de masse, et installer une équipe fantoche à la tête d'un régime pro-américain.

La résistance militaire des combattants révolutionnaires grenadiens accroit donc chaque jour un peu plus le prix politique que l'impérialisme aura à payer pour son crime, et montre que le projet de « normalisation » impérialiste n'est nullement assuré de la réussite. Elle taille en pièces la duplicité des

discours de l'administration Reagan et de ses comparses locaux sur leur conception de la défense des libertés et de la démocratie. Elle prouve enfin que d'autres interventions impérialistes projetées au Salvador, au Nicaragua ou à Cuba auraient à affronter une résistance encore plus acharnée. La détermination des combattants révolutionnaires de Grenade est une contribution à la lutte de libération de tous les peuples et constitue le plus pressant appel à la solidarité internationale. Car, pour en finir avec elle, les marines sont parfaitement capables d'aller jusqu'au massacre.

C'est à la lumière de cette résistance, le dos au mur, dans le mouchoir de poche que représente la petite île de Grenade, que l'hypocrisie des gouvernements impérialistes alliés des USA s'étale avec le plus d'indécence. Alors même que Reagan viole la souveraineté de Grenade, ses alliés détournent pudiquement les yeux et s'essuyent les pieds sur les principes proclamés du « droit international ». Les François Mitterrand, Margaret Thatcher, Bettino Craxi, Helmut Kohl et consorts avalent et digèrent sans trop sourciller le fait accompli américain. La prime de l'ignominie revient sans doute aux partis sociaux-démocrates qui se contentent de protestations discrètes, alors même que le NJM est membre de leur internationale prétendument socialiste. Le Premier ministre social-démocrate portugais, Mario Soares, est pour sa part allé jusqu'à soutenir l'action impérialiste destinée soit-disant à « restaurer l'harmonie dans l'île ». Quant aux gouvernements français ou italien, on comprend qu'il leur soit difficile d'élever la voix, alors qu'ils sont engagés aux côtés des USA au Liban (et au Tchad pour la France) et qu'ils réclament à grands cris le déploiement des missiles US en Europe.

De son côté, l'Union soviétique s'en est tenue à des protestations de simple forme qui ne sont pas de nature à rassurer Cuba ou le Nicaragua sur la fermeté de son soutien en pareille situation.

Au niveau des gouvernements bourgeois latino-américains, les condamnations les plus fermes sont venues de pays comme le Mexique, qui craignent les effets de l'escalade américaine dans un contexte de crise économique propre à exaspérer le sentiment anti-impérialiste des masses latino-américaines. L'agression américaine à Grenade s'ajoute, au passif de l'impérialisme, à l'intervention britannique aux Malouines, à la politique de famine imposée par l'exploitation impérialiste et le FMI dans les négociations de la dette extérieure de ces pays, etc. L'exemple de Grenade souligne donc l'antagonisme irréductible qui oppose les intérêts de ces masses populaires et ceux de l'impérialisme. Des dizaines de milliers de travailleurs l'ont compris en manifestant, au Mexique ou à Saint-Domingue, contre l'intervention US.

Seuls parmi les gouvernements, ceux de Cuba et du Nicaragua ont appelé à une mobilisation de masse en défense de Grenade, tandis qu'une première riposte de rue s'organisait, notamment en Amérique latine, en Europe et aux Etats-Unis, à l'initiative des mouvements de solidarité avec l'Amérique centrale et des organisations révolutionnaires ou des partis communistes. Cette mobilisation internationale doit se poursuivre et s'amplifier pour exiger le retrait immédiat des forces impérialistes de Grenade, sous quelque vocable qu'elles se dissimulent (force multinationale, marines US ou force du Commonwealth), et s'opposer aux menaces d'intervention impérialiste en Amérique centrale. Dans ce cadre, il s'agit aussi de rejeter toute reconnaissance d'un gouvernement fantoche issu de l'intervention impérialiste qui serait installé à Saint-Georges par les USA.

— Non à l'occupation de Grenade, dehors les troupes US et leurs acolytes !

— Non à la reconnaissance d'un gouvernement installé par l'impérialisme !

— Libération immédiate des prisonniers de guerre et libertés démocratiques pour les masses grenadiennes !

— Soutien total à la révolution salvadorienne !

— Bas les pattes devant Cuba et le Nicaragua ! ■

Bureau du Secrétariat unifié (SU) de la IVE Internationale,  
29 octobre 1983.

## Bas les pattes devant Grenade!

*Déclaration du Secrétariat unifié (SU) de la IVE Internationale, 23 octobre 1983*

*Nous publions ci-après la déclaration du Secrétariat unifié de la IVE Internationale, adoptée le 23 octobre dernier après la mort de Maurice Bishop et d'autres leaders du New Jewel Movement et du gouvernement. Ce texte a été rédigé avant l'intervention impérialiste.*

Des troupes armées, sous la direction du général Hudson Austin, ont renversé le Gouvernement révolutionnaire populaire (GRP) de Grenade, exécuté le Premier ministre Maurice Bishop et six membres dirigeants du New Jewel Movement, dont au moins quatre ministres et deux importants dirigeants des syndicats et d'autres organisations de masse.

Le fait même que de larges secteurs de la population grenadienne aient manifesté dans les rues de St-Georges contre le renversement de Bishop et que l'armée y ait répondu en imposant un couvre-feu prouve que les nouveaux dirigeants n'ont en aucune façon agi en défense des intérêts et des aspirations des masses travailleuses. De plus, le communiqué du gouvernement cubain indique, contrairement à la désinformation pratiquée par Washington et la presse capitaliste internationale, que la direction cubaine a condamné l'action d'Austin et de ses congénères. La IVE Internationale dénonce avec force cette action et déclare que les responsables de ces crimes doivent être châtiés par le peuple grenadien. Le GRP, sous la direction de Maurice Bishop et du New Jewel Movement avait opéré dès le début de profonds changements dans les domaines social, politique et économique au bénéfice de la masse des travailleurs. Le renversement du GRP porte un coup terrible à la révolution grenadienne et aura des conséquences négatives sur les luttes des peuples opprimés, en premier lieu dans le bassin de la Caraïbe et en Amérique centrale.

Depuis la victoire de la révolution, Grenade est devenue la cible d'attaques impérialistes, a été soumise à des pressions politiques et économiques, au chantage et à des menaces d'agression directe. Dans le contexte de la crise actuelle, l'impérialisme tentera par tous les moyens d'en finir avec la révolution. Des bâtiments de la force d'intervention US, avec à leur bord 1 900 marines, ont immédiatement été dirigés sur Grenade, sous le prétexte d'aller protéger les citoyens américains qui s'y trouvent.

La IVE Internationale dénonce toutes ces manœuvres impérialistes, qui sont dirigées non seulement contre Grenade, mais également contre le gouvernement révolutionnaire du Nicaragua, contre toutes les révolutions en Amérique centrale, et contre l'Etat ouvrier cubain. Elle appelle la classe ouvrière et toutes les organisations révolutionnaires à poursuivre et à intensifier la campagne internationale de soutien aux gouvernements et aux mouvements révolutionnaires dans le bassin de la Caraïbe et en Amérique centrale.

Les travailleurs et tous ceux qui soutiennent la révolution grenadienne doivent être sur leurs gardes et lutter :

— Pour la levée immédiate du couvre-feu et de toutes les mesures répressives et pour le rétablissement de tous les droits démocratiques des masses !

— Contre toutes les manœuvres impérialistes dans la région et pour le retrait immédiat de toutes les forces armées impérialistes des pays d'Amérique centrale et du bassin de la Caraïbe !

— Pour la défense des acquis révolutionnaires des ouvriers et des paysans de Grenade !

— Impérialistes, bas les pattes devant Grenade ! ■

Secrétariat unifié (SU) de la IVE Internationale,  
23 octobre 1983.

## Un sanglant coup d'arrêt à la révolution grenadienne

**L**E 13 mars 1979, une cinquantaine de militants du New Jewel Movement (NJM) (1) en armes s'emparèrent de la radio et d'une caserne et appellèrent au renversement de la dictature d'Eric Gairy, profitant d'un voyage de ce dernier aux Etats-Unis. Un millier de travailleurs participèrent à une grève générale ce même jour, et plusieurs centaines d'autres s'emparèrent des dignitaires de l'ancien régime et de certains commissariats. Isolés dans le pays et surpris par la rapidité de l'action, les forces répressives, environ 500 hommes, resteront paralysés. Le coût humain de cette révolution se limitera donc à la mort d'un seul policier.

Vincent KERMEL

Le 20 mars 1979, ce sont 20 000 personnes, soit un habitant sur cinq, qui fêtent le renversement de la dictature aux cris de « *La liberté arrive, Gairy est parti, parti avec un OVNI* » (2). Malgré une faible participation populaire à l'insurrection proprement dite, la prise du pouvoir par le NJM se situe néanmoins au terme de plusieurs années de mobilisations antidiectoriales.

Depuis sa nomination comme Premier ministre par le colonialisme britannique, en 1967, l'ancien syndicaliste Eric Gairy, dont le crédit populaire ne cessera de s'étioler, est devenu une marionnette de l'Angleterre. Parallèlement, la radicalisation d'une jeunesse qui représente la moitié de la population, prend la forme de l'émergence de plusieurs mouvements d'opposition dont la fusion donne, en mars 1973, le New Jewel Movement, organisation comprenant des militants marxistes, d'autres inspirés par le mouvement noir des USA, mais surtout influencés par l'exemple de la révolution cubaine.

Dans les années 1973-1974, c'est la perspective de l'indépendance qui trace le cadre des mobilisations. En mai 1973, le NJM organise un rassemblement de 10 000 personnes qui exigera la démission d'Eric Gairy et la participation des travailleurs au processus d'indépendance. Le 18 novembre 1973, c'est le « dimanche sanglant », où six dirigeants du NJM sont arrêtés et roués de coups par la brigade des « mangoustes », corps répressif créé par Gairy en 1967. L'isolement politique du dictateur s'accroît. Des éléments de la bourgeoisie locale entrent en dissidence et appellent à une grève avec le NJM en janvier 1974. Le 21 janvier, lors d'une manifestation, la police assassine Rupert Bishop, le père de Maurice Bishop. Le droit de grève est suspendu pour les

employés des services publics et des restrictions sont apportées à la liberté de la presse. Ce durcissement marque le moment de l'accession à l'indépendance, le 7 février 1974. En décembre 1976, le NJM conclut une alliance, qui ne dépassera guère l'échéance électorale, avec deux formations bourgeoises d'opposition. Grâce à la fraude et à la répression, Gairy remporte cependant les élections avec 340 voix d'avance. Des membres du NJM se retrouvent à la tête d'une opposition parlementaire impuissante. Mais le NJM apparaît de plus en plus comme la seule alternative à la dictature.

### L'HÉRITAGE COLONIAL ET LES ACQUIS DE LA RÉVOLUTION

L'héritage économique et social auquel la révolution grenadienne doit faire face après la formation du Gouvernement révolutionnaire populaire (GRP) présidé par Maurice Bishop, est lourd : 40 % de la population est analphabète (70 % chez les femmes), 50 % est au chômage, 60 % habite dans des maisons sans eau courante, la moyenne statistique du niveau de vie par an et par habitant ne dépasse pas l'équivalent de 1 500 francs français, 80 % des exportations sont orientées vers l'Europe (cacao, noix de muscade et banane), les trois quarts des importations alimentaires proviennent, tandis que l'infrastructure industrielle est dérisoire (sur 120 entreprises recensées en 1977, la moitié employe moins de cinq personnes), etc.

Compte tenu de la nature même de l'économie grenadienne, du degré de son sous-développement et de sa dépendance par rapport à l'impérialisme, les résultats économiques et sociaux obtenus en quatre ans et demi de révolution ne sont pas négligeables. Une campagne d'alphabétisation a fait reculer le taux d'analphabétisme à 2 % de la population adulte. Les biens d'Eric Gairy et de ses ministres sont confisqués. Au total, 40 % des fermes et des plantations de plus de 100 acres (52 hectares), soit un tiers des propriétés cultivables, sont aux mains de l'Etat et transformées en fermes collectives (3). Les lois répressives sur la presse et le maintien de l'ordre sont abolies, l'ancienne armée est dissoute, et les « mangoustes » désarmés et remplacés par une Armée révolutionnaire du peuple (PRA), composée de militants et d'une milice populaire. Le nombre et les salaires des ministres sont réduits, et ces derniers sont soumis à l'impôt, alors que le budget 1980 exonère un tiers des travailleurs de l'impôt sur le revenu. Le dispositif de la

santé est étendu à toute la population (de un docteur pour 4 000 habitants à un pour 2 700). La création d'un Office national de contrôle de l'import-export permet, malgré la mainmise bourgeoise sur ce secteur, de réduire les prix des produits de base (riz, sucre et ciment).

En avril 1982, un recensement chiffre la réduction du taux de chômage de 49 % à 14,2 % (4). Le programme d'investissement de l'Etat est doublé en 1979 par rapport à l'année précédente, et ainsi de suite jusqu'à représenter en 1982 douze fois le chiffre de la dernière année de la dictature. En 1982, l'inflation est maintenue à 7 %, et la hausse des salaires à 10 %. Globalement, la production connaît un accroissement, aussi bien d'ailleurs dans le secteur d'Etat que dans le privé. Des dispositions légales spécifiques sont prises pour les femmes, contre la discrimination sexiste, pour l'application du principe « A travail égal salaire égal », pour le droit aux congés-maternité des femmes et à leur réembauche après leur grossesse.

Sous l'impulsion du NJM et du gouvernement, la mobilisation populaire connaît un réel développement, et les droits démocratiques des masses sont étendus. Des syndicats progressistes sont formés, faisant pièce aux anciens syndicats proches d'Eric Gairy. Une loi contraint par exemple les employeurs à reconnaître tout syndicat justifiant de l'appui de 51 % du personnel d'une entreprise. Le niveau de syndicalisation serait ainsi passé de 30 % des travailleurs avant 1979 à 90 % ensuite (5). C'est avec le slogan « *Que ceux qui travaillent prennent les rênes* » que s'est enclenché ce processus, qui a donné aussi naissance à des organisations révolutionnaires de la jeunesse et des femmes. Les 25 000 participants au meeting de commémoration du premier anniversaire du renversement de la dictature, en 1980, illustrent l'ampleur de la mobilisation à l'échelle de cette petite île.

Le gouvernement de Maurice Bishop prit aussi des initiatives audacieuses pour encourager la participation populaire aux affaires publiques, notamment en organisant une large discussion du budget et du Plan pour l'année 1982. Ce qui donna lieu, en janvier 1982, à une conférence centrale sur cette question. En juin de la même année, une conférence regroupant des centaines de délégués et des jeunes chômeurs avait lieu sur le thème du sous-emploi. Le gouvernement y annonça son intention de créer 6 000 emplois tous les trois ans. Un ministère spécial, celui de la

1. Le New Jewel Movement (Mouvement pour le bien-être social, l'éducation et la libération) est issu de la fusion du Jewel d'Unison Whiteman et du Mouvement of Assemblies for the People, de Bishop et Kenneth Radix.

2. Passionné des « objets volants non identifiés », Eric Gairy se trouvait à une conférence sur ce thème aux USA, le jour du renversement de la dictature.

3. Cf. pour ces données la revue *IVe Internationale* numéro 4, avril-juin 1981.

4. Chiffres fournis par Maurice Bishop lors de son discours à New-York en juin 1982.

5. Cf. *Intercontinental Press* du 19 novembre 1979.

Mobilisation nationale, a été créé pour dynamiser les organes de participation populaire. Au printemps 1981, six conseils de district étaient créés pour discuter tous les mois, en présence des ministres concernés, des propositions gouvernementales et des doléances de la population. Ces structures ont été ensuite subdivisées en 30 conseils de zone, puis en conseils de « mini-zone », réunissant des habitants d'un nombre plus restreint de villages. Le NJM proposait aussi la création « d'organes de coordinateurs de villages ». Ces organes préfiguraient l'élection, proposée par un projet du ministère de la Mobilisation, de structures de représentation par village, qui désigneraient en leur sein des délégués à une assemblée de district qui, de la même manière, désignerait des représentants à une assemblée nationale. Ces structures devaient être institutionnalisées par une nouvelle constitution en cours de préparation.

En juin dernier, une commission de cinq membres était constituée pour rédiger un premier projet, sur la base des principes suivants : référence à la notion de « démocratie populaire » et à la mise en place de structures « pour favoriser une participation populaire permanente » ; rappel de l'effort du gouvernement pour transformer Grenade, donner un meilleur niveau de vie aux travailleurs, construire une société juste, avec participation du peuple aux prises de décision ; garantie contre toute violation des droits démocratiques ; pratique de comptes-rendus publics par les responsables et reconnaissance du droit de révocation. Le président de cette commission affirmait aussi : « Le GRP et le peuple de Grenade ont considéré le développement de l'économie, l'amélioration du niveau de vie, le développement de l'éducation et de l'emploi, l'extension des organisations populaires et l'amélioration de la défense de la nation comme étant prioritaires sur une réforme constitutionnelle. Le moment est venu, cependant, d'engager le processus d'institutionnalisation formelle vers une étape supérieure et de mettre en chantier une nouvelle constitution ». Et il ajoutait : « La révolution grenadienne a pris de l'avance sur l'établissement d'une nouvelle constitution en atteignant un haut niveau de démocratie participative. (6) »

C'est l'ensemble des acquis de la révolution grenadienne qui, aujourd'hui, est en voie d'anéantissement à cause de l'intervention impérialiste. L'impérialisme américain, tout comme ses alliés locaux qui maintiennent leurs peuples dans la misère et sous la botte de leurs corps répressifs dans les autres îles de la Caraïbe, n'ont rien d'autre que les balles des fusils de leurs troupes d'invasion à offrir au peuple de Grenade. Aucun gouvernement issu de cette intervention impérialiste, ne sera apte à garantir aux masses grenadiennes les droits sociaux et les acquis démocratiques de ces quatre années et demie de révolution. Sa fonction sera, au contraire, de les mettre en pièces.

Certes, la révolution connaissait des difficultés. Les problèmes ont été multi-

ples et largement aggravés par la politique agressive de blocus impérialiste déclenché par Washington dès le 13 mars 1979. La faiblesse du potentiel économique, le poids de la domination impérialiste, le maintien du pouvoir économique de la bourgeoisie dans les secteurs du commerce, du tourisme, et en partie de l'agriculture, sont autant d'éléments accroissant les difficultés sur la voie d'une véritable indépendance économique et politique. Tenue pratiquement en marge du pouvoir politique, la bourgeoisie, dans sa majorité, s'était malgré tout rangée du côté du gouvernement de Maurice Bishop, mais elle n'en constituait pas moins une base sociale et économique pour tout projet de type capitaliste. La structure sociale elle-même de Grenade, qui connaît le plus fort pourcentage de paysans-propriétaires indépendants de la région, confère un poids important à la petite-bourgeoisie. Le prolétariat industriel est très faible (en 1977, la plus grande entreprise manufacturière, une brasserie, employait 76 personnes). Entre 1969 et 1979, les ouvriers sont passés de 2 473 à quelques centaines, la plus forte concentration ouvrière étant les docks.

A cela s'ajoutaient les différends internes au sein de la direction du NJM, dont on apprendra, après leur dénouement tragique, qu'ils duraient depuis un an et opposaient le ministre des Finances, Bernard Coard, à Maurice Bishop, sans pour autant que leurs fondements ne soient précisés. La direction cubaine explique, dans son communiqué du 20 octobre dernier, ces divisions « par des oppositions de personnalités et de conception des méthodes de direction, plus que par des conflits de fond (7) ». Quant à Hudson Austin, il affirmait dans un communiqué du 17 octobre, que « la force du camarade Maurice Bishop a toujours été constituée par ses liens directs avec les masses, tandis que sa faiblesse résidait dans le fait qu'il n'a jamais été capable d'organiser de manière adéquate, de superviser et de guider le travail du parti (8) ». Derrière ces accusations, auxquelles Maurice Bishop n'a pas eu le temps de répondre publiquement, se dissimule certainement un des talons d'Achille de la révolution à Grenade, résidant dans le faible niveau de conscience politique des masses et la relative faiblesse, malgré le soutien populaire dont disposait le régime révolutionnaire, de la structuration du NJM. Mais ces problèmes ont bien évidemment été exacerbés par la situation d'agression impérialiste permanente dans laquelle s'est trouvée Grenade depuis les premiers moments du processus révolutionnaire, tandis que le secret dont ils ont été entourés accentua encore le traumatisme des masses lors de leur dénouement tragique.

## L'AGRESSION IMPÉRIALISTE

Les provocations militaires impérialistes contre Grenade, pays qui apparais-

sait dès l'origine, par sa dimension, comme le maillon faible de la chaîne révolutionnaire en Amérique centrale et dans la Caraïbe, ont été quasi immédiates après la prise du pouvoir du NJM. Aux pressions de l'ambassadeur américain pour que le GRP rompe ses relations avec Cuba ont succédé les actions secrètes et les attentats, comme celui de juin 1980 visant les représentants du NJM lors d'un meeting public. En février 1982, présentant son projet d'aide aux pays du bassin de la Caraïbe, dont Grenade était exclu, Ronald Reagan dénonçait « le poids de plus en plus écrasant de la gauche totalitaire à Grenade et au Nicaragua ». Début 1983, le *Washington Post* révélait l'existence d'un plan de la CIA, mis en pratique durant l'été 1981, pour « causer des difficultés économiques à Grenade, dans l'espoir de saper le contrôle politique du Premier ministre Maurice Bishop ». En été 1982, Reagan déclarait : « Grenade porte la marque de fabrique soviétique et cubaine, ce qui laisse prévoir qu'elle essayera de répandre le virus parmi ses voisins. » Enfin, en mars 1983, le président américain affirmait : « Ce ne sont pas les noix de muscade qui sont en jeu dans la Caraïbe et en Amérique centrale. C'est la sécurité nationale des Etats-Unis. » Dès lors l'on ne pouvait mettre en doute la volonté impérialiste d'intervenir militairement à Grenade. Seule lui manquait encore l'opportunité pour le faire au moindre coût politique et humain. Et c'est très justement que Maurice Bishop affirmait, le 13 mars dernier, à la suite des propos de Reagan : « C'est ce qu'il y a de plus proche d'une déclaration de guerre tout en ne la déclarant pas. (...) Les impérialistes ont essayé de développer leur propagande à Grenade. Ils ont essayé de mettre en œuvre leur agression économique. Dans les deux cas, notre peuple leur a infligé un échec sévère. Alors, maintenant, ils sont obligés de recourir à l'agression armée. » Et dénonçant l'entrée des ex-somozistes au Nicaragua, le comité central du NJM lançait un vibrant appel à la mobilisation, en déclarant : « Reagan envahit le Nicaragua, Grenade est son prochain objectif, rejoignez la milice dès maintenant (9) ».

C'est malheureusement l'affaiblissement de la révolution consécutif aux événements de la mi-octobre et à leur tragique dénouement, avec l'assassinat de Maurice Bishop et de plusieurs dirigeants historiques du NJM par des militaires de l'Armée populaire qui, en désorientant les masses grenadiennes, fournira à l'impérialisme l'occasion d'une invasion militaire de plus de 5 000 marines. ■

Vincent KERMEL,  
30 octobre 1983.

6. Cité par *Epices*, organe du Comité de solidarité avec le peuple de Grenade, de septembre 1983 (c/o J.M. Annequin, 86, avenue Pierre-Brossolette, 92 240 Malakoff).

7. *L'Humanité*, 22 octobre 1983.

8. Agence France Presse, 17 octobre 1983.

9. Voir *Inprecor* numéro 146 du 28 mars 1983 et numéro 149 du 9 avril 1983.

— Comment les paysans qui ont manifesté à San Salvador se sont-ils organisés ?

# Le mouvement de masse, l'action militaire du FMLN et la question des négociations

Entretien avec Francisco Herrera, représentant du FMLN-FDR

**F**RANCISCO Herrera, représentant du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) et du Front démocratique révolutionnaire (FDR) du Salvador pour l'Autriche et la Suisse, de passage à Paris au début du mois d'octobre dernier, a bien voulu accorder un long entretien à *Inprecor* et *International Viewpoint*. Nous publions ci-dessous de larges extraits de cette interview.

« INPRECOR » : — Le 27 septembre dernier, environ 15 000 paysans ont manifesté à San Salvador, capitale du Salvador. Quelle est ton appréciation de la signification de cette mobilisation, dans le contexte de la situation actuelle de guerre civile au Salvador ?

Francisco HERRERA : — Cette importante manifestation de paysans réclamant notamment la terre, a eu lieu au moment même où est débattu, à l'Assemblée issue des élections de mars 1982, un point important de la Constitution que le régime est en train de préparer. Il est d'ailleurs révélateur à cet égard que sur trois articles concernant la réforme agraire, les forces bourgeoises, d'un côté l'oligarchie qui n'est prête à aucune concession dans ce domaine, et de l'autre la Démocratie chrétienne, se soient divisées et durement affrontées.

Ce conflit constituait la toile de fond immédiate de cette manifestation. Cependant, il y a tout un contexte à comprendre, dans lequel interviennent des facteurs beaucoup plus larges et profonds. Cette manifestation a aussi représenté le mécontentement de secteurs de la paysannerie qui, il y a encore un an et demi, soutenaient le projet mis sur pied par les Etats-Unis, à savoir les élections de mars 1982.

Ces paysans sont très pauvres et vivent en proie à un désespoir quotidien. Ils sont déçus et constatent que ce régime n'a rien fait pour eux en ce qui concerne la distribution de la terre. Bien au contraire, des milliers de familles se sont vu retirer la petite parcelle de terre reçue lors de la première phase de la réforme agraire. Ils ne pouvaient pas surmonter leur endettement puisque, selon la réforme, la terre devait être achetée, en particulier du fait de la crise économique. Il faut également noter que la réalité est beaucoup plus complexe que ce que n'affirme la presse internationale, selon laquelle cette manifestation a été convoquée par le Parti démocrate-chrétien (PDC). La crise économique frappe aujourd'hui les paysans indistinctement, quelle que soit leur appartenance politique. Et il y a un mécontentement important contre un régime qui ne répond pas aux moindres aspirations de ces paysans.

Ceux-ci voient par exemple, aujourd'hui, que le régime est obligé d'importer du maïs, alors que c'est, avec les haricots, la culture de base traditionnelle du pays. Le maïs est en effet à la base de l'alimentation. C'est donc une des premières choses que nous ne devrions pas avoir à importer. Et pourtant, nous importons aujourd'hui des USA du maïs de qualité très médiocre. Le lait est véritablement introuvable, ce qui pose de graves problèmes aux familles qui ont des enfants en bas âge. L'eau elle-même est très chère. Certains produits de consommation courante, tel que le dentifrice, ont augmenté de 500 % en deux ans. Des secteurs de la population paysanne qui, s'ils n'étaient pas du côté du régime, ne s'étaient pas pour autant rangés ouvertement du côté de l'opposition du FMLN-FDR, attendaient de voir, depuis 1979, ce que la réforme agraire leur apporterait. Jusqu'à présent, le PDC a été capable de conserver une influence politique sur ces secteurs, mais il commence à en perdre le contrôle. C'est en cela que réside la signification essentielle de cette récente manifestation.

— La plupart d'entre eux sont organisés par l'Union communale salvadorienne (UCS), qui a des rapports très étroits avec l'Union populaire démocratique (UPD), une organisation qui regroupe aussi bien des partis politiques que des organisations syndicales, en général de sensibilité plutôt démocrate-chrétienne. Ce sont des paysans organisés qui ont imposé la tenue de cette manifestation au président Alvaro Magana. Mais il faut insister sur le fait que cette action déborde en fait le cadre de l'UPD. Car une chose est de voir les paysans réunis en assemblée, une autre est de les voir manifester dans la rue. Dans un pays où il y a une confrontation aussi dure entre les classes, où règne une terrible guerre civile, les rues sont par nature un lieu « subversif ». Lors de cette manifestation, il y avait des mots d'ordre tels que « *Pas d'homme sans terre, pas de terre sans homme !* » et « *Seul le peuple sauvera le peuple !* ». Ce sont là de véritables slogans révolutionnaires. Demander la terre dans un pays où cette question est précisément le point central du conflit, cela revêt une importance énorme. Et tout particulièrement quand il s'agit du moment où l'Assemblée est en train de débattre de la réforme agraire. C'est pourquoi nous disons que cette manifestation a débordé le cadre des initiatives politiques de la Démocratie chrétienne.

— Cette manifestation de paysans a aussi montré que, pour la première fois depuis longtemps, il était possible d'occuper la rue, chose inconcevable depuis plusieurs années en raison de la répression et de la terreur que fait régner l'extrême-droite. Penses-tu que les travailleurs des villes puissent s'engager dans des actions similaires ? Comment le mouvement syn-



Guérilla du FMLN. (DR)

dical s'est-il réorganisé, après la vague répressive consécutive à l'échec de l'insurrection de janvier 1981 ? Des mobilisations comme celle des paysans et l'évolution du mouvement syndical urbain n'ouvrent-elles pas de nouvelles possibilités pour le travail de masse politique des organisations révolutionnaires ?

— Reprenons l'exemple de cette manifestation de paysans. J'ai déjà dit qu'un véritable mécontentement en était à l'origine. L'expression de ce mécontentement est une manifestation qui, par ses revendications, déborde en fait le cadre du réformisme timide de la DC. Nous avons donc au moins une première responsabilité, celle d'amener ces masses à radicaliser leurs positions. Nous n'avons d'ailleurs pas d'autre alternative. Sinon ces masses seront une nouvelle fois trompées par une quelconque formule de l'impérialisme, via la Démocratie chrétienne. Nous devons leur montrer que la seule solution est de rejoindre les organisations qui s'opposent clairement à ce régime, c'est-à-dire de rejoindre le FMLN-FDR.

C'est vrai qu'il y a là un espace politique nouveau, qui est en fait une conquête des organisations de masse, qu'elles soient de l'UPD ou des organisations membres du FDR, car ce n'est pas le régime qui amorce une ouverture et décide de laisser les paysans manifester, bien au contraire. Cela représente une victoire des luttes menées au cours des trois dernières années.

Pour ce qui est du mouvement des travailleurs urbains, tout le monde sait que le régime a mis en place, avec l'aide des USA, une campagne de répression délibérée qui s'est avérée assez efficace et a réussi à démobiliser les organisations syndicales. Cela nous a posé un problème, car dans notre conception politico-militaire de prise du pouvoir, le mouvement de masse est une nécessité stratégique. La prise du pouvoir dans ce pays ne peut se faire seulement avec les armes. Tout un travail politique est nécessaire pour combiner l'insurrection populaire et la lutte armée. Et cela parce que le Salvador est un petit pays et que les impérialistes sont déterminés à écraser le processus de libération qui s'y est développé. Ce n'est qu'avec un large soutien des travailleurs et des autres secteurs populaires que nous pouvons espérer être capables de prendre le pouvoir et d'affronter la situation qui s'ensuivra. C'est pourquoi il nous a fallu remonter le courant. Cela a été extrêmement difficile. Il nous fallait trouver de nouvelles méthodes de travail. Mais, aujourd'hui, nous sommes assez satisfaits des progrès que nous avons accomplis.

Par exemple, c'est ainsi que le 1er Mai dernier s'est tenu, tout au long de la journée, un rassemblement de travailleurs dans la capitale. Certes, le local de cette réunion était entouré par les forces de répression, mais elle a pu avoir lieu. Le 26 juillet dernier, la Fédération syndicale révolutionnaire (FSR), qui est membre du Comité d'unité syndicale du Salvador (CUSS) a pu tenir son congrès, ce qui a représenté un grand succès. De même, l'Organisation des femmes salvadoriennes

(AMES) a également pu tenir un congrès. Les paysans sont en train de préparer le leur. Chaque année, les enseignants de l'Association des enseignants du Salvador (ANDES) fêtent leur journée en public, le 21 juin, malgré d'énormes difficultés. Le système d'enseignement universitaire continue à fonctionner, bien que le campus soit occupé par les militaires depuis trois ans. Des cours se tiennent dans des appartements privés et bénéficient de facilités offertes par diverses organisations humanitaires, etc. Dernièrement, il y a eu aussi de nombreuses grèves dans la construction, l'industrie textile et chez les travailleurs municipaux. Ces actions se sont répercutées les unes sur les autres. En nous gardant de tout triomphalisme, nous pouvons dire que cela est encourageant, mais il nous faut arriver à un certain équilibre entre notre action militaire et notre intervention politique. Le FMLN a aujourd'hui la capacité militaire de vaincre si ce n'était l'appui massif des USA à la dictature. Mais il n'y aura pas de véritable triomphe populaire au Salvador si les masses ne suivent pas.

Et voilà pourquoi nous devons être capables d'exploiter les énormes difficultés du régime pour aiguïser les contradictions au sein de la classe dominante, entre l'oligarchie et Washington, et d'élargir l'espace dont tu parlais pour l'activité des masses.

— Le FMLN a-t-il engagé récemment des actions politico-militaires dans les villes, surtout à San Salvador, du même type que celles qui ont été engagées au cours de la période pré-électorale en 1982, des actions auxquelles participe la population, comme des barricades par exemple ?

— Ce type d'actions n'a jamais vraiment cessé. Notre conception de la lutte veut qu'aucun front ne soit abandonné. Il faut harasser l'ennemi partout, et surtout là où il est fort. Il s'agit principalement d'actions de guérilla sous forme d'incursions. La guérilla s'infiltré en ville, reste quelque temps en clandestinité, prépare des attaques contre des points importants pour le régime puis se retire. Certes, il y a eu un moment de reflux et nous avons connu des hauts et des bas, mais depuis quelques mois, les actions de ce type sont continuelles. Tout au long de cette année, les actions n'ont pas cessé à San Salvador. Il y a eu des affrontements en plein centre de la capitale avec la police, ainsi que des actions de sabotage. Vous savez aussi qu'un conseiller américain a été exécuté. C'est un succès considérable, car ce genre d'individus est bien gardé quand il se déplace. Il y a eu également une attaque contre l'ambassade US, véritable bunker à San Salvador, et vous imaginez ce que cela représente.

Ces actions en disent long sur la capacité d'intervention et la mobilité des unités de guérilla, de ses réseaux dans les centres urbains. Les unités de guérilla ont mené des attaques là où elles étaient capables de se retirer sans pertes. Tout cela

va dans le sens d'une reprise des activités dans les centres nerveux des zones contrôlées par l'ennemi, et en particulier la ville de San Salvador.

— Face au développement de la lutte de libération, quelle est la stratégie politico-militaire adoptée par l'impérialisme et la dictature salvadorienne ?

— A l'origine, l'administration américaine de Ronald Reagan pensait que le problème salvadorien serait rapidement réglé. Mais, après la grande offensive lancée en janvier 1981 par le FMLN, ils ont réalisé qu'il s'agissait de quelque chose de sérieux. Ils se sont alors fixés un délai de deux à trois mois. Dans le cadre d'un plan général, ils calculèrent qu'après la défaite du FMLN, ils pourraient mettre en œuvre ce qu'ils appelaient la « démocratisation » du pays par le biais d'élections, les fameuses élections de mars 1982. Mais ils se sont heurtés à de nombreux problèmes et contradictions avec leurs propres alliés salvadoriens pour réaliser ce projet électoral, car le FMLN, au lieu de s'affaiblir, n'a cessé de gagner du terrain au cours de l'année 1981. Et nous avons été capables de faire une démonstration de force réelle pour les élections de 1982. Il ne s'agissait pas, bien sûr, de prétendre avoir la capacité d'imposer le boycott de ces élections, ce qui est tout autre chose.

Tout cela a ensuite conduit les experts militaires américains à estimer qu'il leur faudrait cette fois deux ans pour se débarrasser du FMLN. Aujourd'hui, il semble que les estimations se montent à sept ans. Cela signifie, même s'il faut rester prudent avec ce genre d'estimations, qu'il y a eu une évolution considérable au cours des trois dernières années. Durant la période actuelle, l'armée salvadorienne s'est révélée incapable d'endiguer le mouvement révolutionnaire, tandis que les forces populaires, au contraire, se sont consolidées et développées.

Les Américains ont commencé alors à se poser de sérieuses questions à propos de la façon dont leur stratégie contre-insurrectionnelle était appliquée au Salvador. Ils ont beaucoup appris au Vietnam ou ailleurs, et ils pensaient que les choses seraient simples au Salvador. Mais ils se sont heurtés à un véritable casse-tête dû aux conditions de notre pays, qu'elles soient géographiques ou strictement militaires. Sur ce dernier terrain, ils se trouvent avec une armée salvadorienne, qui a beaucoup de mal à apprendre. Il y a quelques mois, un conseiller américain parlait de cette armée d'une manière très méprisante, en disant qu'elle avait une conception de la guerre consistant à mener celle-ci de neuf heures du matin à cinq heures de l'après-midi, et du lundi au vendredi. Cela tracasse beaucoup les Américains. Une des conséquences de cette situation est que les conseillers américains dirigent désormais eux-mêmes les opérations sur le terrain et participent au génocide.

Parallèlement, les USA ont transformé le Honduras en une véritable plate-forme d'agressions contre le Nicaragua et le

Salvador. Ils y entraînent des soldats salvadoriens et des soldats d'autres pays pour combattre les forces populaires salvadoriennes. Ils ont aussi affiné leurs techniques de guerre contre-insurrectionnelle en créant notamment de petites unités très mobiles et en multipliant la création d'unités d'élite équipées d'un important matériel sophistiqué, particulièrement dans le domaine des communications. Les USA ont aussi des navires sur l'océan Pacifique pour capter nos communications, et un centre de surveillance électronique dans le pays même. Mais la technologie seule ne permet pas toujours d'obtenir des résultats. Par exemple, un rapport de la CIA notait, il y a quelques mois, que les conseillers US avaient informé l'armée salvadorienne d'une offensive à venir du FMLN et que celle-ci n'y avait pas prêté attention. Les mises en garde américaines n'ont eu aucun effet et l'offensive a bien eu lieu.

Dernièrement, ils ont aussi mis sur pied le plan Conara, qui est un plan de « pacification » du pays et de réactivation de l'économie d'une région, la zone centrale qui se situe autour du volcan de San Vicente. Ils ont concentré toutes leurs forces contre cette région, et leur campagne dure maintenant depuis près de quatre mois. Au départ, leur idée était de frapper vite et fort la guérilla, mais aujourd'hui, ils s'y sont enlisés. En fait, la configuration de la région est très favorable à la guérilla. Les forces contre-insurrectionnelles ne peuvent pas, par exemple, acheminer l'équipement lourd dont elles disposent jusqu'au sommet du volcan de San Vicente, où se trouve précisément basée la guérilla. Pour avancer, ils sont obligés de se découvrir, et quand c'est le cas, la guérilla entre immédiatement en action. Et malgré les bombardements, ils n'ont pas réussi à pénétrer dans les zones contrôlées par la guérilla.

L'aspect « économique » du plan consiste en une opération de séduction de la population. Ils donnent des bonbons aux enfants. Ils lâchent par avion des sacs de nourriture et beaucoup de matériel de propagande. Ils essaient de concentrer la population et d'organiser des villages stratégiques, comme au Vietnam ou au Guatemala, leur objectif étant de séparer la population de la guérilla. Cependant, ils se trouvent confrontés à une barrière naturelle : d'une part, du fait de la configuration géographique, mais surtout de l'opposition de la population qui, dans cette région, est organisée dans les Pouvoirs populaires locaux (PPL). Ces structures permettent à la population de se protéger face à la répression de l'armée, de suivre les unités de guérilla, ou de fuir en suivant un plan préétabli, puis de revenir lorsque les bombardements ont pris fin. Tout ce que cette offensive militaire a apporté dans la région de San Vicente, c'est davantage de destructions et de massacres. Du fait des bombardements, les habitants sont obligés de quitter leurs champs. Tout est brûlé et ils doivent tout recommencer à nouveau. Mais il ne s'agit pas d'un recul matériel, car la popula-



Affrontement dans la capitale. (DR)

tion revient, selon ses propres mots, avec la haine au cœur contre les envahisseurs. C'est un grand facteur de préoccupation pour les Américains, qui voudraient détruire à la base le soutien à la guérilla.

— Cependant, au cours des derniers mois, il y a eu une période où la guérilla était moins active. Quelle en est la raison ?

— La guerre a ses lois. On ne peut pas lancer des offensives militaires dans le seul but de maintenir une crédibilité internationale ou d'impressionner la population. Il y a de réelles difficultés logistiques. Il faut donc savoir faire le point, trouver de nouveaux plans pour répondre à ceux de l'ennemi, qui n'est ni faible ni bête. Ce serait d'ailleurs de la folie de croire qu'ils sont bêtes. C'est vrai qu'ils ont des problèmes, qu'ils ont perdu beaucoup de leur capacité d'initiative, que le moral des troupes se détériore. Mais, en général, l'armée, grâce à l'aide américaine, reste une force sérieuse.

Cependant, on ne peut pas dire qu'il y ait eu un reflux de l'activité militaire du FMLN. Au cours de la période que tu mentionnes, la guérilla a été en mesure de riposter à San Vicente et, récemment, de montrer sa capacité à reprendre l'offensive.

— Tu fait référence à l'attaque de San Miguel au début septembre ?

— Oui, et l'opération a eu d'excellents résultats. L'ennemi a perdu trois cent hommes et nous avons récupéré beaucoup d'armes. Au cours de cette bataille, le FMLN a fait preuve de sa capacité à mobiliser de grosses unités.

— Et c'est la première fois que le FMLN utilisait un armement lourd ?

— Oui, c'est exact. La guérilla a bombardé la base militaire de San Miguel pendant des heures. Et il faut savoir que les camarades n'ont pas de véhicules pour transporter cet armement lourd, qui est donc porté à dos d'homme. De plus, les couloirs d'approche de la base doivent être maintenus, le long desquels tout un réseau de soutien est indispensable. Et cette opération a été effectuée quasiment sans pertes. Ce succès permet d'envisager toute une campagne d'actions d'envergure, telle que celle qui a eu lieu

il y a environ une semaine au centre du pays, à Tenancingo. Là aussi, les résultats ont été plutôt encourageants. Une centaine d'armes ont été saisies, soixante soldats ont été faits prisonniers et, surtout, trois officiers ont été tués. C'est très important, car un des plus gros problèmes de l'armée salvadorienne au cours des deux dernières années a été la perte d'officiers.

— Voyez-vous des possibilités de développer et d'étendre les PPL dans la période à venir ?

— Le Pouvoir populaire local (PPL) représente une grande réussite de notre lutte de libération. Ce sont des structures qui ont une fonction stratégique dans la guerre de libération actuelle et qui continueront à jouer un rôle très important plus tard, même après la victoire. Dans les zones contrôlées par le FMLN, notamment au Chalatenango, où ces structures existent, elles représentent une administration de la vie collective aux mains des masses populaires. La population organise dans ces zones la production, une « production de guerre » dont le but est de parvenir à l'auto-suffisance. Il est aussi possible pour certains PPL d'approvisionner la guérilla. Les PPL organisent également les services de santé, bien qu'ils soient confrontés en ce domaine à d'énormes difficultés. Aujourd'hui, certaines maladies chroniques résultant de notre pauvreté, de l'exploitation capitaliste, sont en train de disparaître. Les PPL sont également engagés dans le combat contre l'analphabétisme. Pendant cinquante ans, le régime a organisé de pseudo-campagnes d'alphabetisation, si bien que l'on trouve aujourd'hui des régions du Salvador où il y a jusqu'à 80 % de la population qui est analphabète. Les PPL s'occupent des enfants, en particuliers des orphelins de guerre, qui sont très nombreux. Ils développent également l'artisanat, et c'est important pour que tous les gens se sentent utiles à la collectivité. Ainsi, le travail artisanal permet aux vieux paysans de renouer des contacts avec les générations plus jeunes. Les PPL organisent également l'auto-défense de la population, ils organisent les évacuations en cas de bombardement et construisent des abris ...

Cette nouvelle organisation de la vie sociale est pour nous très importante, car elle correspond à la mise en pratique,

avant même la prise du pouvoir, de certains aspects de la plate-forme du FMLN. En mai dernier, une rencontre nationale des représentants des PPL s'est tenue à Chalatenango, pour tirer un bilan de cette expérience. Ils ont posé les bases du travail de ces structures pour l'avenir et constitué une sorte de coordination de tous les PPL. Autrement dit, on peut parler d'une forme de gouvernement véritablement populaire, d'une sorte de contre-pouvoir. Ce contre-pouvoir construit sous les bombes de Reagan est un camouflet au gouvernement salvadorien et une grande conquête pour les masses.

— Y a-t-il un lien entre l'édification de ce pouvoir populaire et les rumeurs de formation d'un gouvernement provisoire dans les zones libérées ?

— Il faut faire attention à l'utilisation du terme de « gouvernement provisoire ». C'est pourquoi j'ai moi-même parlé d'une sorte de gouvernement régional. Il s'agit en fait d'une coordination des différents PPL. Quant on parle de gouvernement provisoire, il faut faire très attention car cela peut donner lieu à ce que les USA en concluent qu'il faille diviser le pays en deux. Il y aurait ainsi le Salvador sous le pouvoir des USA et l'autre, sous celui des « subversifs ». C'est là un aspect du problème, mais il y en a un autre. La population qui se trouve dans les zones contrôlées par le FMLN est loin d'être la majorité de la population totale, et nous n'avons pas le droit d'abandonner le reste du pays pour nous contenter de consolider Chalatenango et Morazan. Le travail politique accompli par les organisations de masse n'aurait alors plus de sens. La victoire à laquelle nous œuvrons concerne la nation toute entière, elle passe par la prise du pouvoir central, que ce soit par la prise d'assaut du palais présidentiel par les armes, ou par d'autres moyens, diplomatiques par exemple.

— Vous avez des discussions avec des représentants des Etats-Unis et de la « Commission de paix » mise en place par Alvaro Magana. Comment la question des négociations s'intègre-t-elle dans votre stratégie d'ensemble de prise du pouvoir ? Et quelle est votre position sur les élections qui sont programmées ?

— Du fait de la très forte résistance de l'opinion publique américaine et du Congrès face à sa politique agressive en Amérique centrale, Reagan a été forcé de faire un pas en direction des négociations. Il s'agit-là d'une concession tactique. En avril dernier, il a désigné Richard Stone comme médiateur dans ces discussions. Parallèlement, on a assisté à la mise sur pied, au Salvador, d'une Commission de paix formée à l'initiative des partis politiques salvadoriens avec l'aval du président Magana. Autrement dit, c'est pratiquement un instrument du gouvernement pour pouvoir obtenir un contact avec nous. L'objectif de la Commission de paix, comme celui de Richard Stone, est de nous faire participer aux élections. Celles-ci ont tout d'abord été programmées pour

décembre de cette année, et ont été ensuite repoussées à mars 1984. Pour Reagan, l'essentiel demeure l'issue militaire au conflit. Cette manœuvre est seulement destinée à calmer un peu le Congrès américain afin de pouvoir obtenir les crédits dont il a besoin.

Mais cette manœuvre politique possède de sa propre spécificité et son propre objectif politique. Les Américains ont voulu faire croire que nous acceptions enfin les négociations, alors qu'en réalité ce sont eux qui viennent de les accepter. Le FMLN-FDR a, en effet, proposé des solutions politiques générales au conflit, depuis 1980. Nos propositions s'étaient alors toujours heurtées à un refus. En prenant l'initiative de rencontrer le représentant américain, nous voulions montrer que nous étions disposés au dialogue tout en signifiant aux USA que nous étions intéressés par une discussion de fond concernant une solution globale au conflit et non pas par une participation aux élections. C'est là le fond de notre position. Aux membres de la Commission de paix qui veulent que nous participions aux élections, nous avons fait la contre-proposition d'un débat national à San Salvador, ce qu'ils ont rejeté. Que représentent le dialogue et les négociations dans une conception intégrale de la guerre populaire ? Disons qu'ils sont un nouvel instrument, un nouveau front créé par la guerre elle-même. Cela n'a pas été le cas pour le Nicaragua ou Cuba, où le processus de libération a été plus rapide, mais on a vu quelque chose d'analogue au Vietnam. Le front nouveau et important que représentent le dialogue et les négociations est un front qui doit être étroitement coordonné à celui de la guerre.

— Quels sont précisément les avantages que vous essayez d'obtenir sur le front diplomatique ?

— Au début de l'année, les Américains pensaient qu'ils allaient avoir beaucoup de problèmes pour continuer à apporter une aide militaire au régime salvadorien du fait de sa brutalité, de son mépris pour toute vie humaine. L'impopularité de la politique de Reagan au Salvador a poussé le Congrès à imposer des limitations à cette aide, et un débat a commencé à prendre corps au Congrès sur la nécessité, pour le gouvernement US, de faire montre de souplesse, d'esprit de dialogue. L'idée était que si le régime salvadorien ne suivait pas cette voie, l'aide militaire serait coupée. C'était un moyen de les obliger à s'engager dans la voie du dialogue.

Arrivés à ce point, si nous avions fait preuve d'intransigeance, cela aurait servi d'argument pour justifier la poursuite de l'aide américaine au régime salvadorien et aurait permis d'accroître la pression à notre égard. Dans le même temps, cette manœuvre était destinée à donner de nous une image négative, une image de militaristes, d'extrémistes. Il s'agissait d'un piège. Si nous nous étions laissés mettre dans une position où nous serions apparus comme ceux qui refusaient de

discuter, ils en auraient immédiatement profité pour lancer une vaste campagne de propagande nous présentant comme des subversifs, des terroristes, etc. Nous ne voulions pas tomber dans ce piège.

Mais nous avons aussi une vision plus générale de cette question des négociations. En acceptant la discussion, nous savions que certaines contradictions ne manqueraient pas d'apparaître au sein du gouvernement, de la bourgeoisie et de l'armée salvadorienne. Et c'est bien ce qui s'est passé. Il nous fallait éviter aussi de nous trouver dans une position où nous nous serions contentés de répondre à leurs propositions. Nous devions nous mêmes prendre l'initiative. Et cela rencontre l'assentiment de nombreux secteurs de la population salvadorienne qui, pour de multiples raisons, aimerait voir cette guerre prendre fin.

— En définitive, quel est l'objet des négociations actuelles, pour le FMLN-FDR ?

— Nous nous sommes engagés dans cette lutte pour mettre fin à une tyrannie qui dure depuis cinquante ans, pour répondre à une crise économique dont la nature n'est pas temporaire mais structurelle, pour parvenir à la démocratie. Pour atteindre ces objectifs, nous avons été forcés de prendre les armes, car il n'y avait pas d'autre issue. Notre objectif était d'arriver à créer un rapport de forces qui permette au peuple de mettre à l'ordre du jour un véritable changement, par un moyen qui est la prise du pouvoir. Dans notre vision intégrale, nous pensons qu'elle peut avoir plusieurs issues, par exemple la négociation. Mais toujours à condition que le rapport de forces soit en faveur du peuple. Il s'agit donc pour nous de ne pas perdre l'initiative, de combiner notre action diplomatique avec le travail politique de masse et l'action militaire. Ceci provoque des contradictions dans les rangs de nos ennemis, car au sein de la bourgeoisie elle-même, il y a des secteurs qui veulent voir la fin de cette guerre civile atroce. Cela ne signifie évidemment pas qu'ils désirent la victoire du FMLN. Mais ils cherchent des solutions alternatives. Les contradictions ne manquent pas non plus entre le régime et les USA. Mais nous ne participerons pas aux élections prévues par la dictature, et même si le régime en changeait la date, cela ne changera de toute façon rien quant à notre position. Ce n'est pas une question de date pour nous, c'est une question de fond. Les conditions minimum qui rendraient possible une participation éventuelle de notre part à des élections n'existent pas. Il n'est pas question pour nous de remettre en cause la plate-forme pour un gouvernement démocratique révolutionnaire, objectif qui n'est pas le résultat d'un travail occasionnel mais représente la synthèse de longues années de luttes que l'on ne peut pas balayer d'un revers de la main. ■

Propos recueillis par  
Gerry FOLEY et Vincent KERMEL,  
7 octobre 1983.

## Le mouvement ouvrier au centre du combat contre la dictature

**D**IX ans après le coup d'Etat du général Augusto Pinochet contre le gouvernement de Salvador Allende, la dictature militaire est ébranlée par une crise économique et politique sanctionnée à la fois par l'effondrement de sa base sociale et par l'émergence sur la scène politique du mouvement de masse antidictatorial. Deux événements récents donnent une idée de la nouvelle situation politique ouverte dans ce pays. Pour commémorer le dixième anniversaire de sa prise de pouvoir, Pinochet a organisé dans la capitale, le 9 septembre dernier, des festivités qui ont réuni environ 40 000 personnes dont, écrit le Monde du 13 octobre, « une grande partie de chômeurs bénéficiant des subventions du gouvernement et de fonctionnaires ». Un mois plus tard, le 11 octobre, un meeting organisé par le Commandement unitaire démocratique (CUD), regroupement d'associations de « pobladores » (bidonvilles), de défense des droits de l'homme et d'organisations d'étudiants bénéficiant du soutien du Mouvement démocratique populaire (MDP) récemment formé par le Parti communiste chilien (PC), réunissait sur une place de Santiago plus de 80 000 personnes aux cris de « *Ça se sent, ça se sent, Allende est présent* » et « *Il va tomber, il va tomber* ». Le mot d'ordre historique de l'Unité populaire, « *Un peuple uni ne sera jamais*

*vaincu* » était massivement repris, et la bannière du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) flottait au-dessus de l'assistance.

Ce meeting, qui peut être considéré comme la première manifestation de la gauche depuis de très nombreuses années, illustre la place du mouvement ouvrier et populaire dans la lutte antidictatoriale, et le rôle en son sein des formations ouvrières traditionnelles qui se sont réorganisées dans la clandestinité ces dernières années. Une espèce de course de vitesse s'amorce donc entre la mobilisation et la réorganisation des forces du mouvement ouvrier et populaire, et les manœuvres de la coalition démocrate-chrétienne de l'Alliance démocratique (AD) qui entend négocier avec Onofre Jarpa, le ministre de l'Intérieur de Pinochet, une transition démocratique ne remettant pas en cause la continuité militaire de la junte et tenter de désamorcer ainsi le combat pour le renversement de la dictature.

L'ensemble des problèmes politiques et organisationnels qui se posent au mouvement ouvrier et populaire en pleine réorganisation et les questions stratégiques soulevées par le combat contre la dictature sont analysés dans l'article que nous publions ci-après. ■

Jair GIL

La succession des journées nationales de protestation (« *protestas nacionales* ») depuis le mois de mai 1983, au rythme minimum d'une par mois, constitue un tournant fondamental dans la situation politique chilienne (1). Par ses mobilisations du 11 mai, du 14 juin, du 11 juillet, du 11 août, des 8 et 11 septembre et du 11 octobre, le mouvement de masse a fait irruption sur la scène politique, marquant ainsi l'ouverture d'un processus irréversible. Celui-ci pourra connaître des flux et

des reflux, mais ne pourra se dénouer ou être contenu que par des événements politiques majeurs.

Bon nombre d'observateurs n'attendaient en fait les « premiers remous » qu'en 1989, date fixée par la Constitution que le général Pinochet avait fait plébisciter en 1980 pour une transmission du pouvoir aux civils. Pourtant, ces « *protestas* » révèlent une transformation substantielle des rapports de forces entre les classes et au sein des classes. Cette évolution, masquée par la nature dictatoriale du régime politique militaire, ne pouvait

qu'exploser au grand jour avec l'irruption du mouvement de masse. Ces mobilisations de masse, qui ouvrent une nouvelle période politique, sont la conséquence d'une crise que connaît la dictature du général Pinochet depuis la fin des années 1970 et le début des années 1980.

### CONJONCTION D'UNE CRISE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE ET D'UNE CRISE POLITIQUE

Sous le double effet de la défaite du prolétariat après le coup d'Etat du 11 septembre 1973, qui renversa le gouvernement de collaboration de classe de l'Unité populaire (UP) d'Allende, et de la crise économique internationale, le Chili allait servir de laboratoire économique aux « *Chicago Boys* », adeptes de la politique monétariste et ultra-libérale de Milton Friedman (2). La défense stricte de l'initiative et de l'entreprise privée, de la liberté de commerce et du respect des lois

Manifestation à Santiago, septembre 1983. (DR)



1. Cf. *Inprecor* numéro 156 du 12 septembre 1983.

2. Milton Friedman est un économiste américain chef de file de l'« école de Chicago ». Liant les fluctuations de l'activité économique à la question de l'offre de la monnaie plutôt qu'à l'investissement, il a développé une théorie « monétariste » d'ultra-libéralisme économique, remettant en cause l'intervention de l'Etat dans les mécanismes économiques du capitalisme.

## L'analyse du PSR sur les premières "protestas"

(...) Ce sont les travailleurs du cuivre qui se sont chargés de mettre à nu la dramatique réalité de la dictature. La Confédération des travailleurs du cuivre (CTC) est l'organisation la plus importante du prolétariat chilien, organisant environ 24 000 travailleurs concentrés en quatre centres miniers. Par leur nombre et par le fait qu'ils travaillent dans le secteur clef de l'économie, ces travailleurs ont réussi à maintenir les meilleurs niveaux de salaire, et s'ils ont perdu certains de leurs acquis, ils ont mieux résisté pendant ces années noires aux attaques du système. La CTC est l'un des rares syndicats organisés au niveau de la branche d'industrie. (...) A partir de 1981 cependant, les travailleurs du cuivre ont renoué des relations avec les restes dispersés du mouvement syndical et modifié leurs rapports avec le gouvernement. (...) C'est alors que Rodolfo Seguel fut élu à la présidence de la CTC.

La nouvelle direction a assumé sa tâche au moment même où la situation économique s'aggravait, où la vie syndicale se ranimait, et où s'éveillait l'activité d'opposition politique. Sous l'influence de ces facteurs s'est réuni le congrès de Punta de Tralca, qui décida d'appeler à une grève des mines de cuivre pour le 11 mai. La décision se transforma en un surprenant détonateur social, ce qui contribua à reléguer dans l'ombre sa nature limitée et ses caractéristiques opportunistes. La CTC n'appela pas à une grève générale mais, plus prudemment, à un débrayage des syndicats du cuivre, afin d'obtenir le soutien d'autres syndicats considérés comme significatifs, tels que ceux du charbon ou de la marine. On insista sur le caractère pacifique du débrayage, dont le but serait non pas de provoquer un affrontement, mais d'attirer l'attention des autorités. Cette initiative semblait compter sur l'appui patronal et s'inscrivait plus ou moins explicitement dans la ligne du pacte social.

Indépendamment de ses limites réelles, l'accord de la CTC réveilla et galvanisa les initiatives des travailleurs. Plusieurs organisations syndicales se joignirent à l'initiative. Un vent vivifiant parcourut les bases syndicales qui se reconnurent dans cet appel. (...) Mais pendant les journées de préparation du débrayage on a pu constater que les sommets syndicaux manquaient d'influence significative sur les syndicats

du marché mondial, va provoquer une véritable catastrophe économique, au travers de la destruction de l'appareil de production industriel local et d'une crise profonde du système financier. L'avalanche de produits d'importation favorisée par la baisse suicidaire des droits de douane, de 1977 à 1982, dans un pays où ces droits sont les plus bas du monde, a provoqué le doublement des importations d'origine américaine. Ajouté à la privatisation de secteurs nationalisés ou publics, le bilan donne plus de 2 000 faillites et une baisse de 15 % de la production industrielle en 1982.

C'est ensuite la spéculation financière et l'endettement qui ont conduit à l'effondrement du système bancaire et financier. La dictature militaire a maintenu jusqu'en août 1982 la convertibilité du dollar à un taux modéré de 39 pesos pour un dollar, ce qui encouragea non seulement l'invasion de produits d'importation, mais aussi une spéculation vertigineuse et un endettement croissant vis-à-vis du Fonds monétaire international (FMI) et des banques internationales. Aussi, lorsque le pe-

so fut ensuite dévalué — en août 1982, passant de 39 à 60 pesos le dollar, le dollar atteignant même 90 pesos au marché noir — tout le système bancaire privé, une des institutions les plus solides du régime chilien, s'effondra en janvier 1983.

N'ayant plus d'argent en caisse, la renommée et le pouvoir des fameux groupes économiques chiliens liés aux familles Vial, Cruzat-Larrain, etc., qui avaient constitué les piliers du modèle économique de la dictature, en prenaient un coup. Pinochet chassait alors les « Chicago Boys » qui conseillaient le gouvernement.

Depuis cet effondrement du système bancaire et financier du pays, la situation n'a fait qu'empirer. Le résultat est là : Caceres, un des ministres de l'Economie de Pinochet, signait en août 1983 de nouveaux accords de crédits s'élevant à 1,3 milliard de dollars venant s'ajouter à la dette extérieure chilienne, qui est de 20 milliards de dollars.

Les conséquences sociales d'une politique économique qui a détruit l'économie du pays en ont été d'autant plus dramatiques. Chômage, misère, faim, telle est

éparpillés et qu'ils ne contribuèrent guère à une mobilisation efficace.

Le 7 mai au matin, dans un climat d'incertitude, on prit connaissance de la déclaration de la CTC suspendant l'appel à la grève et transformant le 11 mai en une journée de « Protesta Nacional Pacifica ». (...)

### DE LA JOURNÉE DU 11 MAI ...

Une fois le débrayage décommandé, le sort de la « Protesta Nacional » paraissait aléatoire, malgré la formation autour de la CTC d'une direction se proposant de l'organiser. Les premières heures du 11 mai n'étaient pas à l'optimisme. Au cours de la journée, la situation a pourtant changé, atteignant son apogée le soir. Le mécontentement populaire, l'emportant sur les facteurs contraires, prit la forme d'une manifestation d'ampleur, agressive et déterminée. (...)

Le 11 mai vit deux manifestations significatives de protestation de classes sociales différentes qui, sans concertation préalable, se retrouvèrent dans la condamnation du gouvernement. Les endroits où se déroulèrent ces manifestations sont symboliques de ces différences sociales, tant du point de vue de leur localisation dans la ville que des moyens de lutte utilisés. Alors que les secteurs cossus se livraient à des concerts de klaxons automobiles ou de casseroles dans leurs appartements, dans les quartiers populaires, hommes et femmes descendirent dans la rue et dressèrent des barricades.

La différence entre ces manifestations va au-delà de l'aspect descriptif. Dans les quartiers populaires, l'agitation s'enracine dans l'exaspération, et la mobilisation se nourrit de l'énergie de milliers de travailleurs industriels dont le sentiment de classe reste vif et dont les actions concrètes dépassent les limites d'une protestation pacifique. Dans l'autre camp, il n'en fut pas ainsi. La bourgeoisie proprement dite se confondit, pour un moment, avec les petits-bourgeois mécontents, débordant peut-être sans y penser ses réelles intentions, et à coup sûr, celles de ses directions éventuelles. Ces couches se trouvaient sous l'influence de la Démocratie chrétienne, qui recherche obstinément le terrain de la conciliation et du compromis : une démocratie limitée capable de contenir les débordements révolutionnaires. (...)

Les 13 et 14 mai, avec une brutalité révélatrice de l'irritation du gouvernement, la répression se déchaîna contre les quartiers ouvriers et les bidonvilles. A la tombée de la nuit se multiplièrent les opérations punitives, les perquisitions, les contrôles d'habitations, l'arrestation de centaines d'habitants. Le critère politique et de classe de cette représ-

la réalité du « modèle économique » pour le peuple chilien. Il y a plus de 30 % de la population totale au chômage, sans aucune couverture sociale, soit 3 millions de personnes sur 11 millions d'habitants. Des dizaines de milliers de travailleurs sont contraints de travailler aux projets gouvernementaux du Plan d'emploi minimum (PEM) et du Plan d'emploi pour les chefs de famille (POJH) pour des salaires mensuels de 2 000 à 4 000 pesos, alors que les salaires moyens des ouvriers vont de 6 000 à 8 000 pesos. Selon une analyse officielle de la grille des salaires chiliens, 43,16 % des ouvriers gagnent moins de 10 000 pesos, et 71,32 % gagnent moins de 20 000 pesos. Pour juger du pouvoir d'achat qui correspond à ces sommes, il faut savoir que le prix du pain est de 40 à 60 pesos — c'est-à-dire de 4 à 6 francs — et que les salaires moyens mensuels des travailleurs chiliens représentent l'équivalent de 600 à 800 francs français. Enfin, 700 000 familles n'ont pas de logement, 160 000 n'ont pas l'eau courante, et plus de 300 bidonvilles n'ont pas d'électricité.

Derrière ces chiffres, il y a une ter-

sion fut évident, puisque ces mesures ne furent pas appliquées aux beaux quartiers. La réaction officielle s'exprima par le discours de Pinochet, retransmis par la télévision nationale le soir du 13 mai. Ce discours, rendu public seulement en partie, a constitué la toile de fond de la réunion de haut niveau des autorités administratives et militaires pour analyser la situation du pays et estimer la portée des événements. Il dessina un ensemble de mesures pour faire face aux périls, désamorcer les protestations futures, briser l'unité dans l'action par des mesures économiques et sociales avantageant les classes moyennes. (...) On annonça une augmentation de 5 % des rémunérations du secteur public, un abaissement des intérêts pour les débiteurs hypothécaires pendant quatre ans. Dans un autre discours, Pinochet ressuscita son projet de constituer, pour l'appuyer, un mouvement civilo-militaire. (...)

### ... A CELLE DU 14 JUIN

La CTC, auréolée du prestige de l'action de mai devint l'axe du mouvement d'opposition. C'est autour d'elle que se recompose et s'élargit une Direction nationale des travailleurs (Comando Nacional de Trabajadores) qui organise une nouvelle protestation pour le 14 juin. (...) Le mouvement de protestation s'amplifiait et s'organisait. Un nombre considérable de corporations et d'associations professionnelles s'y joignaient, tandis que les syndicats ouvriers se préparaient cette fois à y participer par une paralysie effective des centres de travail. Dans les universités, les étudiants se mobilisaient et leurs débats témoignaient d'une politisation croissante. Dans les quartiers ouvriers, le spontanéisme et la réaction instinctive cédèrent le pas à la préparation responsable : les militants occupèrent leur poste, coordonnant les secteurs dans la perspective de modifier le sens des actions.

L'absentéisme dans les lycées fut important, alors que des centaines d'étudiants se retranchaient derrière des barricades dans les universités. Les moyens de transport disparurent des rues. Dans les entreprises industrielles, les travailleurs encore trop inquiets pour se lancer dans la grève, trouvèrent des formes variées de participation reflétant leur soutien accru au mouvement. S'il est exagéré de parler d'un abandon généralisé des travaux, cela se produisit dans certaines entreprises, et dans celles où le travail continua, on put noter l'absentéisme, la lenteur du travail et le climat de solidarité. A nouveau, les quartiers ouvriers occupèrent le devant de la scène. Au fil de la journée, la véhémence se fit plus forte. Barricades et feux fermèrent l'entrée des « poblaciones », les croisements de rues, jusqu'au cœur des

rible réalité : des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants n'ont rien à manger. Des centaines de milliers de travailleurs ou de personnes issues de la petite bourgeoisie se trouvent déclassés, sans travail, contraints à avoir recours à de « petits boulots » pour survivre. Une situation de misère généralisée, voilà aussi la base matérielle de ce que l'on nomme le vandalisme. C'est en effet une des caractéristiques des récentes « protestas » que d'avoir donné lieu à des explosions sociales où des jeunes, des moins jeunes et des travailleurs qui participaient aux manifestations ont pris d'assaut des magasins, pour se nourrir, se vêtir, etc. Et c'est avec angoisse que les bonnes familles de la bourgeoisie chilienne imaginent le déferlement sur la capitale et ses beaux quartiers de ces bandes de « vandaes » qui viendront tout piller.

Au niveau de la bourgeoisie, le modèle économique de la dictature a provoqué une redistribution des rapports de forces au détriment des secteurs de la bourgeoisie industrielle nationale et au profit des groupes économiques liés au ca-

pital étranger, et la ruine de secteurs de la moyenne et petite bourgeoisie. Sur le plan politico-social, cela entraîna pour le pouvoir la perte de la base sociale qui avait appuyé initialement le régime contre-révolutionnaire issu du coup d'Etat de septembre 1973. C'est ce qui fournit la base sociale matérielle de la recomposition politique autour de la Démocratie chrétienne et qui explique les volte-face des habitants des beaux quartiers de la capitale, qui ont participé aux concerts de « casseroles » (« cacerolazos »).

L'accumulation de tensions sociales, économiques et politiques longtemps contenues a conduit le régime dans une crise sans précédent, dont il ne pourra se sortir par aucun subterfuge économique. Sur-déterminée par les fluctuations des prix des matières premières, l'économie chilienne ne peut en effet compter sur ses exportations de cuivre pour réaliser un nouveau cycle d'accumulation, comme dans les années 1930-1940. Dominé par les multinationales et le capital impérialiste, le Chili ne peut s'engager, comme dans le passé, dans une politique de développement

quartiers, démentant ainsi qu'il puisse s'agir d'actions de groupes isolés sans rapports avec les habitants. Des piquets de travailleurs et d'habitants contrôlèrent les allées et venues, les entrées et sorties de véhicules, empêchant l'entrée de provocateurs et d'éléments étrangers au secteur. Après leur travail, les ouvriers retournèrent chez eux pour contribuer au développement de ces actions. Le spontanéisme de la journée de mai était dépassé. Il y eut autre chose de différent en ce 14 juin. La protestation s'atténua dans les couches élevées de la société, de même que l'intensité de leur participation. (...) Entre la première et la seconde protestation l'engagement prolétarien et populaire a augmenté. (...)

Agressée, la dictature a réagi violemment, ajustant la cible. De l'attaque indiscriminée contre les « poblaciones », elle déplaça son offensive vers les travailleurs organisés et leurs dirigeants connus, à savoir les travailleurs du cuivre et la CTC. L'attaque fut synchronisée. En tant qu'entrepreneur, le gouvernement licencia 1 000 travailleurs, tandis que la justice arrêta les dirigeants. Rendant la CTC responsable, le gouvernement fit arrêter Rodolfo Seguel. Les travailleurs du cuivre répondirent en déclarant la grève générale des secteurs sous leur responsabilité et en appelant le reste du mouvement ouvrier à soutenir cette grève défensive. (...) Tout le potentiel répressif se mit en mouvement pour empêcher et écraser cette grève défensive. (...) La base des travailleurs du cuivre, sous la pression matérielle et psychologique, avec ses dirigeants emprisonnés et en procès, victime elle-même de licenciements massifs, fut contrainte à la retraite. La grève s'effrita, faute d'appui suffisant pour résister à la répression féroce, après qu'elle eut montré sa force et sa décision. (...)

La proximité dans le temps des différentes étapes de la mobilisation et la vitesse de leur enchaînement pousse à les confondre dans un tout et à perdre de vue la nature propre de chacune. Mai, juin et la grève du cuivre apparaissent comme un phénomène continu, alors qu'ils ne le sont pas. Il y a une rupture entre ces manifestations, et le présent et l'avenir de la lutte des classes. Entre les unes et les autres, la signification de l'action se modifie, d'un double point de vue. Au-delà de son caractère défensif, la grève n'est déjà plus une protestation d'alliance de classes sur des objectifs vagues et généraux. C'est une mobilisation du prolétariat organisé avec sa propre direction reconnue, qui utilise ses moyens d'action. (...)

Parti socialiste révolutionnaire (PSR)  
Santiago du Chili, juillet 1983.

d'industries de substitution des importations. Son endettement ne peut que s'accroître, au fur et à mesure que se détériore sa situation financière.

La dictature de Pinochet s'est consolidée dans le cadre des rapports de forces issus de la défaite du mouvement de masse en 1973, qui a vu la destruction des organisations ouvrières et la liquidation de toutes les institutions de la démocratie parlementaire. Gouverner avec les « méthodes de guerre civile » exigeait l'immobilisme du mouvement de masse et la réalisation, autour de la dictature, d'un certain consensus social de la bourgeoisie et de secteurs de la petite bourgeoisie.

Mais dès lors que se conjuguent, à la fin des années 1970, l'effondrement économique et social du régime et la réanimation du mouvement des masses sous la forme initiale de l'éclatement de luttes ouvrières partielles et de la recomposition d'un mouvement syndical, c'est l'inadéquation de la dictature de Pinochet comme forme de la domination politique bourgeoise avec les nouveaux rapports de forces entre les classes, qui éclate et

qui précipite la crise politique. Pour la bourgeoisie comme pour le prolétariat, quoique pour des raisons différentes, la dictature de Pinochet est devenue insupportable.

### LA BOURGEOISIE CHILIENNE A LA RECHERCHE D'UNE OUVERTURE DANS LA CONTINUITÉ

Le modèle de transition que la bourgeoisie chilienne aimerait pouvoir appliquer au Chili des années 1980 est celui de la transition du franquisme à la monarchie constitutionnelle espagnole. C'est d'ailleurs ce qu'explique fort lucidement un des dirigeants de la Démocratie chrétienne rentré au Chili le 4 septembre après trois années d'exil, Andres Zaldivar, par ailleurs président de l'Internationale démocrate-chrétienne, en déclarant : « Personnellement, je suis partisan du consensus le plus large possible. Il est bon de rappeler l'exemple espagnol et les pactes de la Moncloa. Il y avait un gouvernement de l'Union du centre démocratique (UCD) avec Adolfo Suarez, mais pour éviter une confrontation politique et sociale, Suarez s'est assis à la même table que Felipe Gonzalez, Santiago Carrillo, Fraga Iribarne (respectivement dirigeant du Parti socialiste ouvrier espagnol, du Parti communiste espagnol et de la formation réactionnaire Alliance populaire), et l'on trouva un consensus pour approuver la Constitution. (3) »

Mais voilà, le Chili n'est pas l'Espagne, et cette politique rencontre nombre d'obstacles. D'abord parce que le Chili, à la différence de l'Espagne, est un pays capitaliste dépendant, sous-développé. Ensuite, parce qu'il y a le général Augusto Pinochet. Le général Franco, lui, était déjà mort, ce qui laissa le champ libre à la transition. Pinochet est bien vivant et constitue un obstacle majeur à toute réelle ouverture, car, derrière les outrances du personnage, ses déclarations de guerre aux politiciens (4), sa disposition à organiser un nouveau « septembre 1973 », son refus de toute modification fondamentale du calendrier constitutionnel jusqu'en 1989, il y a bien une réalité, celle d'une dictature militaire dans laquelle Pinochet constitue la pièce maîtresse, par son contrôle sur le gouvernement, sur l'assemblée des généraux — véritable parlement militaire — et sur toute l'institution chilienne essentielle que représentent les forces armées. Le maintien intact de l'appareil policier et militaire de la dictature s'exprime d'ailleurs quotidiennement par la répression des mobilisations de masse et des organisations d'opposition.

Quelles que soient les formes de la mise à l'écart du général Pinochet, la dictature militaire lui est trop liée pour que son départ ne constitue pas une étape qualitativement supérieure dans la crise politique de la dictature et dans le développement du mouvement de masse. Voilà d'ailleurs pourquoi Pinochet, relayé par la junte et l'assemblée des généraux, s'oppose à toute réelle ouverture politique. Garder Pinochet et assurer une autre politi-

que sont donc deux termes incompatibles, contradictoires.

D'autre part, la bourgeoisie chilienne est bien incapable de développer une politique de pacte social, et cela pour plusieurs raisons. La première, c'est l'impossibilité de troquer l'acceptation de l'austérité par les masses contre la démocratie, alors que subsiste la dictature militaire. Une « démocratie musclée » excluant les partis et les organisations syndicales se réclamant de la lutte des classes, comme le propose le ministre de l'Intérieur, rendrait alors impossible la mise en œuvre d'une politique d'intégration des directions socialiste et communiste du mouvement ouvrier.

La seconde raison est liée à la situation économique nationale et internationale. Il n'y a pas, en fait, grand chose à négocier. La politique d'austérité instaurée lors du pacte de la Moncloa en Espagne s'inscrivait dans une situation bien différente, celle d'un pays qui commençait certes à subir les conséquences de la crise économique dans les années 1974-1975, mais qui sortait d'une période de quinze années de relative prospérité. Il y avait là une base matérielle aux illusions démocratiques et aux sacrifices réclamés aux travailleurs par les directions réformistes en échange de la démocratie politique et des droits démocratiques pour les organisations et les partis ouvriers. Au Chili, au contraire, la « transition » se profile sur une situation de chômage et de misère généralisés. De même, on voit mal comment l'impérialisme US pourrait apporter une aide substantielle au Chili, du type « plan Marshall » (5), dans l'état actuel de l'économie mondiale. Voilà pourquoi les masses populaires chiliennes chargent leur exigence de démocratie d'un contenu social précis. Après dix années de dictature de Pinochet, les aspirations à la démocratie sont plus fortes que jamais, mais elles s'accompagnent de revendications sociales. Aux mots d'ordre de « Démocratie », « Liberté », les Chiliens ajoutent systématiquement ceux de « Paix » et de « Justice ». « Manger, travailler », voilà le contenu de la démocratie exigée par les dizaines de milliers de Chiliens, contenu qui, dans la situation économique actuelle rend difficile l'aboutissement d'une politique de pacte social.

Enfin, nul doute que si demain une réelle ouverture permettait la reconstitution légale de partis politiques et de syndicats indépendants de l'Etat, les vieilles organisations traditionnelles du mouvement ouvrier décapitées en 1973 réapparaîtraient alors puissamment. Pour l'instant, la relative rapidité de cette reconstitution du mouvement ouvrier, compte tenu de l'ampleur d'une défaite comme celle du 11 septembre 1973, donne un caractère instable à ces formations et limite donc leur capacité de contrôle sur le mouvement des masses. Du point de vue même de la mise en œuvre d'une politique de consensus social, cette particularité du processus de réapparition des partis et syndicats du mouvement ouvrier constitue elle aussi un obstacle à la concrétisa-



« Allende, tu es présent », affirme la peinture murale

tion immédiate d'une telle politique.

Pour tisser des alliances dans le but de museler le mouvement populaire, la bourgeoisie chilienne ne dispose ni d'un mouvement péroniste comme en Argentine, ni, comme en Espagne, d'un Parti communiste qui, par le biais des Commissions ouvrières avait, pendant près de vingt années de lutte anti-franquiste, gagné le contrôle des secteurs clés du mouvement de masse, à l'exception peut-être du Pays basque. Ces appareils politiques sont des instruments essentiels pour la bourgeoisie pour assurer une transition démocratique marquée par l'adoption de pactes politiques ou sociaux entre les classes.

Dans ces conditions, et dans l'angoisse du chaos et du grand vide en cas de départ des militaires du gouvernement, la classe capitaliste chilienne et ses porte-parole tablent sur une solution contradictoire dans ses termes, celle d'une ouverture démocratique limitée dans le cadre du maintien de la continuité militaire. Ainsi, par exemple, l'opinion de Sergio Vergara-Larrani, un des banquiers de la famille Cruzat-Larrain, qui se qualifie lui-même d'« homme du centre-centre » ... mais à droite, est significative de cette option. Sergio Vergara-Larrani déclarait récemment : « Notre action peut avoir deux ob-

3. Interview à la revue chilienne *Que Pasa*, septembre 1983.

4. Le 10 septembre dernier, le général Pinochet déclarait : « Aujourd'hui, nous le disons à ces messieurs les politiciens : nous ne pouvons pas retourner dans nos casernes, ... parce que cela signifierait une série de coups d'Etat militaires d'où ne pourrait sortir aucune entente. » (*El Mercurio*, 11 septembre 1983)

5. Le général américain George Catlett Marshall donna son nom, en 1947, à un plan d'assistance pour la reconstruction et le redressement financier de l'Europe, qui sanctionnait la domination américaine issue des nouveaux rapports de forces interimpérialistes de l'après Seconde Guerre mondiale.



Devant laquelle posent de jeunes manifestants. (DR)

A cette étape, l'Alliance démocratique c'est la Démocratie chrétienne, parti de la bourgeoisie chilienne qui, à la tête du gouvernement dans les années 1960 sous la direction d'Eduardo Frei, mit en œuvre une politique répondant aux intérêts du secteur industriel national de la bourgeoisie et aux besoins de certains secteurs de la paysannerie au travers de la réforme agraire. Parti bourgeois, la Démocratie chrétienne plongeait néanmoins ses racines dans certains secteurs populaires : petite bourgeoisie, certaines couches de la classe ouvrière — dans la Centrale unifiée des travailleurs (CUT) — séduites par l'idéologie nationale-populiste de la DC.

La DC reconstitue aujourd'hui ses forces. Elle apparaît, notamment dans certains secteurs de la petite bourgeoisie, chez les étudiants notamment, comme une des forces politiques les plus actives de l'opposition. S'il y avait une consultation électorale, nombreux sont ceux qui lui donneraient aujourd'hui leurs suffrages. La DC est cependant confrontée à de nombreux problèmes.

D'abord, les dirigeants démocrates chrétiens savent qu'ils ne pourront bénéficier d'un contexte économique leur permettant d'acheter la paix sociale. Il ne faut pas oublier aussi que le soutien de la DC au coup d'Etat militaire contre le gouvernement d'Allende a laissé des traces dans certains secteurs populaires, même s'il n'entame pas trop aujourd'hui, dix ans après le coup d'Etat, son image oppositionnelle.

Enfin, la DC doit, dans l'immédiat, reconquérir en même temps une légitimité face à la bourgeoisie chilienne elle-même qui, après dix ans de destruction de toute vie parlementaire, connaît les faiblesses et les divisions internes de la DC. Or, vouloir reconquérir une telle légitimité auprès de la bourgeoisie chilienne implique de ne pas répondre aux aspirations démocratiques des masses qui mettent justement en péril la domination de cette même bourgeoisie. Plusieurs exemples en témoignent déjà. Dans la négociation avec Onofre Jarpa, ministre de l'Intérieur de la dictature nommé par Pinochet en août dernier pour conduire le « dialogue », la DC réclame le départ de Pinochet. Jarpa explique que tout est négociable sauf, justement, la démission de Pinochet. Une série de déclarations de représentants du capital vont dans le même sens. En conséquence, la DC renonce à demander, dans la négociation, la démission de Pinochet. Sa crédibilité potentielle auprès des masses s'en ressentira d'autant.

Autre exemple, le 4 septembre 1983 le PRODEN appelle à une réunion publique, premier meeting public de l'opposition autorisé par le pouvoir. La junte accorde comme lieu de rassemblement l'un des plus grands parcs de Santiago, en plein centre de la capitale, le parc O'Higgins, et abandonne toutes ses responsabilités dans le maintien de l'ordre qu'elle remet donc ainsi entre les mains des dirigeants démocrates-chrétiens. Le meeting se préparait. On attendait même la participation de centaines de milliers de per-

sonnes, une montée des villes de province. Résultat : le PRODEN et l'AD refusent au dernier moment de prendre leurs responsabilités et annulent le meeting. Enfin, en octobre, cette capitulation a été encore plus claire avec le refus de la DC d'appeler aux mobilisations du 11 octobre. En répondant positivement aux inquiétudes de la bourgeoisie de la capitale, qui envisageait avec effroi une telle concentration de personnes avec ses possibles débordements et actes de « vandalisme », les dirigeants démocrates-chrétiens soulageaient cette dernière, mais en même temps, ils montraient leur peur du mouvement de masse, les limites de leur contrôle sur ce dernier, et donc une faiblesse que la junte a immédiatement exploitée.

La logique de la politique de conciliation avec la dictature et de reculade face aux militaires et à Pinochet amène la DC, pour rassurer la bourgeoisie, à opter pour la continuité militaire, tout en exigeant une ouverture démocratique lui permettant de se reconstruire, grâce à la mise sur pied d'un calendrier constitutionnel de 18 mois (adoption d'une loi sur les partis dans les trois mois, élection d'une assemblée constituante dans les six mois, et référendum sur un projet de réforme constitutionnel dans l'année qui suit). Mais tous les plannings et calendriers proposés par la Démocratie chrétienne font l'impasse sur des questions fondamentales comme le type de l'assemblée constituante proposée, le nom des partis légalisables, la nature et le contenu de la prochaine Constitution, tout en acceptant d'ores et déjà comme cadre général le dialogue avec les militaires.

## L'ÉQUIPE PINOCHET-JARPA

Nombreux sont ceux qui, au Chili, expliquent que Pinochet ne gouverne plus, que Sergio Onofre Jarpa tient déjà les commandes de l'Etat. Ils se trompent, Pinochet garde bien en main les rênes de l'appareil militaire, et son intervention du 11 septembre dernier présentant les dernières mesures économiques — augmentation de 15 % des salaires pour les travailleurs de la Fonction publique, aide à divers secteurs de l'industrie nationale, ainsi que l'initiative d'un prochain référendum sur les modifications de la Constitution de 1980 — montre qu'il reste bien l'homme fort de la dictature. Mais il ne faudrait pas pour autant sous-estimer la signification de la nomination par Pinochet de Jarpa comme ministre de l'Intérieur. Politicien bourgeois conservateur, ex-secrétaire général du Parti national de la droite réactionnaire, soutien civil du coup d'Etat de Pinochet, il est un modèle

jectifs : ou bien appeler les militaires au changement, en leur assurant que ce changement n'amène pas le chaos, ou bien parvenir à un accord avec Pinochet ; un dialogue pour la stabilité, le consensus ou la majorité. » A la question « Et les communistes ? », le banquier répond « Je crois qu'ils devraient en être partie prenante. Il n'y a pas de dialogue sans les communistes. (6) »

Tout en désavouant les « protestas », voilà ce que pense l'un des principaux grands commis du capitalisme, tout comme d'autres représentants du patronat chilien, tels que Jorge Fontaine et Anjel Fantuzzi, qui soutiennent aujourd'hui ce projet d'ouverture dans la continuité. Dans ces conditions, il s'agit d'apprécier la façon dont se disposent les deux principales forces de ce « dialogue », d'un côté l'Alliance démocratique (AD), regroupement contrôlé par la Démocratie chrétienne, et de l'autre, l'équipe Pinochet-Jarpa.

## L'ALLIANCE DÉMOCRATIQUE (AD)

L'Alliance démocratique (AD), fondée en août 1983, est une coalition dominée par la Démocratie chrétienne (DC) de Gabriel Valdès, et qui regroupe par ailleurs la droite nationale et certains secteurs socialistes. Elle est aussi liée au Projet de développement pour un consensus national (PRODEN), organisation socio-politique contrôlée par la DC (7). Son programme formel réclame la démission de Pinochet, l'établissement d'un calendrier électoral, l'élection d'une assemblée constituante, et un accord de pacte social.

L'AD est la force qui dialogue officiellement avec la dictature, ce qui n'empêche pas que certains de ses dirigeants, comme Gabriel Valdès, ou certaines de ses manifestations, comme celle du 8 septembre dernier à Santiago, soient durement réprimés.

6. Interview à l'hebdomadaire chilien *Hoy* du 10 août 1983.

7. Le « Projet de développement pour un consensus national » ou PRODEN, regroupant d'anciens parlementaires démocrates-chrétiens et des personnalités conservatrices, a été constitué à la fin 1982 sous la forme d'un « cercle d'études », pour contourner l'interdiction des partis politiques avec, comme objectif, l'élaboration d'un schéma politique de transition démocratique.

classique des politiciens chiliens réactionnaires.

Avec l'intégration de Jarpa au gouvernement, la dictature ouvre ses rangs à la bourgeoisie et à une partie de ses politiciens. C'est l'esquisse d'un « co-gouvernement civico-militaire ». Mais les discussions avec l'opposition ont lieu sous le

première recomposition du mouvement de masse sous sa forme syndicale. Avec les « protestas » publiques, le mouvement est passé à une étape de lutte de masse ouverte. Cela a commencé par l'appel à un arrêt de travail national, le 11 mai 1983, lancé par la Confédération des travailleurs du cuivre (CTC) dirigé par Ro-

scénario dans tous les quartiers et les faubourgs populaires de Santiago : « cacero-lazos », feux allumés dans les rues principales, barricades, formation de manifestations, charges de la police, dispersion, formation de nouvelles manifestations, etc. Et cela jusqu'à minuit ou une heure du matin.

Ces formes de lutte deviennent maintenant classiques. Elles sont le plus souvent animées par de jeunes dirigeants naturels issus des classes d'âge des 12 à 20 ans, qui constituent le véritable fer de lance de ces mobilisations. Qu'elles soient organisées de manière semi-spontanée ou animées par tel ou tel militant d'une organisation clandestine de gauche, le problème décisif auquel sont confrontées ces mobilisations de masse tourne autour de leur structuration, de leur direction et de leur centralisation politique.

Cette faiblesse de structuration pèse aujourd'hui sur l'ampleur de ces mobilisations ouvrières et populaires. Une des caractéristiques des dernières « protestas » a été l'organisation de « manifestations » et de « marches » dans les bidonvilles. Déjà dans plusieurs d'entre eux court l'idée de coordonner, de faire confluer les cortèges de plusieurs de ces quartiers populaires dans des manifestations plus imposantes. En fait, il y a dans les bidonvilles toutes les conditions pour une marche nationale ouvrière et populaire contre la dictature sur Santiago, manifestation centrale qui réunirait des centaines de milliers de personnes dans le centre de la capitale. Le meeting organisé le 11 octobre dernier dans la capitale par la gauche, et qui a rassemblé plus de 80 000 personnes, constitue un premier pas vers l'organisation de manifestations de grande ampleur.

## LE MOUVEMENT SYNDICAL

Si elles ont joué un rôle décisif dans les premiers moments de recomposition du mouvement de masse, les organisations syndicales sont aujourd'hui marginalisées dans le développement du mouvement « poblacional » (propre aux bidonvilles). Ceci provient d'une double raison. D'ordre socio-économique, la première est liée à la dislocation connue par la classe ouvrière sous les coups de la crise économique. Les syndicats ne peuvent en effet organiser qu'une partie de la classe travailleuse, celle qui, dans une situation de misère et de chômage généralisés, peut effectivement travailler. La seconde est liée aux conséquences de la défaite de 1973. Faiblesse générale, fragmentation, sectorialisation, division, telles sont les caractéris-

8. Onofre Jarpa, qui se définit comme « nationaliste, profondément patriote et profondément attaché à la terre chilienne, démocrate soucieux de l'ordre, du respect de la loi », mérite effectivement la confiance des militaires. Il précisait récemment sa conception de la transition « démocratique » en déclarant notamment : « Le Parti communiste ne peut exister au Chili. (...) Ce que nous ne pourrions permettre, c'est l'existence de partis totalitaires qui préconisent la lutte des classes, l'affrontement entre les Chiliens, et qui dépendent d'organisations politiques étrangères » (le Monde du 10 septembre 1983).



Manifestation des Jeunesses socialistes, le 4 septembre dernier, anniversaire de la victoire électorale d'Allende en 1970. (DR)

signe du maintien de l'article 24, transitoire, de la Constitution de 1980, qui confère à Pinochet un pouvoir discrétionnaire pour restreindre les libertés publiques. Le cadre de ces discussions, qui implique l'exclusion du « dialogue » de tous les partis qui se réclament de la lutte des classes, la continuité militaire, le maintien de Pinochet, donne à Jarpa toute la confiance des militaires (8). Et « l'opération Jarpa », qui est bénie par l'Eglise, dispose aussi du soutien des principaux secteurs capitalistes et de l'impérialisme américain. Les modalités de ce dialogue donnent donc une place centrale aux forces armées et les effets combinés de la crise politique et des mobilisations de masse sur l'institution militaire deviennent des éléments d'importance. Jusqu'à ce jour pourtant, et à la différence de leurs homologues argentins qui parlent beaucoup et s'accusent les uns les autres, les militaires chiliens restent silencieux. Nul doute toutefois que des tensions internes à l'institution militaire existent et qu'elles jouent un rôle fondamental dans le dialogue entre Jarpa et l'Alliance démocratique. Il y aura inévitablement des reclassements au sein de l'institution militaire, sans que l'on puisse encore aujourd'hui en déterminer avec certitude l'ampleur et la nature.

## L'IRRUPTION DU MOUVEMENT DE MASSE SUR LA SCENE POLITIQUE

Depuis quelques mois, les gens n'avaient déjà plus « peur d'avoir peur ». Ce sentiment a succédé à la phase ouverte à partir de 1978-1979, où s'amorçait une

dolfo Seguel, leader syndical de ce secteur lié à la Démocratie chrétienne et expression du niveau de combativité et de conscience des travailleurs à ce moment. A la suite de l'arrestation de Seguel, cette initiative devait se transformer en journées de « protestas » nationales, formes actuelles que se donne le mouvement de masse dans son combat contre la dictature, journées qui se sont succédées le 14 juin, le 11 juillet, le 11 août, des 8 au 11 septembre et le 11 octobre.

Si les bidonvilles représentent le lieu cardinal de toutes les mobilisations populaires contre la dictature, l'opposition à Pinochet dépasse néanmoins largement les secteurs populaires, voire même des secteurs de la petite bourgeoisie. Les « cacero-lazos » (concerts de casseroles) qui, dès la nuit tombée, résonnent dans les maisons et permettent une participation à domicile à la lutte contre la dictature, représentent un phénomène qui, lors de chaque journée de protestation, envahit toute la ville de Santiago, y compris ses beaux quartiers.

L'Alliance démocratique constitue d'ailleurs l'un des centres d'initiative de ces journées de protestation. Mais il faut distinguer la dynamique propre du mouvement de masse et les objectifs que lui assignent ses directions actuelles, en particulier celles qui sont regroupées dans l'AD.

Les forces motrices des « protestas » qui se mobilisent dans les bidonvilles, jeunes, travailleurs, autres secteurs populaires, en activité ou au chômage, le font avec leurs propres méthodes, celles de l'action directe. Le 8 septembre par exemple, dès 20 heures, ce fut le même

## Le processus d'unification syndicale à la base

Les 14 et 15 mai derniers s'est tenue la Conférence intersyndicale métropolitaine, qui a réuni des représentants de 50 syndicats et de 6 comités de base, pour débattre de la situation du mouvement syndical, des perspectives d'unité syndicale, et de la ligne générale d'une plate-forme de lutte. Cette conférence a élu une commission intersyndicale, dont l'une des tâches principales a été de publier les résolutions et les documents adoptés et discutés lors de ces journées. Les participants à cette rencontre se sont par ailleurs engagés à organiser des conférences syndicales régionales culminant dans une Conférence intersyndicale nationale des syndicats de base. D'après les documents publiés en juillet 1983 par la commission intersyndicale, cette conférence nationale devrait se caractériser « par une discussion démocratique dans les bases syndicales et par la défense de l'indépendance de classe, sans être une simple réunion de dirigeants ».

Nous publions ci-dessous la résolution de la Conférence intersyndicale métropolitaine de mai 1983 sur la question de l'unité syndicale.

1. La Conférence s'engage à lutter pour la création d'une Centrale unitaire des travailleurs, fermement guidée par le principe de l'indépendance de classe et de la transformation globale de la société. Dans cette centrale, dont le contingent essentiel sera constitué par les travailleurs industriels et professionnels, seront bienvenus tous les travailleurs qui s'accordent avec le projet d'indépendance de classe et de suppression du système capitaliste exprimé dans sa déclaration de principe.

2. L'unité ne peut se décréter. Elle est et doit être le résultat du plus large et effectif débat démocratique des bases syndicales. Les syndicats de base participant (à la Conférence métropolitaine, Ndr.) s'engagent à appeler toutes les confédérations ou fédérations, les syndicats non affiliés et les autres organisations syndicales, à développer ce projet

par des discussions dans ces structures de base elles-mêmes, dans la perspective de l'unité.

3. Nous appelons au renforcement et à la coordination des syndicats de base, des fédérations et confédérations territoriales et de branches, dans le but d'aller vers le regroupement de la majorité des organisations du pays, dans la perspective de l'unification du mouvement syndical. Dans le même temps, nous appelons au développement d'organismes de coordination et de solidarité, unifiés dans l'action autour d'une plate-forme commune et dans la lutte contre le système actuel.

4. Nous approuvons la lutte pour le renforcement des syndicats, fédérations et confédérations territoriales et fédérations par branches d'activité. Le principal facteur du renforcement syndical est la participation plus active des bases syndicales, au travers des commissions de travail — comme celles concernant l'impôt, la santé, le sport, la culture, etc. — et des assemblées de délégués.

La base syndicale doit déterminer la conduite du syndicat et de ses dirigeants, en ayant le droit de les destituer lorsqu'ils perdent sa confiance en n'exprimant pas ses intérêts et ses décisions. Sans démocratie syndicale, l'organisation s'affaiblit et les objectifs proposés ne pourront être accomplis.

5. Nous approuvons la perspective de la formation de syndicats uniques par branches de production, qui donnent une plus grande cohésion et discipline aux travailleurs qui se trouvent actuellement atomisés et sans aucun pouvoir de pression.

Par ailleurs, la déclaration affirme aussi :

Nous sommes d'accord pour resserrer les liens au niveau régional et national avec toutes les organisations populaires des paysans, des habitants des bidonvilles, des étudiants, des femmes et des jeunes, pour développer une lutte commune en fonction des objectifs propres des travailleurs. ■

tiques actuelles du mouvement syndical.

A l'exception des 26 000 travailleurs des mines de cuivre organisés par la CTC et qui répondent aux mots d'ordre syndicaux, les travailleurs des autres secteurs ne peuvent se reconnaître dans des propositions ou des initiatives syndicales qui dépassent l'entreprise ou la branche. C'est d'ailleurs ce qui explique les limites de l'écho de l'appel lancé par la CTC à une grève nationale de tous les travailleurs, en mai dernier ; « grève nationale » pour laquelle les travailleurs ne se mobilisèrent pas, transformant néanmoins cette initiative en une première journée de « protesta ». C'est dans le cadre de la fragmentation et de la division du mouvement syndical qu'il faut appréhender l'immensité des difficultés pour organiser une grève générale des usines.

Pourtant, ces derniers mois, tout un processus de réorganisation syndicale a commencé à se développer. D'abord au sommet, où chaque structure de coordination ou de réflexion syndicale, chacune animée par différentes forces politiques (DC, PC, courants socialistes), tente de se placer sur le devant de la scène. C'est le sens de la formation du Commandement national des travailleurs (CNT) animé par la CTC et soutenu par la DC et par le PC. Ce sont les activités de la Coordinadora (Regroupement syndical

dirigé par le PC) ou d'un syndicat comme la Contramet (organisation syndicale de la métallurgie, animée par le PC), ou même le but de la Conférence syndicale socialiste qui s'est tenue à Punta de Tralca en juillet 1983 et dans laquelle, au nom du pluralisme idéologique, les courants liés à la social-démocratie ont essayé d'impulser leur propre organisation syndicale, sanctionnant ainsi la division syndicale actuelle.

Ensuite à la base, où à l'appel du syndicat des travailleurs de Madeco, le processus initié il y a maintenant plus d'un an (9) a débouché, les 15 et 16 mai derniers, sur une conférence syndicale métropolitaine réunissant plus de 50 syndicats et 150 délégués (cf. encart). Ce fut une conférence unitaire ouverte à toutes les organisations, courants et syndicats, puisque des organisations comme la Fédération syndicale de Maïple (FESIMA, de la région de Santiago) animée par des socialistes, ou la Contramet, ont participé au processus. Ce fut aussi une conférence démocratique, puisque les délégués représentaient leur syndicat en fonction de l'importance de leur organisation. Ce fut, enfin, une conférence où prévalurent, contre des positions présentées par des militants socialistes ou communistes, des positions « lutte des classes », de défense intransigeante des revendications, de refus

de tout « pacte social » avec les patrons.

Aujourd'hui, les coordinations comme la Contramet et la FESIMA se sont retirées d'un tel processus qui s'opposait à leur orientation. Mais il est incontestable que les liens tissés par le syndicat Madeco dans tout ce processus unitaire et démocratique, et cristallisé aujourd'hui dans un Comité intersyndical issu de la conférence, constituent un acquis pour tout le mouvement syndical. Dans la perspective d'un congrès syndical constituant, où la CTC, pour des raisons objectives, jouera un rôle décisif, les forces regroupées autour des syndicalistes de Madeco et du Comité intersyndical pourront, dans un cadre plus large, constituer un pôle unitaire, démocratique et classiste.

Dans les mois qui viennent, en effet, les organisations syndicales, malgré leurs faiblesses structurelles, connaîtront de nouveaux développements et joueront à nouveau un rôle décisif, surtout si elles peuvent bénéficier de mesures de légalisation ou de nouveaux droits d'expression.

Les difficultés dans la structuration, la coordination et la centralisation de la mobilisation antidictatoriale dans les bi-

9. Pour une analyse de l'évolution initiale du processus de recomposition syndicale, se reporter à *Inprecor* numéro 133 du 27 septembre 1983.

donvilles, comme les faiblesses du mouvement syndical, posent un problème décisif pour les perspectives des luttes de classes au Chili. Les « protestas » ouvrent un important processus de mobilisation des masses, mais la situation politique chilienne actuelle reste marquée par la contradiction entre la maturité des conditions objectives — effondrement socio-économique, crise politique, montée impétueuse du mouvement de masse — et la faiblesse du facteur subjectif, produit des effets de la défaite de 1973 sur le mouvement ouvrier organisé et d'une situation où, à cette étape, le mouvement de masse ne s'identifie pas encore à telle ou telle direction, que cela soit celle de l'AD, ou de l'UP reconstituée (10).

## LE PARTI COMMUNISTE CHILIEN

La crise de direction du prolétariat chilien revêt un caractère particulier, car la défaite historique de septembre 1973 n'a d'équivalent que dans l'écrasement du prolétariat allemand par Hitler ou dans les crimes de Franco en Espagne.

La liquidation massive des militants et des organisations ouvrières, la régression de la conscience politique des travailleurs sont des conséquences de la victoire de la dictature, qui marquent encore profondément les rythmes, les formes et le contenu de la remontée actuelle de la mobilisation ouvrière et populaire. Elles expliquent l'extrême fragmentation du mouvement politique, la fragilité des formations politiques reconstituées, et les capacités limitées de contrôle des appareils sur le mouvement de masse.

Le Parti communiste chilien, très pro-soviétique, défendait jusqu'à récemment une orientation combinant l'alliance avec des secteurs de la bourgeoisie anti-Pinochet avec une ligne politique de « rébellion populaire » incluant toutes les formes de lutte, y compris des actions de résistance armée. Ces éventuelles actions armées étaient d'ailleurs plus théoriques que pratiques et servaient en fait surtout de substitut à une combativité des jeunes communistes qui avaient du mal à s'exprimer dans le cadre de l'orientation stalinienne de front large antifasciste et d'unité nationale de tous les

secteurs d'opposition. Néanmoins, bénéficiant de l'aide de la bureaucratie soviétique et de vieilles traditions, le PC est parvenu, ces dernières années, à reconstruire son appareil politique, à développer ses liens avec le mouvement syndical. Il a d'ailleurs pris une série d'initiatives au cours des « protestas », qui en font incontestablement aujourd'hui la première force nationale centralisée dans le mouvement ouvrier.

Mais l'arrivée de Jarpa au gouvernement de la dictature de Pinochet a aussi provoqué un tournant, prévisible d'ailleurs, dans l'orientation politique du PC. Ce dernier a constitué une coalition dénommée Mouvement démocratique populaire (MDP), avec des secteurs de la gauche chrétienne, des secteurs du vieux parti radical, et la fraction de Clodomiro Almeyda du Parti socialiste, dont le but avoué est aujourd'hui de rechercher un accord avec la coalition de la Démocratie chrétienne, pour assurer la participation du PC au processus de transition démocratique en débat (voir encart). Voulant sans doute donner des gages à la DC, le PC n'a pas intégré le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) dans sa nouvelle coalition. Il semble néanmoins maintenant que ce soit chose faite, même si le PC affirme que le MIR soutient le MDP de l'extérieur sans en être partie intégrante, alors que le MIR prétend y être intégré.

C'est aussi dans le but de collaborer avec la DC que le PC défend aujourd'hui, par le biais de ses dirigeants syndicaux, la perspective d'un pacte social avec le patronat, objectif fondamental pour la transition. Malgré ses appels à la « rébellion populaire », et à l'approche d'échéances décisives, le PC s'aligne sur une orientation de collaboration de classes, subordonnée à la politique de l'AD et à ses discussions avec Pinochet-Jarpa. Un obstacle majeur se dresse cependant face à cette orientation politique : la volonté farouche de Pinochet et de la dictature d'exclure le PC du dialogue.

En fait, si tous les socialistes chiliens se réclament du Parti socialiste (PS), sa fragmentation politique en des dizaines de groupes, de courants, de tendances diverses et opposées est à la mesure de la défaite subie par le mouvement ouvrier. L'ensemble des fractions socialistes dominantes se situent toutefois dans une perspective de négociation avec la dictature militaire dans le cadre de l'AD ou dans son sillage. Ces tendances n'en sont pas moins divisées en un secteur socialiste intégré à l'AD, une Commission politique unitaire (CPU) animée par la Convergence

10. Coalition regroupant le Parti communiste chilien, le Parti socialiste, le Parti radical et des secteurs chrétiens radicalisés comme le Mouvement d'action populaire unitaire (MAPU), l'Unité populaire a été portée au gouvernement par la victoire aux élections générales du 4 septembre 1970. Trois années après cette date, le gouvernement de l'UP était renversé par un coup d'Etat dirigé par le général Pinochet, que Salvador Allende venait de nommer dans son gouvernement. C'est par la destruction du mouvement ouvrier organisé que se sanctionnait cette expérience de gouvernement de front populaire d'un type assez particulier.

## Le MDP propose un accord national avec l'Alliance démocratique

*Le Manifeste du Mouvement démocratique populaire (MDP), coalition impulsée par le PC, adressé au peuple du Chili en septembre dernier, contient entre autres un paragraphe particulièrement explicite sur la politique d'alliance avec les courants bourgeois de la Démocratie chrétienne qu'entend mener ce regroupement. Nous reproduisons ci-après le passage intitulé « Nous appelons à l'établissement d'un Accord national entre toutes les forces démocratiques ».*

La mobilisation de millions de Chiliens et leur ferme volonté de conquérir la démocratie ira en s'élargissant et en s'approfondissant. Toutefois cela n'est pas suffisant. Pinochet et son régime continueront à s'accrocher au pouvoir alors que l'unité de toutes les forces démocratiques n'est pas réalisée. Le peuple à la base lutte unitairement et réclame de ses dirigeants politiques et sociaux, en cette heure décisive, qu'ils bannissent leurs légitimes divergences pour parvenir aux accords nécessaires.

Nous invitons toutes les forces de l'opposition à l'établissement d'un Accord national autour de la tâche commune du remplacement du régime actuel ; cet Accord établira les bases de la future coexistence démocratique, dans le cadre du respect des intérêts et des droits de la large diversité démocratique du pays.

En ce sens, la constitution de l'Alliance démocratique est sans aucun doute une initiative que nous estimons. Ses propositions démontrent que la plus large unité est possible et constituent un apport concernant les principes sur lesquels l'on doit fonder un régime démocratique dans notre pays. Elle signale avec justesse que le renoncement de Pinochet, la constitution d'un Gouvernement provisoire et l'appel à l'élection d'une assemblée constituante sont des conditions indispensables à une véritable transition vers la démocratie. Selon ce qui est exprimé dans son document de constitution, elle représente en plus un effort de rencontre et de collaboration entre des forces politiques différentes dans le but de mettre fin à la dictature et d'ouvrir la voie à la démocratisation du pays.

Nous comprenons que cet effort doive s'acheminer vers l'approfondissement de l'action commune et l'entente avec notre propre initiative qui a une profonde vocation unitaire. Il est possible et nécessaire de mener à bien un processus de convergence capable de parvenir à une unité démocratique indispensable, large et sans exclusives. Pour cela, nous croyons fermement que l'Alliance démocratique comme le Mouvement démocratique populaire doivent converger vers l'établissement de l'Accord démocratique national auquel nous aspirons, surtout dans son expression au niveau de la base sociale en lutte. ■

Santiago du Chili,  
septembre 1983.

socialiste, un Bloc socialiste où les militants de la Convergence socialiste côtoient ceux du Mouvement d'action populaire unitaire (MAPU), sans oublier le PS Almeyda, fraction socialiste aujourd'hui divisée, mais qui a été jusqu'ici soutenue par le PC (11). Enfin, il faut aussi souligner la cartellisation d'une gauche révolutionnaire existant dans la mouvance socialiste, sous la forme de groupes ou de tendances du PS.

Aujourd'hui, le processus de regroupement qui s'effectue au sein de la CPU ou du Bloc socialiste ne résoud pas le problème de l'unité du PS, dont la division reste extrême. Toutefois, le centre de gravité politico-idéologique du processus de recomposition du mouvement socialiste en cours se situe largement à droite sur l'échiquier politique. S'appuyant sur la social-démocratie européenne, c'est la référence aux théories du courant de Michel Rocard, membre du PS français qui constitue le socle idéologique des fractions dominantes du PS chilien.

Pour un parti socialiste qui, dans les années 1967-1973, puisait ses références idéologiques et ses positions politiques dans les traditions révolutionnaires du prolétariat chilien, pour un parti qui pouvait être caractérisé comme « centriste de gauche », la régression politico-idéologique, là aussi conséquence de la défaite de 1973, est sensible.

Malgré la limite de leur influence de masse et la fragilité de leur processus de reconstitution, le PC et le courant socialiste disposent d'une capacité potentielle de reconstruire, grâce à leur appareil politique et aux traditions de la classe ouvrière chilienne, en cas d'ouverture démocratique, de réels partis réformistes de masse.

## LE MOUVEMENT DE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE (MIR)

A l'origine fruit des effets radicalisants de la révolution cubaine en Amérique latine, le MIR est la seule organisation de la Junte de coordination révolutionnaire en Amérique latine à avoir surmonté le cap d'une dictature (12). Organisation révolutionnaire combattante, le MIR a acquis, au cours de ces dernières années de lutte contre la dictature de Pinochet, un incontestable prestige, en particulier parmi les couches populaires les plus jeunes. Mais il est aujourd'hui confronté à de sérieux problèmes politiques.

Fortement influencé par la direction cubaine, le MIR a combiné, au cours de ces dernières années, une orientation de guerre populaire prolongée débouchant sur une pratique politico-militaire substitutive vis-à-vis du mouvement de masse avec la recherche d'alliances stratégiques avec le PC et le camp soviétique. Le MIR est, de manière contradictoire, apparu d'une part comme l'aile la plus radicale, la plus combative de la résistance à la dictature, et, d'autre part, comme une force intégrée aux manœuvres politiques du PC. Aujourd'hui, à l'approche d'une pseudo-ouverture négociée et alors que les



« Protesta » du mois d'août dernier. (DR)

manœuvres du PC par rapport à la DC se multiplient, ces contradictions ont explosé.

Une première réponse politique à la question des perspectives révolutionnaires est apportée par le Manifeste du MIR de septembre 1983 (cf. pages suivantes), qui définit une orientation de combat pour la *démocratie jusqu'au bout*, débouchant sur le pouvoir populaire. Cela confirme le rejet par le MIR de toute vision étapistes séparant d'une « muraille de Chine » la lutte pour la démocratie du combat pour le socialisme. Mais l'hypothèque de l'analyse et des relations avec le camp soviétique et le PC, tout comme la confusion qui marque encore le schéma stratégique du MIR, sont loin d'être entièrement levées. C'est ce qui conduit aujourd'hui cette organisation à osciller entre une politique qui recherche une intégration a-critique dans le MDP, dont la plate-forme appelle à l'unité nationale avec l'AD et une orientation politico-militaire qui conserve ses caractéristiques

substitutistes par rapport aux nécessaires tâches d'autodéfense et d'armement de la mobilisation de masse. Etant donné la place que tient cette organisation dans la lutte contre la dictature de Pinochet, suivre attentivement les nouveaux développements de la politique du MIR constitue un des éléments décisifs pour la mise en œuvre d'une politique révolutionnaire.

## LES TACHES DES MARXISTES RÉVOLUTIONNAIRES

Les développements politiques intervenus depuis le 11 mai dernier ont mis à l'ordre du jour le renversement de la dictature. « Chasser Pinochet, renverser la dictature, liquider toutes ses institutions », voilà la tâche centrale de la situation. Centraliser la mobilisation des masses autour de cet objectif est d'autant plus déterminant qu'à la haine chaque jour plus intense du peuple chilien contre Pinochet et sa dictature répondent les manœuvres déployées au sommet pour tenter de sau-

11. Une dizaine de tendances du Parti socialiste ont fusionné le 4 septembre dernier pour reconstituer le « parti d'Allende », sans pour autant que les différends qui opposent le courant de Carlos Altamirano et celui de Clodomiro Almeyda soient réglés. Auparavant, en avril, six tendances socialistes avaient formé la Commission politique unitaire (CPU). Par ailleurs existait la « Convergence socialiste » qui regroupe le Mouvement d'action populaire unitaire (MAPU), le MAPU ouvrier-paysan (MAPU-OC) et la Gauche chrétienne (IC), trois scissions de gauche de la Démocratie chrétienne dans les années 1970. L'union de la

« Convergence socialiste » et de certaines tendances du Parti socialiste a donné lieu à la naissance du « Bloc socialiste », qui se réclame d'un « socialisme démocratique, autonome et partisan de la désobéissance civile comme méthode de lutte contre la dictature » (le Monde du 23 septembre 1983). Le « Bloc socialiste » s'est joint à l'Alliance démocratique de la Démocratie chrétienne.

12. La Junte de coordination révolutionnaire regroupait le MIR chilien, l'ELN (Armée de libération nationale) de Bolivie, les Tupamaros d'Uruguay, et le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) d'Argentine.

ver la continuité militaire et institutionnelle de la dictature.

Combattre cette opération de sauvetage de la dictature militaire nécessite la défense d'un programme démocratique radical, exigeant le départ de Pinochet, la liquidation de toutes les institutions de la dictature militaire, et le rétablissement de toutes les libertés démocratiques. Les premiers éléments clés d'une alternative démocratique révolutionnaire s'articulent autour des mots d'ordre et revendications démocratiques suivants : dehors Pinochet ; non au dialogue avec les militaires ; dissolution de tous les appareils de répression de la dictature militaire ; rétablissement de toutes les libertés démocratiques ; liberté d'expression ; droit d'organisation ; droit de grève.

Mais, face aux projets de la dictature d'organiser un référendum constitutionnel, de légaliser des partis politiques à l'exception de ceux qui se réclament de la lutte des classes, et d'établir un calendrier de « démocratisation limitée » s'étalant jusqu'en 1989, il s'agit d'avancer aussi la nécessité du combat pour la démocratie maintenant, pour la légalisation de tous les partis politiques, pour l'organisation de l'élection au suffrage universel d'une assemblée constituante libre et souveraine.

Face à des régimes de dictature, le mot d'ordre d'assemblée constituante concentre en effet un certain nombre de revendications démocratiques mettant en avant le principe du suffrage universel, des élections libres, de la supériorité et de la souveraineté des organes élus sur tous les individus ou organismes autoproclamés ou cooptés. Il a par ailleurs, dans la conjoncture chilienne, une double fonction. Tout en s'affrontant à la dictature de Pinochet, la mobilisation pour une constituante libre et souveraine s'oppose aussi à toute manœuvre politique destinée à sauvegarder la « continuité militaire », sous couvert d'une ouverture démocratique limitée excluant tous les droits démocratiques ou tel parti politique, une orientation qui est aujourd'hui celle de la

bourgeoisie chilienne. En concentrant toutes les revendications démocratiques, cette revendication unifiée sur le terrain démocratique le combat de la classe ouvrière et celui de tous les secteurs du peuple dans la lutte contre la dictature.

Dans cette bataille pour une assemblée constituante, les courants lutte de classes et les révolutionnaires se distinguent d'autres forces comme la DC ou même le PC qui réclament formellement, elles aussi, une assemblée constituante, d'abord sur le caractère libre et souverain dont ils veulent doter, par leur mobilisation, une telle assemblée. La convocation d'une assemblée constituante impliquant des élections libres immédiates, sans restrictions d'aucune sorte, est absolument incompatible avec le respect de toute continuité militaire qui mettrait une telle assemblée sous surveillance et limiterait sa souveraineté. Les révolutionnaires se distinguent ensuite sur les méthodes et les moyens pour assurer la concrétisation de leur bataille pour une assemblée constituante. Ce n'est pas par le dialogue et la négociation avec les militaires qu'une assemblée constituante libre et souveraine pourra être obtenue. Seule la mobilisation des masses, au travers de leurs organes de lutte contre la dictature (comités, « protestas », grèves, manifestations) pourra, dans les meilleures conditions, ouvrir la voie à cette assemblée. C'est sur le terrain de la mobilisation des masses pour la démocratie que les révolutionnaires doivent opposer le mouvement des masses aux directions bourgeoises et réformistes. Enfin, le combat pour la convocation d'une assemblée constituante libre et souveraine est indissociable de la définition des tâches qu'elle doit remplir, et donc du programme d'action démocratique radical que doit défendre le prolétariat pour répondre aux besoins du peuple chilien et satisfaire les revendications de toute la nation.

La bataille pour la démocratie a aussi, plus que jamais dans la situation de misère et de chômage que connaît le Chili, un contenu social. Combattre pour la dé-

mocratie c'est combattre pour du pain, du travail, ce qui implique d'abord la rupture avec l'impérialisme, le refus de paiement de la dette extérieure, etc. Cela passe aussi par la défense de toutes les revendications ouvrières au travers d'un plan d'urgence anticapitaliste qui revendique l'abrogation de toutes les législations du travail de la dictature ; un salaire minimum digne et juste pour tous les travailleurs, accompagné de l'échelle mobile des salaires ; la nationalisation des secteurs clés pour un plan de réorganisation de toute l'économie assurant du travail pour tous.

La situation politique chilienne confirme une fois de plus de manière magistrale la théorie de la révolution permanente. Si le combat des masses chiliennes se centralise dans la lutte contre la dictature de Pinochet, une bataille conséquente pour la démocratie intègre aussi la satisfaction des revendications sociales élémentaires qui, dans la situation de crise économique actuelle, impliquent l'expropriation des groupes économiques liés à la dictature et aux monopoles impérialistes. Ainsi, il ne s'agit pas de prétendre que les tâches immédiates au Chili ont un caractère socialiste, mais de comprendre la dynamique anticapitaliste de certaines revendications démocratiques qui, pour résoudre les questions élémentaires du pain, du travail, débouchent sur la rupture avec l'impérialisme. Voilà pourquoi, tant dans le combat pour le rétablissement de toutes les libertés démocratiques que dans celui pour la satisfaction des revendications populaires, l'on ne peut passer d'alliance stratégique avec la bourgeoisie, qu'elle soit d'opposition ou non, et ce même si, dans le cours des mobilisations antidictatoriales ou sur le terrain de l'action de masse, des accords tactiques peuvent intégrer l'ensemble des forces d'opposition, y compris certaines forces bourgeoises qui combattent Pinochet. Défendre les revendications démocratiques élémentaires des travailleurs, c'est s'affronter aux intérêts du patronat chilien, des groupes économiques comme des associations « corporatives ». Voilà pourquoi il est impossible d'accepter toute politique de « pacte social » où, au nom d'une quelconque opération de démocratisation, on demanderait aux travailleurs de continuer à vivre dans la misère. Seul un gouvernement ouvrier et populaire « sans patrons ni généraux » pourrait rétablir toutes les libertés démocratiques, satisfaire toutes les revendications des masses populaires. Il constitue donc une perspective indispensable dans la lutte jusqu'au bout contre la dictature et pour la mise en œuvre d'un programme révolutionnaire et socialiste de reconstruction du pays. Enfin, lutter jusqu'au bout contre la dictature implique d'organiser la mobilisation unitaire et centralisée du peuple chilien. Or, comment, à terme, amplifier, généraliser les « protestas » pour renverser la dictature, et poursuivre en même temps le dialogue avec les militaires ?

Seule la mobilisation unitaire et indépendante des travailleurs peut assurer

Manifestation démocrate-chrétienne pour le retour de Zaldívar, président de la DC. (DR)



jusqu'au bout la défense de leurs revendications sociales et démocratiques. Cela passe, au-delà des « protestas », par la coordination de toutes les associations populaires dans les bidonvilles et l'impulsion de comités d'action, organes de front unique, où toutes les organisations doivent réaliser l'unité combattante dans la mobilisation contre la dictature. C'est dans ce cadre que doivent être posés les problèmes politico-militaires liés à l'auto-défense des manifestations, qu'il s'agisse de la constitution de brigades d'autodéfense des « poblaciones » ou d'organes de lutte antidictatoriaux.

Dans une situation où le problème de l'absence d'une direction reconnue et de la faiblesse d'organisation du mouvement des masses constituent des entraves à leur capacité d'initiative, l'impulsion de comités d'action unitaires, sous quelque forme que ce soit (associations diverses, comités de « protestas », etc.), représente un instrument organisationnel décisif pour stimuler et amplifier la mobilisation dans la lutte contre la dictature et pour des revendications démocratiques et sociales élémentaires. Une telle mobilisation constituerait un creuset pour l'émergence d'une véritable direction de masse, au travers des milliers de jeunes, de travailleurs, de militants qui combattent pour en finir avec la dictature. Se lier de manière combinée aux luttes dans les bidonvilles comme au processus de réorganisation du mouvement syndical constitue aujourd'hui une des tâches décisives pour les camarades du Parti socialiste révolutionnaire (PSR, section chilienne de la IV<sup>e</sup> Internationale) engagés dans le combat pour la construction du parti révolutionnaire.

Face à la dictature de Pinochet et aux manœuvres de la bourgeoisie, structurer et centraliser sur une base unitaire le mouvement de masse est la condition pour passer à une étape supérieure de l'affrontement de classes. Les perspectives centralisatrices d'une grève nationale ou d'une marche nationale sur la capitale ne peuvent se matérialiser qu'avec le renforcement de l'unité des organisations ouvrières dans le cadre du mouvement de masse apparu lors des « protestas ». C'est aussi dans ce cadre que pourra s'établir l'indispensable confrontation politique entre les différents courants et groupes révolutionnaires indépendants ou présents au sein du mouvement socialiste. Cette confrontation politique autour d'un programme internationaliste, d'unité et d'indépendance de classe devra pouvoir déboucher sur la construction d'une alternative marxiste révolutionnaire aux directions réformistes socialistes et communistes. La résolution de cette question va être déterminante pour l'avenir du combat du mouvement ouvrier chilien. La IV<sup>e</sup> Internationale et sa section chilienne, le PSR, entendent bien prendre toutes leurs responsabilités dans ce processus politique.

Jair GIL,  
13 octobre 1983.

## "Seul le renversement de la dictature résoudra la crise nationale"

Extraits du manifeste du MIR



« Protesta » de septembre 1983. (DR)

**D**ANS un Manifeste rendu public en septembre dernier, le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) définit les grands axes de son combat contre la dictature et pour le « pouvoir populaire ». Ce texte constitue donc, dans la période actuelle, un document de référence politique pour cette organisation. C'est à ce titre que nous en publions ci-après quelques extraits significatifs.

(...) Les dirigeants de l'opposition bourgeoise proposent l'établissement d'un « pacte social » entre les travailleurs, la petite et moyenne entreprise et les grands capitalistes, afin de résoudre la crise économique et sociale par la répartition équitable de ses coûts. Mais les ouvriers, les paysans, les employés, les petits et moyens entrepreneurs se demandent à juste-titre : « Pourquoi devons-nous continuer à faire les frais d'une crise provoquée par les grands capitalistes ? Peut-on qualifier d'équitable un pacte qui préserve la voracité des groupes financiers monopolistes au prix de sacrifices encore accrus de la part des travailleurs et des entrepreneurs modestes ? Cette grave crise pourra-t-elle vraiment être résolue sans s'attaquer à ses causes profondes ? »

### LE RESPECT ET LA GARANTIE DES DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DE TOUT LE PEUPLE

Il ne peut y avoir de solution réelle de la crise sans l'expropriation des groupes monopolistes qui contrôlent l'économie et sont responsables du désastre national, et sans la nationalisation du système bancaire et financier, des assurances et du commerce extérieur. L'Etat doit prendre en

charge la gestion directe des secteurs productifs, des secteurs financiers, et des services stratégiques pour le développement d'une économie rationnelle au service de la grande majorité de la nation. Cela ne menacerait en rien l'entreprise privée non monopoliste. Ce serait, au contraire, le seul moyen de garantir aux petits et moyens entrepreneurs de justes conditions d'activité, d'en finir avec l'actuel système de crédit usuraire, d'assurer la protection par l'Etat de la production nationale.

De même, sans mettre fin au pillage impérialiste de notre économie nationale, on ne pourra parvenir à une solution effective de la crise. Il est indispensable de récuser les accords désastreux établis entre la dictature et le Fonds monétaire international (FMI), qu'il est impossible de respecter et qui constituent un fardeau insupportable pour tous les Chiliens. Le paiement immédiat d'une dette aussi lourde empêcherait la reconstruction de l'économie chilienne. C'est pourquoi il faut suspendre le paiement de la dette extérieure durant le délai nécessaire à la solution de la crise, en passant des accords à long terme non coûteux pour le pays. Il faut d'autre part abroger le code de la dictature en faveur des investisse-

ments étrangers et le remplacer par un nouveau statut garantissant des relations économiques respectueuses de la souveraineté nationale et fondé sur la base d'avantages réciproques.

Les droits économiques et sociaux de tout le peuple doivent être assurés par le développement d'un programme de salut national visant à remettre en marche les industries paralysées par la crise et à assurer le droit au travail de tous les Chiliens. Ce plan d'urgence doit affirmer :

— L'abrogation de la législation de la dictature sur le travail, le plein rétablissement de la liberté d'organisation, de revendication et de grève des syndicats pour tous les travailleurs et employés, ainsi que la stabilité de l'emploi.

— La garantie d'un salaire minimum digne et juste pour tous les travailleurs et la garantie d'un « panier populaire » de ravitaillement avec un prix fixe des articles de consommation de première nécessité.

— L'expropriation des intérêts des groupes économiques compromis avec la dictature, parmi lesquels les grands propriétaires fonciers et les groupes agrolimentaires ; la restitution des terres aux paysans affectés par la contre-réforme agraire de la tyrannie, ainsi qu'aux communautés indiennes mapuches ; des conditions de travail justes pour les travailleurs de la terre et des forêts ; l'aide au mouvement coopératif pour assurer l'assistance technique, le crédit et des prix justes pour le petit et moyen producteur agricole.

— Le développement d'un programme de logements d'urgence, annulant les dettes en eau, en électricité et en dettes de loyers ; la construction de logements populaires pour les sans-logis ; un plan de protection de l'enfance et de la famille, et un programme en faveur de l'égalité des droits de la femme.

— La suppression des dettes usuraires contractées auprès des banques par les petits et moyens entrepreneurs, ainsi qu'un plan d'aide et de protection pour cet important secteur de l'économie.

— Un programme d'urgence de l'Etat pour garantir le droit de tout le peuple à un système national de santé publique gratuite, l'accès libre et égalitaire à un système d'éducation publique gratuite, et la sécurité sociale d'Etat pour tous les Chiliens.

### UN RÉGIME DÉMOCRATIQUE POPULAIRE

Le gouvernement militaire, les organes de presse de la bourgeoisie officialiste, les dirigeants de la droite, les porte-parole de la bourgeoisie d'opposition, tous les secteurs des classes dominantes avancent diverses stratégies et projets prétendant aboutir à un régime politique qui limiterait, à des degrés divers, les libertés publiques : démocratie « autoritaire », « protégée », « limitée », « viable », « néo-libérale », etc. Ce qui est clair, c'est que la bourgeoisie chilienne, tant les secteurs d'opposition que ceux du gouvernement, s'accordent à considérer que la

préservation du système économique et social capitaliste dépendant de l'impérialisme est impossible avec un régime de pleine démocratie politique. Sous prétexte que « les marxistes sont totalitaires » ou que « les communistes, extrémistes et fauteurs de violence, menacent la convivialité démocratique », ils proposent en fait le passage, à court ou moyen terme, à des régimes admettant diverses formules d'ouverture et de participation, qu'il s'agisse de forces bourgeoises ou de secteurs populaires acceptant de se subordonner à la bourgeoisie. Ils envisagent en même temps la marginalisation institutionnelle et la répression contre les forces non subordonnées à la bourgeoisie. La raison en est claire : la bourgeoisie redoute qu'une pleine démocratie politique, sans exclusions, ouvre à nouveau le chemin au mouvement populaire en lutte radicale pour la transformation du système social, vers le gouvernement, comme cela s'est déjà produit en 1970. (...)

L'établissement d'une démocratie de masse, sans restrictions, régie par une nouvelle constitution politique démocratique et populaire adoptée par tout le peuple et élaborée par une assemblée constituante élue au suffrage universel et secret, constitue la condition indispensable pour résoudre la crise politique et assurer la construction d'un nouvel ordre économique au service de la grande majorité de la nation. C'est pourquoi tous les secteurs du peuple doivent s'organiser en un pouvoir populaire, seule garantie pour que le régime qui succèdera à la dictature soit une pleine démocratie.

### DISSOLUTION IMMÉDIATE DES APPAREILS RÉPRESSIFS ET DÉMOCRATISATION DES FORCES ARMÉES

La grande bourgeoisie parle de démocratie mais ne dit rien sur la démocratisation des forces armées qui ont implanté le régime le plus antidémocratique qu'ait connu notre pays. Elle ne dit rien sur la dissolution des appareils répressifs et sur le châtiement des coupables de crimes atroces contre le peuple. Nous entendons en revanche la bourgeoisie d'opposition donner toutes sortes de garanties à la hiérarchie militaire compromise avec la dictature, selon lesquelles les forces armées actuelles seront préservées. Elle n'exige pas qu'on en finisse avec les appareils répressifs et, sous prétexte qu'il ne faudrait pas cultiver l'esprit de vengeance, elle suggère qu'il vaudrait mieux oublier les cas des prisonniers disparus et des atteintes aux droits de l'homme.

Ce n'est pas l'esprit de revanche ou de vengeance qui conduit le mouvement démocratique et populaire à considérer que cette décennie tragique d'oppression militaire est une expérience historique amère que notre patrie ne peut oublier pour « remettre les compteurs à zéro ». Sans affronter le problème de l'armée et des forces de répression militaires, il n'y aura jamais les garanties nécessaires à l'établissement et au développement sta-

ble d'une réelle démocratie dans notre pays.

Ce sont les militaires eux-mêmes qui ont assassiné le mythe selon lequel les forces armées étaient des institutions respectueuses de la démocratie, de la Constitution, qui s'en tenaient à leur rôle professionnel de défense de la sécurité du peuple. L'armée chilienne a démontré avec une suffisante clarté sa vocation anti-démocratique. Elle a prouvé qu'elle est commandée par un groupe d'officiers supérieurs corrompus, qui n'ont pas hésité à déclarer la guerre à leur propre peuple pour préserver les intérêts capitalistes. Comment, dans le cas hypothétique où cette armée se résignerait au rétablissement d'un régime démocratique, éviter qu'elle ne répète un nouveau coup d'Etat ? C'est pourquoi il faut réorganiser sur des bases démocratiques les forces de l'armée et de la police, les épurer des généraux corrompus et des officiers fascistes, réintégrer les militaires démocrates expulsés, et maintenir en fonction les éléments non compromis dans les crimes contre le peuple.

La formation de milices urbaines a également été utilisée au Chili dans un passé lointain pour barrer la route au militarisme. Aujourd'hui, la formation de milices de citoyens est une nécessité pour protéger un véritable régime démocrati-



10 000 personnes pour l'enterrement d'un manifestant

que contre toute tentative putschiste.

La dissolution immédiate des appareils répressifs de la dictature, l'éclaircissement total du cas tragique des prisonniers disparus et des opposants assassinés par la tyrannie, sont également des mesures sans lesquelles une démocratisation effective est impensable. Si on ne juge pas Pinochet et les autres officiers qui ont commis des crimes contre le peuple, les tortionnaires, il sera impossible de rétablir un consensus national, il ne pourra y avoir de paix dans notre pays. Il n'est pas possible de fermer les yeux devant le drame que vivent des milliers et des milliers de familles chiliennes. (...)

### L'ALTERNATIVE DÉMOCRATIQUE RÉVOLUTIONNAIRE

C'est précisément la crainte de voir ce torrent démocratique de masse inonder la société de sa force renovatrice qui a conduit, ces derniers mois, à un rapprochement entre les secteurs du régime dictatorial et l'opposition bourgeoise à la recherche d'un accord permettant aux classes dominantes de faire face à la menace populaire. La base de cet accord serait la nécessité de maintenir un rôle tuteur aux forces armées, afin de maintenir une coercition dictatoriale contre les

classes populaires, leurs organisations de masse et leurs partis. Pour cela, l'opposition bourgeoise devrait reconnaître la légitimité du régime dictatorial militaire et accepter un processus de transition lent et graduel. En échange, on introduirait des aménagements dans l'actuel régime, tels qu'une plus grande autonomie pour le pouvoir judiciaire, la constitution d'un Parlement incorporant l'opposition bourgeoise mais non les forces populaires, la légalisation des partis bourgeois, et un scénario négocié de transition institutionnelle vers un régime civil. On prétend ainsi adoucir les tensions au sein des classes dominantes, tromper les classes populaires, isoler et frapper les secteurs les plus radicalisés.

Il n'est pas facile qu'un accord de ce type voie le jour, car il se heurte au refus de Pinochet et des secteurs les plus immobilistes du régime. Mais si cet obstacle était surmonté, non seulement la crise nationale n'en serait pas résolue pour autant, mais il en résulterait de nouveaux dommages pour les classes populaires. Le seul fait que des dirigeants de la Démocratie chrétienne et d'autres secteurs bourgeois d'opposition œuvrent à un tel compromis devrait suffire pour que les groupes de gauche et les autres secteurs populaires qui placent leurs espérances dans ce courant d'opposition, comprennent que ces espoirs ne sont rien d'autre qu'une illusion néfaste.

Se soumettre à l'opposition bourgeoise, sacrifier l'indépendance et l'unité du mouvement populaire, nourrir l'espoir que l'opposition bourgeoise puisse ouvrir le chemin au rétablissement d'une démocratie réelle au Chili, constituent autant d'erreurs, aussi graves que celles commises sous le gouvernement de l'Unité populaire en croyant que l'impérialisme, les partis bourgeois et les forces armées respecteraient les institutions démocratiques. La classe ouvrière, le peuple, les classes moyennes, ne peuvent compter que sur leurs propres forces pour renverser la dictature et conquérir la démocratie. (...)

Pendant une décennie entière, les forces motrices de la résistance à la dictature ont été, sont et continueront à être la classe ouvrière et le peuple. Les journées de protestation contre la dictature prouvent la force démocratique énorme qui a commencé à se mobiliser au Chili. Jamais dans notre pays n'ont convergé des secteurs aussi larges du peuple pour s'opposer à un régime des classes dominantes. Ceci crée des conditions exceptionnellement favorables pour transformer la crise politique actuelle en une crise révolutionnaire, c'est-à-dire pour que les masses populaires, au lieu de se contenter de renverser la dictature, écartent du pouvoir la grande bourgeoisie et avancent vers la conquête d'un large gouvernement démocratique, populaire, révolutionnaire et national, apportant une solution à la crise et favorisant les larges masses de la nation.

Les organisations de masse démocratiques indépendantes, mais aussi le MIR, le PC et d'autres secteurs de la gauche, se sont engagés à impulser la rébellion con-

tre la dictature. Pendant ces journées de lutte, nous avons pu vérifier qu'il y a de nombreux syndicalistes, militants et dirigeants de la DC et d'autres forces d'opposition, bien au-delà de la gauche, qui ont participé avec détermination à la mobilisation offensive contre la dictature et prouvé une attitude de défense conséquente des intérêts du peuple, contre les politiques conciliatrices envers le régime militaire et les groupes monopolistes.

Convergeant ainsi dans la lutte concrète, un très large mouvement démocratique, populaire et révolutionnaire se dessine. Pour nous, il est nécessaire de renforcer ce mouvement par la coordination de toutes les organisations de masse, syndicales, paysannes, des « poblaciones », de la jeunesse, des femmes, et de tous les secteurs sociaux opprimés, pour mettre en avant une plate-forme démocratique unifiée du peuple et frapper d'un seul poing la dictature. Il faut que tous les partis de la gauche et les autres forces démocratiques conséquentes s'unissent pour établir un « pacte du peuple » de lutte pour une pleine démocratie, pour la défense des droits sociaux et économiques des grandes majorités nationales. C'est ainsi seulement que seront jetées les bases pour une véritable solution à la crise qui affecte notre patrie. (...)

Nous ne désirons pas l'affrontement violent, mais nous avons appris de l'histoire de notre patrie, de la résistance du peuple, des luttes pour l'indépendance, des massacres d'ouvriers, du coup d'Etat militaire de 1973, et de ces dix années de dictature, qu'il y a des moments qui ne sont pas à la mansuétude mais à la rébellion. C'est aujourd'hui le moment de se rebeller contre la tyrannie, et pour cela nous devons suivre le chemin qu'ont suivi les pères de la patrie : déclarer la guerre populaire à la dictature. Transformer les protestations populaires en affrontements de plus en plus larges et offensifs, en soulèvements insurrectionnels contre la dictature. Former dans chaque village, dans chaque usine, dans les écoles et dans les campagnes des milices de résistance populaire pour faire face, par la violence organisée et armée, aux forces répressives de la tyrannie. Étendre la lutte de guérilla dans les villes et les campagnes. Faire parvenir notre message démocratique aux soldats, aux marins, aux aviateurs, aux policiers, aux officiers honnêtes pour qu'ils se révoltent eux aussi contre les généraux corrompus et se rangent du côté du peuple pendant qu'il en est encore temps. Nous ne devons écartier, dans cette lutte, aucune forme d'affrontement avec la dictature. Nous devons tirer parti des plus infimes possibilités de lutte légale et semi-légale, utiliser la protestation pacifique, la grève civique, l'agitation et la propagande démocratique, mais rester conscients que ces formes de lutte sont insuffisantes par elles-mêmes, si elles ne vont pas vers la rébellion des masses et la guerre populaire contre la dictature. (...)

Direction nationale du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR),  
Santiago, septembre 1983.



Ué par la police en août 1983. (DR)

# La paysannerie bolivienne et le projet de co-gouvernement

Entretien avec Genaro Flores,

dirigeant de la Centrale syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie

DANS la foulée de la lutte de la Fédération syndicale des travailleurs des mines (FSTMB) pour la cogestion ouvrière majoritaire au sein de la Corporation minière bolivienne (COMIBOL), organisme de gestion des mines nationalisées (1), la Centrale ouvrière bolivienne (COB) a officiellement présenté, au mois d'août dernier, sa revendication d'un co-gouvernement avec l'Union démocratique populaire (UDP) au pouvoir (2). C'est en pleine crise gouvernementale, illustrée par le départ du gouvernement des ministres du très social-démocrate Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), et l'écartèlement en plusieurs tendances du Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche (MNR-I) du président de la République Hernan Siles Suazo, que la COB s'est adressée au gouvernement, le 9 août dernier, pour réclamer la mise en place d'un co-gouvernement, avec un partage des ministères entre la COB et l'UDP sur la base d'un programme économique et social de « libération nationale » (3).

Le document de la direction de la COB affirmait alors : « Le gouvernement doit opter pour une des deux alternatives suivantes : ou se soumettre aux diktats du Fonds monétaire international et aux pressions des groupes économiques privilégiés qui sont ses alliés et ses soutiens, ou mettre en marche avec une ferme volonté le co-gouvernement avec la COB, en formulant une nouvelle politique économique et sociale de défense des intérêts nationaux et de protection de son capital humain. » (*El Día*, Mexico, 10 août 1983). Le Plan économique et social d'urgence de la COB proposait entre autres le non paiement de la dette extérieure, le rejet des négociations avec le FMI, la mise en place du contrôle ouvrier dans les entreprises privées et de la cogestion ouvrière majoritaire dans toutes les entreprises d'Etat.

L'opposition de droite, les groupes de pression patronaux, et même l'ambassadeur des Etats-Unis, Edwin Corr, s'en sont tout particulièrement émus. L'ancien dictateur Hugo Banzer, dirigeant de l'Alliance démocratique nationaliste (ADN) mit en garde le gouvernement en affirmant : « Le peuple attend une clarification de la part de Siles Suazo : soit il est nationaliste, soit il est socialiste. Nous voulons savoir pour pouvoir calculer ce à quoi nous devons faire face, et prendre des initiatives appropriées. » (*Latin America Weekly Report*, 12 août 1983). Après de longues discussions et une manifestation de dizaines de milliers de travailleurs organisée par la COB à La Paz, le 2 août, pour arracher le co-gouvernement, Siles Suazo, refusant d'accéder aux revendications ouvrières, forma en septembre son troisième cabinet, au sein duquel on note un accroissement du nombre des ministres membres de son parti, le MNR-I, et l'entrée de deux ministres du Parti démocrate-chrétien (PDC), formation initialement non membre de l'UDP.

La combativité des travailleurs, d'un côté, qui s'est encore exprimée le 30 août par une manifestation de 100 000 personnes organisée à l'appel de la COB « contre la politique de famine du gouvernement », et l'évolution toujours plus à droite du gouvernement bourgeois de l'UDP, de l'autre, ne pourront qu'accroître les contradictions dans lesquelles se débat le Parti communiste bolivien (PCB), qui conserve toujours deux ministres (Mines et Travail) au gouvernement. L'équilibrisme auquel est contraint le PCB pour justifier sa politique vaut d'ailleurs quelques déboires à ses dirigeants syndicaux. L'un d'entre eux, Simon Reyes, reconnaissait que « le PC reste au gouvernement malgré tout le risque politique, malgré toute l'usure politique, parce que nous ne voyons pas



Paysanne bolivienne. (DR)

une autre alternative » (*Unidad*, organe central du PCB, 11 septembre 1983). On peut effectivement imaginer la gêne du même Simon Reyes, dirigeant de la FSTMB, lorsque celle-ci, répondant au président Siles Suazo, affirma : « Laisser croire à l'opinion publique que les niveaux de production actuels sont dus "à un sabotage, dont je ne sais s'il est délibéré, un plan déstabilisateur, ou simplement dû à la perte de conscience et de foi des travailleurs des mines", c'est prétendre désigner les travailleurs des mines de ce pays à la vindicte publique en les accusant de tous les malheurs du pays, ce qu'a d'ailleurs toujours fait la réaction. (...) C'est aussi se laisser aller à une attitude rageuse contre la Fédération des mineurs, qui démontre non seulement l'ignorance de ce qui se passe réellement dans la COMIBOL, mais encore représente une décision augmentant le vide politique que tant d'erreurs du docteur Siles ont créé autour de lui, le poussant à une dangereuse solitude dans l'abandon de l'appui populaire, et qui ressemble beaucoup à un hara-kiri politique. Il ne sera jamais possible de gouverner en Bolivie contre les travailleurs, et spécialement contre les mineurs, et cela, tout le monde doit le savoir et en tenir compte. » (*Aquí*, 10 septembre 1983).

Le PCB justifie son maintien au gouvernement par l'absence d'autres alternatives politiques et par la nécessité de faire pression, à ce niveau, pour l'application du programme initial de l'UDP, ce qui est déjà reconnaître les limites du bilan de l'action du gouvernement de Siles Suazo. Ce faisant, le PCB, sans se couper entièrement de sa base ouvrière et populaire, est

contraint de prendre quelques distances avec les secteurs qui veulent mener la lutte pour leurs revendications et tous ceux qui cherchent « à obtenir le divorce entre le gouvernement et son peuple, et les travailleurs et le gouvernement » (Unidad, 9 octobre 1983).

Depuis quelques années, les paysans ont pris toute leur place dans le combat des forces ouvrières et populaires, d'abord contre la dictature militaire issue du coup d'Etat de juillet 1980, puis dans la lutte pour la satisfaction des revendications populaires (4). Depuis 1979, ces paysans, organisés au sein de la Centrale syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie (CSUTCB), participent aux mobilisations initiées par la COB, parfois avec leurs propres moyens d'action, comme le blocage des voies de communication. Les paysans membres de la CSUTCB, Indiens pour la plupart, étaient présents dans la manifestation de la COB du 2 août dernier. Ce rapprochement illustre le début de concrétisation d'une alliance ouvrière et

**Victor MURILLO :** — Camarade Genaro Flores, nous voudrions connaître au nom de quelle conception la Confédération syndicale unique des travailleurs paysans (CSUTCB) a si puissamment mené le débat sur la question du co-gouvernement au sein de la Centrale ouvrière de Bolivie (COB) et dans le pays tout entier.

**Genaro FLORES :** — Intéressés au premier chef par la défense du processus démocratique du pays, nous autres travailleurs des mines, cheminots, ouvriers du bâtiment, paysans, etc., avons acquis durant la résistance contre la dictature de Garcia Meza, pendant deux ans, une expérience suffisante pour faire face à l'actuel processus démocratique. Les paysans sont les grands perdants de la situation actuelle, car jusqu'à présent, nos revendications n'ont pas encore abouti. Nous en avons arrachées certaines sous la pression de la lutte, mais elles sont restées lettre morte. Dans la pratique, rien n'a changé. C'est dans ce contexte que s'est tenu le second Congrès d'unité des travailleurs paysans de Bolivie, auquel assistaient plus de 1 500 délégués titulaires et plus de 2 500 délégués suppléants, ces derniers ayant le droit de parole mais non le droit de vote. C'est à ce congrès qu'a été annoncée la décision prise lors du dernier comité élargi de la COB d'approuver la revendication du co-gouvernement.

— Cela signifie-t-il que les décrets favorables aux paysans obtenus à la suite du blocage des routes organisé par la Confédération, du 22 au 25 avril derniers, sont restés sans suite et que c'est cela qui a décidé la Confédération à avancer avec plus de force encore l'idée du co-gouvernement ?

— C'est effectivement cela. Les revendications obtenues à l'époque à laquelle tu te réfères sont restées lettre morte. Dans la pratique, aucune n'a été appliquée, et cela nous a conduits à affirmer avec beaucoup plus d'insistance, lors du second Congrès d'unité des travailleurs paysans, notre revendication commune avec la COB d'un co-gouvernement. C'est la décision d'un congrès représentatif de la majorité du pays, car il représentait les paysans, c'est-à-dire 70 % de la population. Cette résolution fut portée à la con-

paysanne, qui a si souvent fait défaut en Bolivie, notamment avec l'instauration, en 1965, du pacte militaire-paysan, liant ces derniers à la dictature du général Barrientos et de ses successeurs « en défense de la nation » et « de la terre contre les communistes ». La CSUTCB approuve aussi la proposition de co-gouvernement de la COB, ce qui lui vaut les foudres des formations politiques de l'UDP (cf. article sur le congrès de la CSUTCB, pages suivantes).

Nous publions ci-dessous l'interview de Genaro Flores, secrétaire exécutif de la CSUTCB et militant de longue date de la lutte antidictatoriale. Cet entretien a été publié le 26 septembre 1983 dans *Bandera Socialista*, organe du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), la section mexicaine de la IVe Internationale. ■

V.K.

naissance de la COB, la plus grande organisation d'exploités de Bolivie.

Cette question a été réactualisée. La COB a préparé un programme de gouvernement qu'elle a fait connaître au gouvernement de Siles Suazo, qui donnera sa réponse sans doute ces jours-ci. Nous verrons alors quelle attitude adopter face à cette nouvelle situation. Si nous avons des réponses précises, nous consulterons une nouvelle fois la base ou nous déciderons finalement de participer au co-gouvernement, si le programme de la COB est accepté.

— Le 2 août dernier, un grand rassemblement en faveur du co-gouvernement, contre le danger de putsch militaire et pour l'approfondissement de la démocratie, a été organisé à La Paz. Comment apprécies-tu cette action ?

— Cette manifestation du 2 août est importante. C'est la première fois dans l'histoire que les salariés appellent à un acte de ce type le jour anniversaire de la promulgation de la loi de réforme agraire (5). Nous nous souvenons de ce jour, car la loi était pleine de bonnes intentions, mais elle a été complètement diluée. C'est pour cela que maintenant les petites parcelles sont nombreuses sur l'Altiplano, dans la vallée et même sous le tropique. C'est pour cela que nous avons fait, quant à nous, un nouveau projet de loi agraire que nous allons proposer prochainement dans un congrès national. Actuellement, ce projet est en consultation dans les provinces et dans les communautés paysannes du pays.

Je pense ainsi que nous pouvons dire clairement aux paysans que personne ne nous fera cadeau de notre libération. Ni les bourgeois, ni les patrons, ni les partis qui représentent les patrons ne nous donneront la libération.

— Camarade Genaro, je suis d'accord avec le projet de co-gouvernement qu'a présenté la COB, même s'il me paraît insuffisant. Mais d'un autre côté, Siles Suazo et l'UDP voient le co-gouvernement sous l'angle de la collaboration de classes. Comment éviter que les travailleurs et les paysans ne collaborent avec un gouvernement qui défend les in-

térêts de la bourgeoisie ? En dehors du programme de la COB de co-gouvernement, quels sont les autres moyens politiques et organisationnels que les travailleurs pourraient utiliser dans leur combat ? Je pense à l'idée d'un parlement ouvrier et paysan devant lequel les ministres des travailleurs participant à un co-gouvernement auraient à rendre des comptes, et cela en plus du fait qu'ils pourraient être démis de leurs fonctions par décision majoritaire de ce parlement ?

— Le programme de co-gouvernement de la COB a soulevé beaucoup de remous en Bolivie. Je pense aux réactions de dirigeants des entreprises privées, aux militaires qui commencent déjà à s'organiser en groupes dont le but est de faire un nouveau coup d'Etat (6) ... Il y a aussi d'autres partis politiques qui relèvent la tête au sein du Parlement, l'Action démocratique nationaliste (ADN), la Phalange socialiste bolivienne (FSB). Il a même été rendu public que le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) de « Motete » Zamora était aussi impliqué dans les préparatifs de coup d'Etat (7).

Le programme de co-gouvernement de la COB est un programme d'urgence pour affronter la situation actuelle. Cette solution ne plaît pas aux gens qui sont au gouvernement, car ils sont extrêmement compromis avec le Fonds monétaire international (FMI) et le secteur privé. Ils refusent de s'identifier aux exploités du peuple. C'est pour cela que nous pouvons dire maintenant que l'UDP et le président Siles Suazo doivent être avec nous ou avec les autres, avec les exploités ou avec les exploités, mais se situer clairement d'un côté ou de l'autre.

Je crois que le moment est venu de démasquer ceux qui se nomment « gouvernement populaire ». C'est l'occasion de les découvrir. Nous pensons avoir ces jours-ci une réponse à la proposition de la COB et nous verrons alors ce qui se passera. Je tiens à souligner que tant dans la COB qu'au sein de la CSUTCB s'expriment certains dirigeants qui représentent des partis progressistes comme le Mouvement national révolutionnaire de gauche (MNR-I), le Parti communiste de Bolivie (PCB), le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), le Parti ouvrier révolutionnaire unifié (POR-Unificado), le Parti socialiste-Uno (PS-Uno), etc. Mais,

## Biographie de Genaro Flores

Né en 1942 dans la communauté indienne Antipampa Kollana d'une province du département de La Paz, Genaro Flores, d'abord responsable du syndicat des paysans de sa communauté, fut ensuite élu secrétaire général au niveau de la province en 1970, puis secrétaire exécutif de la Fédération départementale des travailleurs paysans de La Paz, en mars 1971, et, enfin, secrétaire exécutif de la Confédération nationale des travailleurs paysans de Bolivie (CNCTB), le 2 août 1971. Après le coup d'Etat du général Hugo Banzer, Genaro Flores passe dans la clandestinité, en août 1971, et continue, sous la dictature, son travail d'organisation et d'agitation parmi les paysans. Il assume de nouveau publiquement la direction du mouvement paysan à partir de novembre 1977.

Lors du 7e Congrès de la CNCTB-Tupaj Katari, en mars 1978, il est réélu au poste de secrétaire exécutif. La CNCTB-TK accepte la convocation lancée par la COB du premier Congrès d'unité paysanne, le 26 juin 1979 à La Paz, qui proclame la Confédération syndicale unique des travailleurs

paysans de Bolivie (CSUTCB), adhérant à la COB, et élit Genaro Flores comme secrétaire exécutif.

A la tête de la CSUTCB, Genaro Flores est partie prenante du premier bloc paysan qui se met en place en décembre 1979, après les mesures économiques décidées par le gouvernement de Lidia Geiler. Le 17 juillet 1980 s'installe la dictature militaire de Garcia Meza et des trafiquants de drogue. Genaro Flores reste à la direction clandestine de la COB, scellant ainsi l'alliance du prolétariat bolivien et du mouvement paysan.

Le 15 juin 1981, il est mitraillé par des éléments des services de sécurité de la dictature, alors qu'il assiste à une réunion clandestine de la COB. Cet attentat le laisse invalide à vie. Dans le courant du même mois, sous la pression de la campagne menée par l'organisation humanitaire Amnesty International et du gouvernement français, il peut quitter la Bolivie et restera en convalescence à Paris durant un an. Puis, le 15 avril 1982, Genaro Flores retourne en Bolivie et reprend sa place dans le mouvement paysan. ■

en vérité, au niveau de la COB, beaucoup de camarades laissent de côté le sigle de leur organisation — et celui qui vous parle également —, car cela n'intéresse pas la Centrale ouvrière de Bolivie. La COB est un instrument pour nous mener sur la voie de la libération nationale, pour aller, je le répète à nouveau, vers la prise de décisions encore plus importantes.

— Genaro, tu penses donc qu'un congrès extraordinaire de la COB pourrait jouer le rôle d'instance de double pouvoir, de telle façon que l'activité des ministres des travailleurs serait régie non pas par le gouvernement bourgeois mais par la COB ?

— Dans le cas où nous parviendrions à un co-gouvernement, la Centrale ouvrière de Bolivie devrait effectivement définir l'orientation de ses éventuels ministres au gouvernement, car ces derniers n'auraient rien à voir avec le gouvernement. Je pense qu'ils devraient se soumettre à ce que dira la COB. Si la COB organise une consultation élargie, cela veut dire que c'est à la base qu'il reviendra de décider, les dirigeants devant signaler les voies pouvant être suivies par la COB.

Nous ne pouvons imposer des décisions d'en haut, comme cela se pratique dans certains partis politiques et comme le fait le docteur Siles Suazo à la tête du gouvernement.

Pour nous, je le répète, ce sont les bases syndicales, et en particulier celle de la COB, qui définiront l'orientation des ministres de la COB en cas de participation au gouvernement. Mais, personnellement, je doute que l'on parvienne à une telle situation.

— Que faudra-t-il faire, de ton point de vue, pour contrecarrer la pression exercée par la droite, par le secteur privé, contre la mise en œuvre du projet de co-gouvernement tel que le conçoit la COB ?

— Malheureusement, le secteur privé possède son bras armé, les forces armées de la nation, qui ont toujours été à son service. Il faut le dire clairement, et c'est ce que nous avons fait dans notre dernier document de la CSUTCB, beaucoup de dirigeants des entreprises privées ont été ministres des généraux René Barrientos, Hugo Banzer et Luis Garcia Meza.

Nous ne sommes pas opposés au secteur privé dans sa totalité. Il y a une partie du secteur privé qui est totalement au service de l'impérialisme. Il y en a une autre qui remplit toutes les obligations du pays. Nous ne sommes pas opposés à cette dernière et aux petits entrepreneurs qui remplissent leurs devoirs vis-à-vis du pays.

— Un point du programme de co-gouvernement de la COB réclame le contrôle ouvrier dans le secteur privé. Ce

contrôle s'appliquera-t-il de la même façon aux petites et aux grandes entreprises ?

— Nécessairement. C'est cette question qui leur fait peur, car les patrons du secteur privé sont de grands débiteurs des banques. Je pense surtout à la Banque agricole de Bolivie, qui fut créée pour l'aide aux petits paysans, aux petits agriculteurs et non pas pour les grandes entreprises. Et pourtant, cette banque a été au service des grands groupes agro-industriels.

C'est pour cela que les chefs d'entreprises ont peur du contrôle ouvrier, et c'est pour cela que nous pensons qu'il faut ce contrôle si nous voulons sortir le pays de la situation économique dans laquelle il se trouve. Ceux qui, dans la situation actuelle, devraient donner le plus, ce

1. Pour une plus ample information sur la question de la cogestion ouvrière majoritaire, voir le projet de cogestion ouvrière majoritaire de la FSTMB, dans *Inprecor* numéro 147 du 11 avril 1983, et « La prise de contrôle des mines par les travailleurs », dans *Inprecor* numéro 153 du 20 juin 1983.

2. Pour une analyse complète du bilan du gouvernement de l'UDP, voir l'article rédigé par nos camarades du Parti ouvrier révolutionnaire, section bolivienne de l'IVE Internationale et publié dans *Inprecor* numéro 145 du 14 mars 1983 sous le titre « Les cent jours du gouvernement de Siles Suazo ».

3. Sans que les informations soient tout à fait précises à ce sujet, il semble bien que la COB ait réclamé dans ses discussions avec le gouvernement de l'UDP une majorité de 51 % des ministères pour les représentants ouvriers et paysans dans le cadre du co-gouvernement entre l'UDP et la COB-CSUTCB.

4. Sur l'analyse de l'évolution du mouvement de radicalisation des paysans, voir *Inprecor* numéro 137 du 22 novembre 1982, « La longue évolution du mouvement paysan ».

5. La loi du 2 août 1953 du gouvernement de Paz Estenssoro, leader du Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR), venu au pouvoir après l'insurrection populaire de 1952, ne modifia pas fondamentalement la propriété foncière. « Elle considéra trois types de propriété, petite, moyenne, et l'entreprise agricole ca-

pitaliste. Cette dernière catégorie englobait les grandes propriétés cultivées. Les Indiens reçurent en toute propriété les parcelles qu'ils occupaient précédemment. » (Marcel Niedergang, *Les 20 Amériques latines*, tome 2, Seuil, Paris 1969, page 64).

6. L'hebdomadaire progressiste *Aquí* du 15 octobre dernier titrait : « Le coup des trafiquants de drogue a avorté à Cochabamba. » Dans un reportage sur les événements survenus le 12 octobre 1983, *Aquí* cite les contacts suspects entre d'anciens militaires expulsés des forces armées pour corruption, comme Faustino Rico Toro, Norberto « Bubby » Salomon et Oscar Angelo, et des officiers des garnisons de Cochabamba et de Santa Cruz, régions de prédilection des éléments fascistes dans et hors de l'armée, et des trafiquants de drogue. L'hebdomadaire cite les paroles du général Alfredo Calvi, commandant de la 7e division de l'armée cantonnée à Cochabamba, prononcées devant des représentants ouvriers, le 12 octobre. Le général affirmait : « Le danger est passé. Je viens de désarticuler un coup d'Etat contre le gouvernement. »

7. La formation maoïste du PCML a connu de nombreuses scissions à la suite d'une politique d'alliance avec la bourgeoisie, qui l'amena à des compromissions avec le MNR-H de Paz Estenssoro, et avec le projet des formations de droite de déstabilisation institutionnelle du gouvernement de l'UDP.

sont les chefs d'entreprises et non pas nous, les travailleurs.

— Pour finir, camarade Genaro, y a-t-il autre chose que tu veuilles ajouter ?

— Je veux apporter notre solidarité aux camarades qui luttent, spécialement ceux du Guatemala et du Salvador. Nous leur disons que le jour de leur libération est proche. Notre solidarité va également

aux camarades nicaraguayens qui ont libéré leur pays et qui aujourd'hui subissent la pression des Etats-Unis, un pays qui, aujourd'hui comme toujours, est l'ennemi principal de tous les Latino-américains. ■

Propos recueillis par  
Victor MURILLO  
La Paz, août 1983.



Travailleurs agricoles de la région de Tarija dans le sud bolivien. (DR)

## Le second congrès de la CSUTCB et la montée de la radicalisation paysanne

Le second congrès de la Confédération syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie (CSUTCB) s'est tenu à La Paz fin juin 1983, avec la participation de 1 500 délégués représentant les différentes régions du pays, de délégations de la Centrale ouvrière de Bolivie (COB), de la Centrale universitaire de Bolivie (CUB), du syndicat des mineurs, de représentants des peuples indiens, de nombreuses délégations étrangères, mais sans la participation de représentants du gouvernement de l'Union démocratique populaire (UDP). D'importantes résolutions y ont été adoptées, dans lesquelles la dégradation des conditions de vie des travailleurs de la campagne, résultat de la politique agraire de l'UDP apparaît clairement. Un jour avant le congrès, le Président Hernan Siles Suazo s'était d'ailleurs adressé aux paysans pour annoncer la seconde étape de la réforme agraire. Lors du congrès, Genaro Flores Santos, principal dirigeant de la CSUTCB, commentant le discours présidentiel, affirma que les paysans ne voulaient pas d'une simple réforme agraire, mais d'une véritable révolution agraire, car les paysans sont des êtres majeurs qui n'accepteront pas le contrôle ou les manipulations des patrons, du gouvernement ou des militaires.

Victor MURILLO

Dans le document du congrès de la CSUTCB, les paysans boliviens déclarent : « Nous, paysans aymaras, quechuas, cambas, chapacos, chiquitanos, canichanas, cayubabas, ayoreños, tupiwaranis et au-

tres, sommes les propriétaires légitimes de cette terre. Nous sommes la semence d'où est née la Bolivie mais, aujourd'hui encore, on nous traite comme si nous étions des exilés sur notre propre terre. » Dans le texte d'analyse de la conjoncture, la CSUTCB affirme clairement la volonté

des travailleurs paysans de ne plus continuer à être trompés. « Une fois de plus, peut-on y lire, nous voyons que tout en étant la majorité de la population, nous autres paysans n'avons pas de représentation propre dans la conduite des affaires gouvernementales. Les paysans n'ont pas voté pour élire leurs propres représentants mais pour de petits docteurs, des technocrates, des "messieurs" et des opportunistes qui se présentent aujourd'hui comme des démocrates. Dans une telle situation, nous autres paysans demandons : pourquoi nous ont-ils promis de gouverner en faveur du peuple pour ensuite nous imposer des mesures économiques qui ne favorisent ni le peuple ni les paysans ? Pourquoi nous ont-ils promis de gouverner avec les travailleurs, alors que nous voyons aujourd'hui que cette promesse n'a pas été tenue ? Pourquoi ont-ils proposé démagogiquement la création d'un sous-sécretariat d'Etat aux nationalités, alors qu'ils ne sont même pas capables de rendre officielle l'utilisation de nos langues maternelles ? Pourquoi se sont-ils engagés à consulter la COB et la CSUTCB avant de prendre une quelconque mesure, alors qu'ils n'ont même pas invité nos organisations quand ils ont imposé les mesures de novembre 1982 et de février 1983 ? Pourquoi nous ont-ils promis de défendre les plantations de coca alors qu'ils ont signé dans notre dos des accords d'éradication de ces cultures avec l'ambassade yankee pendant que les trafiquants de drogue continuent leurs profits ? (1) (...)

« C'est pour toutes ces raisons que nous déclarons que cette démocratie n'est pas une véritable démocratie, car la majorité de la population, travailleurs et paysans, n'a pas de réelle participation aux mécanismes de décision politique. Et pourtant, on continue de gouverner en notre nom, et cela, nous autres paysans, ne pouvons continuer à le tolérer plus longtemps. Nous en avons assez d'être utilisés comme simple masse électorale. Nous ne sommes pas des demi-citoyens ou des citoyens de seconde catégorie. Nous sommes les producteurs de vivres et nous sommes la majorité de la nation, et nous imposerons notre droit à gouverner avec les ouvriers et les exploités du pays. (...) C'est dans ce sens que nous dénonçons les ennemis de la démocratie : qui sont-ils ? Ce sont tout d'abord les groupes réactionnaires du secteur privé, les trafiquants de drogue, les mi-

1. Concernant la culture et l'utilisation traditionnelle de la coca par les paysans de Bolivie, la CSUTCB se prononce pour « le refus des tentatives d'éradication de la culture de la coca, celle-ci étant un élément médicinal, riche en vitamines, et aussi un élément rituel et sacré, essentiel de notre vie traditionnelle », réclame « le retrait des agents qui, sous prétexte de lutter contre le trafic de drogue, confisquent la coca aux paysans et la commercialisent à leur profit », et sollicite « l'appui du gouvernement à l'initiative des paysans d'organiser des centres pilotes pour l'industrialisation de la coca à des fins légales, permettant de canaliser les excédents et luttant contre la commercialisation illégale. »



litaires compromis dans ce trafic, les groupes paramilitaires de mercenaires. (...) A ces groupes, nous autres paysans disons : vous ne passerez pas. Car nous avons un haut degré de conscience et d'organisation et, ensemble avec les travailleurs du pays, nous défendrons à n'importe quel prix et par tous les moyens ce processus démocratique. Mais nous ne le défendrons pas pour d'autres. Nous le défendrons pour que nous tous, avec les ouvriers et tout le peuple travailleur, en soyons les principaux bénéficiaires. (...)

« Le gouvernement ne se décide pas à gouverner avec les travailleurs. Il ne veut rien faire au bénéfice des paysans. Il ne veut pas affronter la sécheresse et ses conséquences. (...) Mais, le plus grave, c'est que l'UDP ne veut pas trouver de solutions en s'appuyant sur le peuple qui l'a porté au pouvoir et, en revanche, elle préfère transiger et négocier la dignité du pays avec les bureaucrates du FMI. C'est pour cela que nous disons : "Aucune recomposition ou "reconduction" au sommet et sur le dos du peuple ne résoudra cette crise. (...) »

#### POUR UN CO-GOUVERNEMENT ENTRE L'UDP ET LA COB-CSUTCB

« Parce que nous sommes convaincus que les sphères gouvernementales ne seront pas capables d'approfondir la

démocratie jusqu'à une véritable libération du peuple bolivien, (...) les travailleurs de la campagne, les nations Aymara, Quechuas, Guaranis et autres, affirment la nécessité d'un co-gouvernement entre l'UDP et la COB-CSUTCB, car il s'agit-là de l'unique façon de garantir une réelle participation des travailleurs à la conduite et aux décisions politiques de notre pays. »

Sur la base des arguments énumérés ci-dessus, la CSUTCB a approuvé une plate-forme de lutte dans laquelle elle avance la nécessité de se mobiliser pour le co-gouvernement entre l'UDP et la COB-CSUTCB, y affirme son soutien à la cogestion ouvrière majoritaire dans la COMIBOL, la condamnation de toute tentative putschiste, et la nécessité de la mobilisation nationale dirigée par la CSUTCB et la COB pour y faire face, son appui permanent aux luttes des peuples paysans frères du Guatemala, du Salvador, du Honduras, du Pérou, du Chili entre autres, et à la promulgation du projet de loi de réforme agraire proposé par la CSUTCB.

La montée du mouvement des masses paysannes, sa radicalisation, son niveau d'organisation et de conscience, ainsi que

son objectif de lutte aux côtés des mineurs et des travailleurs en général, s'est concrétisé lors de ce congrès, non seulement dans l'expression combative de ses résolutions, mais aussi dans l'unité démontrée face aux multiples provocations organisées durant ce congrès par le Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche (MNR-I) et le Parti communiste bolivien (PCB), deux formations membres de l'UDP et du gouvernement. Ces derniers, une fois Genaro Flores réélu à l'unanimité en tant que secrétaire exécutif de la CSUTCB malgré leurs tentatives de l'évincer (2), essayèrent d'imposer leur candidat, Juvenal Castro, au secrétariat général. La majorité écrasante des délégués au congrès déjoua cette manœuvre en élisant à ce poste Victor Morales, dirigeant non membre de l'UDP mais jouissant d'un grand prestige auprès des paysans. ■

Victor MURILLO  
La Paz, août 1983.

2. *Le Monde diplomatique* d'octobre 1983 rend compte de ces manœuvres en écrivant : « Selon certains témoignages, des représentants du MIR ont essayé d'acheter des délégués, et les représentants du MNR-I et du Parti communiste ont utilisé la fédération de Cochabamba pour tenter de diviser le congrès, n'hésitant pas à aller jusqu'à l'agression physique. »

**INPRECOR**  
INTERCONTINENTAL PRESS

## La grève générale du secteur public étouffée par les directions syndicales

**L**E mouvement ouvrier belge vient de livrer son plus important combat contre l'Etat-patron depuis la grande grève générale de décembre 1960 - janvier 1961, qui avait provoqué la chute du gouvernement conservateur de l'époque. Lancée spontanément par les cheminots de la ville industrielle wallonne de Charleroi, le vendredi 9 septembre, qui s'opposait aux mesures gouvernementales d'austérité contenues dans le budget 1984 (1), cette grève s'étendra d'abord, durant le week-end, à l'ensemble des travailleurs des chemins de fer nationaux. Le mercredi 14 septembre, la lutte touchera la presque totalité du secteur public. Les fédérations syndicales appellent alors à une grève générale de tous les services publics pour le lendemain. L'idée d'une extension de la grève au secteur privé commence à germer dans la tête des militants syndicaux combattifs et à se réaliser dans certains cas limités. La Centrale générale des services publics (CGSP) de Charleroi avance même l'idée d'un élargissement interprofessionnel de la lutte.

Ayant démarré sur des objectifs apparemment limités de défense des salaires contre les attaques gouvernementales, cette grève générale a duré plus de 10 jours et concerné environ 800 000 travailleurs, bloquant nombre d'activités essentielles du pays (poste, chemin de fer, radio et télévision, etc.). De ce fait et sous plusieurs angles, elle a connu une véritable dimension politique. Le démarrage de l'action représente un scénario relativement classique d'entrée en lutte des travailleurs belges, dont les trois quarts sont syndiqués. C'est en effet un mécontentement longtemps accumulé qui déclenchera la réaction ouvrière initiale. Depuis l'installation, en décembre 1981, du gouvernement d'alliance des chrétiens-sociaux et des libéraux, dirigé par Wilfried Martens (2), les attaques anti-ouvrières ont été nombreuses, dans le cadre d'un vaste plan d'« assainissement ».

Dès janvier 1982, le Premier ministre Martens se dotait même de « pouvoirs spéciaux » pour liquider le système d'indexation des salaires sur les prix, s'en prendre aux allocations familiales et à diverses primes. Cette offensive était menée de concert avec le patronat qui, parallèlement, licenciat dans les secteurs industriels « retardataires ». Ainsi, le plan de sauvetage du groupe sidérurgique Cockerill-Sambre se traduit par 8 000 licenciements sur un effectif de 22 000 travailleurs. L'addition est donc lourde pour les travailleurs (près de 15 % de la population active au chômage, les revenus en baisse de 3,6 % pour l'année 1982 et au moins de 1,75 % pour 1983). La résistance à cette politique s'était déjà exprimée de diverses façons par des débrayages et des actions multiples étalés sur trois mois de luttes ouvrières, durant le premier trimestre 1982 et lors de la grève générale nationale interprofessionnelle de 24 heures, du 8 février 1982, convoquée par la Fédération générale de Belgique (FGTB) (3).

Mais, en plus de ce mécontentement accumulé, l'exclusion du Parti socialiste des affaires gouvernementales depuis la fin 1981 et la remise en cause de la politique de concertation sociale par les attaques brutales du gouvernement Martens entraînent les fédérations syndicales à mener une campagne d'information sur le budget 1984, ne serait-ce que pour défendre leur place traditionnelle dans ce système de concertation sociale. Cela fut mis à profit par les secteurs combattifs du mouvement syndical pour le départ en grève et son extension rapide au secteur public. A la différence des luttes de l'hiver 1981-1982, l'action gréviste de septembre dernier fut couverte par les directions syndicales confédérales, ce qui a représenté

un facteur favorable à l'extension de l'action. Ceci encouragea en effet les travailleurs, notamment en écartant le risque d'un isolement des secteurs combattifs. De plus, l'unité syndicale entre les deux confédérations, FGTB et Confédération syndicale chrétienne (CSC), qui ont chevauché le mouvement de grève jusqu'au 22 septembre, fut un élément important de l'unité ouvrière dans un pays traditionnellement divisé entre Flamands et Wallons.



Les cheminots en grève et les gares désertes. (DR)

La politisation de la lutte, qui s'est exprimée par le large débat mené sur la question du débouché gouvernemental de la grève, a été plus intense que lors des actions grévistes de l'année dernière. Les formes de lutte et d'organisation de la grève y ont aussi laissé une part plus importante à l'auto-organisation des travailleurs, même si cela n'a généralement pas dépassé le cadre des structures syndicales ou intersyndicales. Cette grève générale de 10 jours a été marquée par la tenue de nombreux piquets de grève, par l'organisation répétée de manifestations populaires à caractère de masse réunissant des milliers de grévistes dans de nombreuses villes du pays, avec quelques exemples de grève active dans certains secteurs (des postiers ont ainsi distribué des pensions pendant la grève, tandis que les grévistes de la radio diffusaient des bulletins d'information sur la grève, etc.) Mais c'est certainement l'affrontement avec l'Etat-patron qui constituera, par le degré de politisation de masse des travailleurs qu'il a signifié, un acquis important de ce combat dans la mémoire ouvrière.

Aussi, malgré la liquidation de la lutte par les confédérations qui, les unes après les autres, ont fini par accepter un accord négocié avec l'Etat-patron à partir du 22 septembre, con-

1. Pour récupérer l'équivalent de 8,5 milliards de francs belges (1,3 milliards de francs français), les mesures gouvernementales prévoyaient la suppression des augmentations salariales intervenant tous les deux ans (biennales), la remise en cause des primes, la diminution des pensions-retraites, et le recrutement de nouveaux agents sur la base du travail à temps partiel avec un salaire de 80 % du salaire entier.

2. Cf. *Inprecor* numéro 114 du 7 décembre 1981.

3. Cf. *Inprecor* numéro 123 du 19 avril 1982.

traignant les travailleurs à la reprise du travail qui s'avéra presque totale le 24 septembre, le bilan de cette grève n'est cependant pas entièrement négatif. Certes, l'orientation gouvernementale anti-ouvrière n'a pas été défaite. Les mesures anti-sociales du budget 1984 ont été en partie maintenues (hausse de la cotisation de la sécurité sociale, diverses autres retenues, limitation de l'indexation des pensions sur le coût de la vie, introduction du travail à temps partiel, paiement des travailleurs en fin de mois) et vont signifier une nouvelle diminution du niveau de vie des travailleurs. Mais certaines mesures gouvernementales prévues ont été supprimées. Ainsi, le gouvernement a renoncé pour l'instant à toucher aux biennales (augmentation des salaires qui ont lieu tous les deux ans selon des barèmes négociés centralement entre l'Etat et les syndicats) et aux primes, sauf à celles « anormalement élevées », ce qui, évidemment, laisse la porte ouverte à de nouvelles attaques gouvernementales.

De plus, certains secteurs ont effectivement obtenu quelques concessions du gouvernement. Cela est pourtant bien peu de choses comparé aux potentialités ouvertes par une grève générale de 10 jours menée par 800 000 travailleurs du secteur public. Néanmoins, malgré la déception et la colère des grévistes lâchés par leurs confédérations syndicales, il se maintient, chez les syndicalistes les plus actifs, une volonté de se battre qui n'est pas entièrement éteinte par la déception des résultats de cette grève.

Nous publions ci-après la déclaration du Bureau politique de la Ligue révolutionnaire des travailleurs (LRT, section belge de la IVe Internationale) adoptée à l'issue de cette grève, et le bilan tiré de l'intervention de la LRT dans ce combat, deux articles parus le 7 octobre dernier, dans *La Gauche*, l'organe de la LRT.

V.K.

## Déclaration du Bureau politique de la Ligue révolutionnaire des travailleurs

### 1) UN MOUVEMENT DE GREVE PUISSANT ET UNI

Dans la foulée de la défaite, durant l'été 1983, des travailleurs de la ville de Liège, le gouvernement Martens-Gol pensait pouvoir s'attaquer sans trop de risques aux agents des services publics, dans le cadre du budget 1984. C'est une grève générale des services publics de plus de dix jours qui lui a répondu.

L'ampleur du mouvement témoigne de la profondeur de l'opposition aux mesures d'austérité envisagées par le gouvernement. Cette opposition s'est manifestée avec la même vigueur en Flandres, à Bruxelles et en Wallonie. Des travailleurs qui avaient déjà lutté sans résultats (chemins de fer vicinaux, ville de Liège, ...) sont repartis en grève. Cette opposition n'est pas seulement le fait des travailleurs des services publics, elle est le fait de toute la population laborieuse du pays. Malgré la campagne hystérique de la droite et de certains médias contre « la prise en otage des usagers », la grève a bénéficié d'une large compréhension auprès des travailleurs. Rapidement également, la nécessité de l'extension de l'action au secteur privé est apparue, surtout en Wallonie.

### 2) LA FORCE DU MOUVEMENT A ÉTÉ GASPILLÉE PAR LES DIRECTIONS SYNDICALES

La grève des services publics ne s'est pas essouffée. Elle a été arrêtée au moment même où les travailleurs des services publics et du secteur privé auraient dû recevoir un mot d'ordre d'action interprofessionnelle de la Fédération générale des travailleurs de Belgique (FGTB) et de la Confédération des syndicats chrétiens (CSC). A partir du jeudi 22 septembre, deux organisations syndicales abandonnaient le combat : le syndicat libéral et la Centrale chrétienne des services publics (CCSP). Ce lâchage a introduit un certain flottement en fin de semaine. Le comité national de la FGTB, le vendredi 23 septembre, n'a pris aucune décision et a ainsi purement et simplement laissé tomber les grévistes à un moment crucial de leur lutte. L'interrégionale wallonne de la FGTB a attendu 11 jours avant de faire

une proposition d'élargissement au secteur privé.

Les directions syndicales des services publics, en acceptant de négocier avec le gouvernement, ont pris une lourde responsabilité. Les centrales chrétiennes ont finalement suivi la politique de la direction CSC, qui était de tout faire pour sauver le gouvernement. Mais il faut noter que si la CCSP a accepté, dès le mercredi 21 septembre au matin, l'accord avec le gouvernement et a fait reprendre le travail, les cheminots chrétiens ont attendu jusqu'au vendredi midi pour décider la reprise. L'opposition à la base de la CSC n'a sans doute jamais été aussi forte. De la part de la direction de la Centrale générale des services publics (CGSP) de la FGTB, le fait de négocier, de ne pas rejeter clairement l'accord dès le mercredi 21 septembre au matin et de le « présenter » aux affiliés, a semé le doute sur les objectifs de la grève. En agissant de la sorte, la direction nationale de la CGSP a fait la part belle à la CSC en permettant à celle-ci de dissimuler le fait qu'elle changeait l'objectif de la lutte et volait au secours du gouvernement.

Les directions syndicales interprofessionnelles en premier lieu, celles des services publics ensuite, ont bradé un combat exemplaire contre un mauvais accord. En effet, même si le gouvernement a cédé sur des points importants comme les pensions et les biennales, il a réussi à imposer aux agents des services publics, en plus des mesures qui touchent tous les travailleurs du pays, une ponction équivalant aux 8,5 milliards de francs belges initialement prévus (1,3 milliard de francs français).

### 3) UNE OCCASION A ÉTÉ MANQUÉE POUR CHASSER CE GOUVERNEMENT ET METTRE FIN A SA POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ

Au-delà du résultat décevant de la grève, c'est l'ensemble du mouvement ouvrier qui a manqué une occasion exceptionnelle. Les dirigeants de la FGTB, de la CSC, du Parti socialiste (PS) et du Mouvement ouvrier chrétien (MOC) s'en sont tous pris à la politique Martens-Gol. Tous ont dit : « Si ce gouvernement ne change pas de politique, il doit s'en al-

ler. » Le gouvernement n'a pas changé d'orientation, mais les directions syndicales et politiques n'ont pas osé le chasser. Et cela pour une raison essentielle : elles n'ont pas d'alternative à la politique d'austérité menée par le gouvernement actuel.

Même si c'est de manière différente, tant la FGTB que la CSC, tant le PS que le MOC, partent du principe que « les sacrifices sont inévitables ». Leurs politiques se limitent à envisager comment les répartir « plus justement ». Mais ils négligent pendant ce temps d'indiquer les vrais responsables de la crise, les banques, les holdings, les patrons... et de proposer une alternative politique qui leur fasse payer la crise. C'est ainsi qu'en plein mouvement, Guy Spitaels (président du PS de Wallonie), annonçait qu'il y aurait « des mesures pénibles à prendre, même si le PS était au pouvoir ». Cela indique clairement que les socialistes n'ont d'autre ambition que de gérer l'austérité plutôt que de satisfaire les revendications ouvrières.

C'est également parce qu'elles ne refusent pas clairement tout sacrifice que les organisations syndicales n'ont pas engagé l'épreuve de force avec le gouvernement. Or, à la lumière de la dernière grève, cette épreuve de force apparaît à des centaines de milliers de travailleurs com-



me inévitable si l'on veut arrêter la politique d'austérité.

Même si un tel mouvement de grève incitera le gouvernement et le patronat à plus de prudence, il est peu probable que ceux-ci dévient du but qu'ils se sont fixés : imposer une réduction des salaires directs et indirects aux travailleurs de ce pays. Les résultats de la concertation sociale globale qui vient de se terminer le démontrent clairement : les organisations syndicales n'y ont rien obtenu. Si le mouvement ouvrier, lorsqu'il s'engagera de nouveau dans une action d'envergure, ne se donne pas pour but de renverser le gouvernement, il risque d'être à nouveau battu.

#### 4) UN MOUVEMENT DE CETTE AMPLEUR LAISSERA DES TRACES PROFONDES DANS LA CONSCIENCE DES TRAVAILLEURS ET DANS LE MOUVEMENT OUVRIER

De larges couches de travailleurs sont aujourd'hui conscientes de l'inutilité de l'austérité et donc de la nécessité de refuser tout nouveau sacrifice. Parallèlement à cette prise de conscience, la grève a démontré en pratique une autre vérité : l'unité des travailleurs flamands et wal-

lons est possible. Cette unité a été profonde car, non seulement, comme d'autres fois, la Flandre « a suivi », mais, dans beaucoup de cas, elle a été à l'avant-garde de l'action, comme à Anvers, où le niveau d'organisation de la grève a été le plus élevé du pays. Au travers de cette grève, les 800 000 travailleurs des services publics ont paralysé plusieurs fonctions vitales du pays, faisant ainsi progresser l'idée d'un combat « tous ensemble » et « qui dure ». La leçon n'aura pas manqué de frapper de nombreux travailleurs, y compris du secteur privé. L'épreuve de force que pourrait être une grève générale est devenue tangible. Toutes ces leçons, qui vont à l'encontre du « repli wallon » proposé par le PS et la FGTB wallons, ne disparaîtront pas de sitôt.

Dans les organisations syndicales elles-mêmes, la grève va laisser des traces profondes. La FGTB va devoir, en plus du clivage communautaire, affronter un clivage entre le public et le privé. L'incapacité de la FGTB à prendre une décision pour élargir la grève va augmenter fortement la défiance à l'égard de toutes les structures interprofessionnelles et affaiblir ainsi la force de frappe de la FGTB. A la CSC, plusieurs centrales professionnelles (employés, cheminots et métal-

los) ont manifesté leur opposition au gouvernement et leurs réserves par rapport aux liens étroits entre la CSC et le Parti social-chrétien flamand (du Premier ministre Martens)/Parti social-chrétien francophone (CVP/PSC). Tous ces éléments, combinés au fait marquant que les organisations syndicales n'arrivent plus à défendre l'emploi et les conditions d'existence des travailleurs, vont alimenter un débat intense au sein des syndicats et de leurs directions. La défiance à l'égard des directions, de moins en moins à la hauteur de la situation, ira en s'accroissant.

#### 5) POUR LUTTER CONTRE L'AUSTÉRITÉ, IL FAUT UNE DIRECTION SYNDICALE DE COMBAT

Pour gagner les prochaines batailles, il faut que des choses changent dans les directions syndicales. Il faut que les syndicalistes de combat qui ont mené la lutte, qui ont la confiance de leurs camarades et qui expriment clairement les objectifs de la base, soient mis à la tête des syndicats. Il faut forger une direction syndicale à la hauteur de la lutte contre l'austérité et le capitalisme. Déjà lors des élections sociales dans le secteur privé, des centaines de délégués combattifs ont été poussés en avant ; il faut faire de même dans les services publics, à tous les échelons de l'organisation syndicale.

#### 6) UNE AUTRE VOIE EST POSSIBLE, UN AUTRE PROGRAMME EXISTE

Tout au long de la grève, la Ligue révolutionnaire des travailleurs (LRT, section belge de la IV<sup>e</sup> Internationale), avec ses militants, tant dans le secteur privé que le secteur public, et avec beaucoup d'autres syndicalistes, a défendu une autre politique. Nous sommes convaincus que seule une alternative anticapitaliste peut mener les travailleurs à la victoire. Les principaux points de cette alternative sont :

— *Refusons tout sacrifice.* La modération n'a pas encore créé un seul emploi. Rétablissement intégral de l'index (des salaires sur le coût de la vie, Ndlr.). Semaine de 32 heures sans perte de revenus.

— *Prenons l'argent là où il est.* Levée du secret bancaire, inscription des fortunes dans un registre public, non à l'amnistie fiscale.

— *Pour casser la crise, il faut briser le pouvoir patronal :* nationalisation des banques, des holdings, des secteurs clés de l'économie, sans indemnités et sous contrôle ouvrier.

— *Martens-Gol dehors.* C'est une illusion de croire que ce gouvernement changera de politique. Il faut le chasser.

— *Ni Martens-Gol, ni Martens-Spitaels, gouvernement des travailleurs.* Un gouvernement de coalition avec les socialistes et le PSC/CVP ne résoudrait rien. Il faut un gouvernement imposé par la grève générale, appuyé par le front commun syndical FGTB-CSC. Un gouvernement qui s'engage à satisfaire toutes les revendications des travailleurs.

### La Belgique au sigle

— La Confédération des syndicats chrétiens (CSC), avec 1 million d'affiliés, est majoritaire dans la région flamande. Les syndiqués CSC de la fonction publique sont regroupés dans deux centrales distinctes : le Syndicat chrétien des communications et de la culture (SCCC) et la Centrale chrétienne des services publics (CCSP).

— Le Syndicat chrétien des communications et de la culture (SCCC), regroupe les affiliés de la CSC de la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB), des Postes, de la Régie des télégraphes et téléphones, de la radio-télévision.

— La Centrale chrétienne des services publics (CCSP) regroupe les affiliés de la CSC des ministères, des secteurs para-étatiques, des administrations locales et régionales, les travailleurs des ports, des Chemins de fer vicinaux (SNCV) et des intercommunales de transport.

— La Fédération générale du travail de Belgique (FGTB), forte de 1,2 million d'affiliés, est majoritaire dans la région wallonne et est liée à la social-démocratie. Les affiliés FGTB de la fonction publique sont regroupés dans une centrale syndicale unique, la Centrale générale des services publics (CGSP), qui comporte, outre ses centrales professionnelles, trois « interrégionales » : flamande, wallonne et bruxelloise.

— La Centrale générale des services publics (CGSP) est la plus importante centrale de la FGTB en nombre d'affiliés. La CGSP est divisée en plusieurs secteurs (cheminots, enseignants, postes, télécommunications, etc.)

— Le Parti socialiste francophone (PS), présidé par Guy Spitaels, est le principal parti de Wallonie. Dans l'opposition depuis la formation du gouvernement Martens-Gol-De Clerq.

— Le Socialistische Party (SP, Parti socialiste flamand), présidé par Karel Van Miert, est le second parti dans la région flamande. Il se trouve dans l'opposition, comme son homologue francophone.

— Le Mouvement ouvrier chrétien (MOC) regroupe et chapeaute l'ensemble des organisations chrétiennes dans la classe ouvrière : le syndicat CSC, les mutualités chrétiennes, les coopératives, les organismes d'éducation permanente, etc. Le MOC est lié au Parti social-chrétien (francophone)/Christelijke Volkspartij (flamand) (PSC/CVP) par l'intermédiaire de l'aile démocrate-chrétienne de ces partis.

— Le Parti social-chrétien (francophone) et le Christelijke Volkspartij (flamand) sont les deux principaux partis bourgeois du pays. Le CVP est le parti du Premier ministre Wilfried Martens.

— Le Parti réformateur-libéral (PRL, francophone), en flamand Partij voor Vrijheid en Vooruitgang (PVV), est le parti du vice-premier ministre Jean Gol, qui faisait fonction de Premier ministre par intérim durant la grève. ■

Cette dernière question a été abondamment discutée durant la grève. Nombreux étaient ceux qui se demandaient : « Que mettra-t-on à la place de Martens-Gol ? » C'est une question vitale. Tant que le mouvement syndical n'a pas une alternative à ce niveau, les luttes n'iront pas jusqu'au bout. Au sein du mouvement syndical, il existe une telle alternative, élaborée par le congrès de la CGSP-enseignement, alternative qui nous semble tout à fait valable : « Nous nous prononçons donc en toute indépendance en faveur d'un gouvernement qui s'appuie sur les travailleurs mobilisés et politisés, et qui mette l'économie au service du social... Un gouvernement de ce type doit représenter l'ensemble du monde du travail, en excluant les représentants du capital. » C'est par rapport à un tel texte que devraient se prononcer le PS et le MOC. C'est seulement dans cette perspective qu'un « rassemblement des progressistes » prendrait son sens et mettrait fin à la collabo-

ration de classe avec les libéraux et les sociaux-démocrates.

## 7) RENFORCEZ LA LRT

Ce changement de politique est immense. Il ne tombera pas du ciel. Pour forger l'unité de combat des travailleurs, pour défendre un programme anticapitaliste, il faut construire un nouveau parti des travailleurs. Un parti qui soit vraiment socialiste, qui se soucie des intérêts ouvriers et non pas des places dans l'appareil d'Etat. La LRT s'est donnée pour but de travailler à la construction d'un tel parti. Rejoignez la LRT et, avec ses militants, vous lutterez dans les entreprises, dans les bureaux, dans le mouvement syndical pour un changement radical de politique. ■

Bureau politique de la LRT,  
La Gauche, 7 octobre 1983.

Louvain, par exemple, contribuaient déjà activement, le lundi matin 13 septembre, à l'extension rapide de la grève.

## NE PAS METTRE LA CHARRUE AVANT LES BOEUF

Dans un second temps, tous les travailleurs des services publics membres de la LRT ont expliqué, sur leurs lieux de travail, que le combat lancé par les cheminots concernait tout le monde, et qu'il fallait passer à la grève intersectorielle de la fonction publique. Les très nombreuses réunions syndicales de secteurs et de sous-secteurs leur ont permis de constater que ce point de vue était partagé par la grande majorité des syndicalistes. Elles permirent aussi d'expliquer que le combat devait se fixer un objectif clair et mobilisateur : le retrait de toutes les mesures incriminées. « Il ne s'agit pas seulement des mesures spécifiques contre les agents des services publics, mais de toutes les mesures prises contre la classe ouvrière dans le cadre du budget 1984 » ont déclaré en substance les militants de la LRT, appréciation qui débouchait naturellement sur la nécessité de préparer une grève générale interprofessionnelle. Les militants de la LRT dans les services publics ont pu constater à quel point ce mot d'ordre, propagé depuis des mois par notre Parti, trouvait un résonance dans le climat de mobilisation de ces dernières semaines.

Mais il aurait été erroné de mettre la charrue avant les bœufs. Dans les premiers jours de grève, alors que les cheminots étaient les seuls dans l'action, la tâche numéro 1 était d'obtenir des directions syndicales qu'elles lancent un mot d'ordre national de grève pour tous les services publics. Dès que cette perspective s'est concrétisée, les militants syndicalistes membres de la LRT, comme tous les autres syndicalistes de combat, se sont trouvés confrontés aux tâches d'organisation de la grève : sensibilisation et mobilisation de leurs camarades de travail, indispensable pour éviter une grève « en pantoufles » ; organisation des piquets (beaucoup de services, comme la Société nationale des chemins de fer belges — SNCB — par exemple, sont caractérisés par un très grand nombre de postes de travail dispersés) ; coordination entre les différents secteurs et les deux organisations syndicales, la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB) et la Confédération des syndicats chrétiens (CSC), etc.

## ORGANISER LA GREVE, LA RENFORCER

La réponse des militants syndicalistes de la LRT à toutes ces questions a été unifiée autour de la formule suivante : « Pour donner à la grève le maximum d'efficacité, il faut s'unir sur le plan intersectoriel et s'organiser. » Tel est le langage qu'ont tenu partout les militants de la LRT. Un langage concrétisé dans les propositions d'assemblées générales intersectorielles régulières, voire quotidiennes, avec liberté de parole pour tous. De telles assemblées ont fonctionné dans de nom-



Vote d'une assemblée de grévistes pour la poursuite de l'action. (DR)

# L'intervention de la LRT durant la grève

LES militants et militantes de la Ligue révolutionnaire des travailleurs (LRT, section belge de la IV<sup>e</sup> Internationale) ont pris une part active, parfois même très importante, à la grève générale du secteur public, qui a duré plus de dix jours au milieu du mois de septembre. Les militants de la LRT travaillant dans le secteur public se sont lancés à fond dans cette lutte et dans son organisation, tandis que leurs camarades travaillant dans le secteur privé ont attentivement suivi le conflit, essayant de faire partager l'importance qu'ils lui reconnaissent à leurs collègues de travail. Enfin, au niveau national, la LRT a vu dans ce conflit social, exemplaire à plus d'un titre, une confirmation de la justesse de son orientation politique générale et un encouragement à la construction du parti révolutionnaire à laquelle elle œuvre.

Nous publions ci-après un article paru dans *La Gauche*, organe de la LRT, du 7 octobre dernier, et présentant un bilan de l'activité de la LRT durant cette grève. ■

Alain TONDEUR

Les cheminots de la LRT ont évidemment été les premiers touchés par le développement du conflit, à partir de Charle-

roi, dès le vendredi 9 septembre. Alors que la bureaucratie syndicale en était encore à se demander s'il fallait lancer un mot d'ordre d'action nationale, les cheminots de la LRT, à Gand, Anvers et

breux centres : Anvers, Alost, Malines, Le Centre, Ath, Louvain ... et les militants de la LRT y ont joué un rôle actif, parfois de premier plan. A Malines par exemple, c'est à partir de cette assemblée que s'est formé un cortège qui a fait débrayer l'arsenal de la SNCB. A Gand, Bruxelles, Liège, Charleroi par contre, la direction syndicale a réussi à empêcher la tenue de ces réunions, et cela s'est ressenti sur l'organisation de la grève. L'expérience d'organisation la plus avancée a été celle d'Anvers, où un comité de grève intersectoriel a été mis sur pied. Des militants de la LRT, dont notre camarade Paul Otte, qui a été un des coordinateurs de ce comité d'action intersectoriel (1), y ont joué un rôle clé.

### L'EXTENSION VERS LE SECTEUR PRIVÉ

La question de l'extension de la grève vers le secteur privé a été débattue par les militants de la LRT. Chacun voyait, bien sûr, la chance d'engouffrer toutes les forces du mouvement ouvrier dans la brèche ouverte par la grève du secteur public. Mais tous les militants de la LRT travaillant dans le secteur privé donnaient des échos concordants : il ne fallait pas s'attendre à un démarrage spontané des travailleurs de ce secteur en l'absence d'un mot d'ordre syndical de grève. L'effort principal des militants syndicalistes de la LRT dans le secteur privé a donc été dirigé vers l'intérieur du syndicat : exiger des assemblées, des réunions de comités exécutifs, des congrès régionaux interprofessionnels, etc., pour débattre de la situation et proposer des mots d'ordre d'action aux travailleurs.

Cet effort, les militants de la LRT l'ont fait à tous les niveaux, depuis celui, modeste, de l'entreprise, jusqu'au niveau le plus élevé d'une centrale syndicale tout entière. Notre camarade André Henry a ainsi joué un rôle important dans le débrayage de Glaverbel, dans la région de Charleroi (2). C'est dans ce sens également que la LRT est intervenue en tant que parti, au travers de son journal, de la distribution de nombreux tracts et notamment d'un tract national en direction du secteur privé appelant à l'élargissement de la grève contre le gouvernement Martens-Gol.

### UNE PERSPECTIVE POLITIQUE CLAIRE

L'influence réelle acquise par les militants de la LRT dans la grève des services publics ne peut être comprise qu'en tenant compte de deux éléments : une présence sur le terrain, au cœur même de la lutte, et une orientation politique qui répondait aux aspirations de la masse des travailleurs.

La démarche politique de la LRT dans la grève s'est située à deux niveaux :

1) Mettre en avant des revendications immédiates, telles que le rejet de toutes les mesures d'austérité et du budget 1984. « Il faut prendre l'argent là où il est »,

cette idée a fait son chemin, et est désormais reprise dans des cercles beaucoup plus larges que ceux de la LRT. Ce sont ces revendications qui permettent de concrétiser l'unité de combat de la classe ouvrière, des secteurs privé et public, flamands et wallons, FGTB et CSC. Sur le front de l'unité, la LRT, grâce à son implantation dans les deux parties du pays (en Flandres et en Wallonie), a pu prendre des initiatives concrètes pour mettre en contact les grévistes flamands et wallons. Toutes les initiatives de ce genre ont d'ailleurs rencontré un très grand succès.

2) S'appuyer sur la prise de conscience politique des travailleurs, qui a caractérisé cette grève, pour orienter le combat vers un objectif politique central : le renversement du gouvernement Martens-Gol. La solidité de la ligne politique de la LRT sur cette question l'a fait apparaître comme une organisation utile non seulement par son investissement militant dans les luttes, mais aussi par l'armement politique qu'elle fournissait aux militants plongés dans le débat politique.

Le déroulement de la grève, et surtout son dénouement, ont montré que la question de l'alternative au gouvernement Martens-Gol était incontournable. De nombreux dirigeants syndicaux ont affirmé que le but n'était pas tant de changer de gouvernement que de le forcer à un changement politique. Le Parti communiste et le Parti du travail de Belgique (stalinien pro-chinois, Ndlr.) ont tenu, sur le fond, un discours semblable. Chacun à leur manière, ils ont ainsi freiné la prise de conscience politique des travailleurs. Car il n'y aura pas de changement de politique ni d'alternative anticapitaliste sans lutte décidée pour chasser le gouvernement Martens-Gol.

En propageant l'idée d'un gouvernement des travailleurs appuyé sur le front commun syndical, imposé par la grève générale, la LRT est le seul parti qui soit intervenu dans la grève avec une réponse claire à la préoccupation qui est celle de

milliers de syndicalistes : « Chasser Martens-Gol oui, mais quoi mettre à la place ? Un gouvernement de coalition avec les socialistes n'arrangerait rien. » La réponse de la LRT n'est pas purement propagandiste mais permet, à partir du mouvement syndical, d'interpeller les partis majoritaires de la classe ouvrière à partir des revendications des travailleurs. Les riches discussions sur l'alternative ainsi proposée par la LRT, qui ont eu lieu durant cette grève, ne manqueront pas de laisser des traces positives.

### RENFORCEZ LA LRT !

Des milliers de syndicalistes ont fait une expérience de lutte capitale. Ils en ressortent déçus mais certainement pas battus. Une réflexion en profondeur s'engage, dont l'axe est le bilan critique de la politique des directions traditionnelles du mouvement ouvrier, en particulier des directions syndicales. Celles-ci acceptent les sacrifices, « à condition qu'ils soient équitablement répartis ». C'est pour cette raison qu'elles refusent de mener les luttes jusqu'au bout, c'est pour cette raison qu'elles ont refusé de chasser le gouvernement Martens-Gol.

La question de la direction du mouvement ouvrier est donc posée. Il faut s'atteler à la résoudre, et cela passe avant tout par une ligne politique correcte. C'est la perspective de ce combat de longue haleine qui donne toute son importance au renforcement de la LRT, à la construction d'un nouveau Parti socialiste des travailleurs. « Vous avez de bonnes idées, mais à quoi peut servir votre petit Parti ? », nous demande-t-on souvent. La réponse se trouve dans ce bilan de la grève des services publics. ■

Alain TONDEUR,  
La Gauche,  
Bruxelles, 7 novembre 1983.

1. Dans une interview à *La Gauche* du 7 octobre 1983, Paul Otte explique comme suit les conditions d'apparition de ce comité d'action intersectoriel des grévistes de la fonction publique : « Le secteur de l'enseignement avait une tradition de comités d'action. (...) L'appel à former un comité a été lancé le vendredi 16 septembre à la réunion intersectorielle des grévistes. (...) Les piquets de grève fonctionnaient déjà spontanément comme piquets intersectoriels. (...) Nous avons invité des gens à une réunion des grévistes de l'enseignement. (...) La réunion a désigné des responsables par secteurs et un groupe de coordination. Nous avons alors soumis la chose au secrétariat régional intersectoriel, qui a réagi positivement. Le comité organiserait l'action décidée par l'assemblée intersectorielle. » Ainsi, des piquets de grève dans des secteurs d'activité jugés prioritaires ont été assumés en commun par des travailleurs de différents secteurs de la fonction publique, des journaux muraux d'information ont été organisés, un bilan de la grève a ensuite été tiré en commun et un comité de coordination des secteurs les plus importants mis en place pour,

en concertation avec les secrétaires, échanger les expériences et préparer les prochains combats ».

2. Plus d'une vingtaine d'entreprises du privé ont fait grève avec le secteur public. Pour ce qui concerne celle de Glaverbel, qui a fait cinq jours de grève, André Henry, délégué syndical des « excédentaires » de cette entreprise et membre de la LRT explique : « Il faut rappeler que la centrale générale FGTB avait pris position, en mars 1982, pour la grève générale illimitée contre le gouvernement Martens-Gol. A l'époque, nous avons été isolés. Le budget 1984 nous fournissait l'occasion d'une jonction entre les travailleurs du privé et du public. Nous avons saisi la balle au bond pour remettre en avant la position de la centrale dans l'interprofessionnelle. A la centrale générale, nous avons eu une assemblée des délégués, très nombreuse le mardi. A ce moment-là, certaines entreprises de Glaverbel avaient déjà démarré. L'assemblée a pris la décision de partir à l'action dès le lundi 28, au finish. Pas par solidarité avec le secteur public, mais dans le cadre d'une lutte commune contre le budget 1984. »

## ETATS-UNIS

## La longue grève des mineurs de l'Arizona

*Depuis le 1er juillet dernier, près de 2 300 travailleurs des mines de cuivre appartenant à la Phelps Dodge Corporation, dans l'Etat de l'Arizona, sont en conflit avec leurs employeurs. Ils se sont mis en grève pour protester contre un projet patronal visant à supprimer les primes indexées sur le coût de la vie, à introduire une double échelle des salaires. Les travailleurs embauchés après la mise en application de ces dispositions seraient payés 10 % de moins que les autres travailleurs. L'article que nous publions ci-après est paru le 30 septembre 1983 dans le Militant, hebdomadaire du Socialist Workers Party (SWP) des Etats-Unis.*

Les syndicats des mineurs de cuivre de l'Arizona ont besoin du soutien de l'ensemble du mouvement ouvrier organisé, des mouvements chicano, indien et noir, des organisations féministes et de paysans, et de toutes celles et ceux qui sont opposés aux attaques antisyndicales et à la violence patronale contre les travailleurs. Depuis le 1er juillet, treize syndicats de mineurs du cuivre sont en lutte contre l'entreprise d'extraction la plus importante de l'Etat, la Phelps Dodge Corporation, lutte dont l'un des enjeux est leur propre existence en tant que syndicats. Cette compagnie utilise les services de centaines de « jaunes » pour briser la grève. L'objectif de la Phelps Dodge Corporation est de détruire les syndicats, comme l'a fait Ronald Reagan en 1981 avec le syndicat des aiguilleurs du ciel, lorsqu'il a licencié tous les grévistes et établi ensuite des listes noires leur fermant à jamais les portes de ce secteur d'activité. Le patronat local a, pour cela, le soutien du gouverneur démocrate Bruce Babbitt, de la garde nationale, de la police de l'Etat, des tribunaux et de la presse. Les grévistes risquent à tout moment d'être expulsés des logements que la compagnie a mis à leur disposition. Les tribunaux ont limité l'importance numérique des piquets de grève et ont engagé des poursuites contre les syndicats pour entrave à la liberté du travail.

Le dénouement de cette confrontation dépasse largement les limites des petites villes de l'Arizona et aura des répercussions certaines sur les luttes ouvrières à venir, surtout si les syndicats du cuivre sont défaits. De plus, la lutte est bien plus qu'une simple confrontation entre ou-

vriers et employeur. Elle est aussi l'expression du combat que mènent des nationalités opprimées que forment les Chicanos, les Mexicains et les Indiens, qui constituent la plus grande partie du personnel et qui sont la force principale de la grève. Une défaite de ces syndicats serait donc aussi un coup sévère porté à la lutte pour leurs droits à l'auto-détermination, pour l'égalité, la liberté et la justice. Les femmes également souffriraient grandement d'une victoire de la Phelps Dodge Corporation. Elles ont commencé à entrer dans les mines en 1969, à la suite d'un procès retentissant qui fit apparaître au grand jour la discrimination sexiste pratiquée par les patrons des mines.

Toutes ces caractéristiques de la lutte donnent à la grève une dimension sociale grandissante. Les travailleurs et les travailleuses et leur famille ont nulle part ailleurs où aller. Certaines familles vivent dans la région depuis trois ou quatre générations et ont vu leur niveau de vie croître grâce aux luttes syndicales passées. Elles ne veulent pas revenir en arrière. C'est pourquoi elles ont tout misé dans cette bataille. Il y a encore peu, la ségrégation raciale, renforcée par les milices patronales et la police, faisait partie du quotidien dans les villes minières de l'Arizona et d'ailleurs. Ce n'est que depuis la fin des années 1960, et pour certaines villes depuis le début des années 1970, que les Chicanos, les Mexicains et les Indiens ne mangent plus dans des cantines séparées des Blancs, n'ont plus de vestiaires et de casiers à part, ou ne sont plus obligés de vivre dans des quartiers séparés et d'envoyer leurs enfants dans des écoles pour non Blancs.

Ce n'est qu'après la grève de 1946 que la notion de salaire égal pour un travail égal a été reconnue, sans pour autant devenir une réalité, les patrons continuant par exemple à payer un salaire inférieur aux Chicanos. Les emplois les moins qualifiés, les plus dangereux et les plus salissants revenaient aussi aux Chicanos.

Le racisme imposé au personnel par les patrons a également eu pour conséquence de faire baisser les salaires des mineurs blancs. Ce n'est qu'au milieu des années 1950 que les syndicats ont commencé à se battre pour un alignement des salaires des mineurs du Sud-Ouest sur ceux de leurs camarades des autres régions des Etats-Unis. Il est significatif qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale les principaux dirigeants des plus grandes luttes ouvrières portant sur l'égalité des salaires aient été des Chicanos, des Mexicains ou des Indiens. L'histoire de la lutte des Chicanos et des Indiens est donc très étroitement liée à la lutte pour la syndicalisation. Cette histoire admirable est au cœur de la mémoire des mineurs. C'est

pourquoi des organisations dirigées par des Chicanos, comme l'United Farm Workers (UFW, Travailleurs agricoles unis) ou l'Arizona Farm Workers (AFW, Travailleurs agricoles de l'Arizona), ont toutes deux apporté leur soutien à la grève des mineurs de cuivre. Lupe Sanchez, dirigeant de l'AFW, a commenté cet aspect combiné de la grève dans une conférence de presse donnée le 16 septembre à Phoenix, capitale de l'Arizona, lors de la fête de l'indépendance du Mexique. Il a été approuvé en cela par deux dirigeants de l'organisation des paysans du Nicaragua en tournée aux Etats-Unis. Lupe Sanchez a expliqué la raison pour laquelle les membres de l'AFW soutenaient la grève des mineurs : « Si nous n'arrivons pas à enrayer les menaces maintenant, a-t-il déclaré, chaque compagnie va essayer de s'en prendre aux syndicats l'un après l'autre. Si l'on n'y met pas fin maintenant, de graves problèmes nous guettent. » Les journalistes se sont étonnés de ce que des ouvriers agricoles mal payés puissent soutenir des mineurs bien rétribués, ce à quoi Sanchez a répondu : « Ils ont la même couleur de peau que nous ! » Les membres de l'AFW ont également fait don de 1 000 dollars (8 000 francs français) au fonds d'aide des mineurs, une somme importante quand on sait qu'ils sont eux-mêmes en grève contre les planteurs d'agrumes.

Le rôle joué par les femmes dans la grève est également loin d'être négligeable. Quatre jours après le début du conflit, les femmes des grévistes ont mis sur pied un comité de soutien chargé de la distribution de la nourriture et d'accorder une aide sociale et médicale aux grévistes et aux familles qui sont dans le besoin. Ce comité est ouvert à toutes celles qui soutiennent la grève. Son efficacité est incontestable et les patrons ne s'y sont pas trompés. Ce rôle actif, de direction, pris par les femmes dans le conflit et l'organisation de la solidarité, montre qu'il est possible de gagner le soutien des organisations féministes telles que l'Organisation nationale des femmes (NOW) et la Coalition des femmes syndiquées.

La clé de la victoire se trouve néanmoins dans les mains du mouvement ouvrier organisé. Jusqu'à présent, le comité directeur de l'AFL-CIO (American Federation of Labour - Congress of Industrial Organizations), fédération syndicale regroupant plus de 85 % des ouvriers syndiqués, proche du Parti démocrate, et le comité de coordination chargé des négociations, où siègent les représentants de 28 syndicats de métaux non ferreux, avec à sa tête l'United Steelworkers of America (USWA, Sidérurgistes unifiés des Etats-Unis), le syndicat qui organise le plus de grévistes, ont apporté leur soutien. Le co-

mité des syndicats des métaux non ferreux a demandé à ses membres de faire don d'une journée de salaire par mois au fonds d'aide aux grévistes.

Toutes ces mesures sont positives, mais il faut aller plus loin. Les travailleurs ont fait la démonstration, à Washington, le 27 août dernier et lors de la Fête du travail du 5 septembre, qu'ils peuvent descendre dans la rue par milliers. Les travailleurs ont la capacité d'organiser une campagne massive de solidarité qui pourrait faire pencher le rapport des forces au profit des grévistes. On se rappellera que l'USWA, à la fin des années 1970 avait, par exemple, encouragé ses membres à se rendre jusqu'à Newport News, en Virginie, ville où ce syndicat était engagé dans une vaste campagne de syndicalisation dans les chantiers navals. Voilà le type d'initiatives qu'il faut organiser maintenant. Toutes les sections syndicales peuvent inviter un mineur en grève ou une femme du comité de soutien à prendre la parole à l'une de leurs réunions. Les sections syndicales peuvent aussi faire voter des résolutions de soutien et envoyer leurs contributions au fonds d'aide aux grévistes. C'est en prenant de telles mesures que les syndicats seront à même de mener avec succès la campagne de solidarité qui aidera les syndicats des mineurs de cuivre à remporter la victoire face aux patrons de la Phelps Dodge Corporation. ■

## ARGENTINE

### Le vote MAS ou PO, seule expression de classe pour la présidentielle

Après sept ans de dictature, la population de l'Argentine ira aux urnes le 30 octobre. En janvier prochain (certains parlent même maintenant de décembre 1983), l'armée devrait donc se retirer dans ses casernes. La dictature militaire aura pourtant représenté environ 10 000 morts, 30 000 disparus, des milliers de torturés, 2 000 000 d'exilés contraints ou volontaires, et une débâcle économique qui jette le peuple dans la misère. La dette extérieure du pays est passée de 5 milliards de dollars en 1976 à près de 50 milliards aujourd'hui. Les salaires des travailleurs ont été réduits de 50 %. Des centaines de milliers de travailleurs industriels ont perdu leur emploi. En août dernier, le taux d'inflation annuel avait atteint 571 %, et il risque de dépasser les 1 000 % avant la fin de l'année.

Pourtant, malgré la sauvagerie de la répression et le poids du désastre économique, la dictature militaire n'a réussi ni à détruire la continuité du mouvement ouvrier, ni à créer les conditions d'une nouvelle phase de croissance économique, ni même à jeter les bases d'un nouveau système politique stable. Les élections présidentielles du 30 octobre constituent certes une manœuvre de diversion destinée à

permettre aux forces armées de se retirer en bon ordre. Mais elles sont aussi le résultat déformé de la résistance populaire et du réveil du mouvement de masse qui s'était exprimé lors de grandes manifestations, en mars 1982, à la veille même de l'aventure des Malouines.

Le 4 octobre dernier, le pays a connu sa troisième grève générale en dix mois, à l'appel des deux fractions de la Confédération générale des travailleurs (CGT)(1). La participation a été comparable à celle de la grève du 6 décembre 1982, et a dépassé celle du 28 mars 1983. Cette grève générale est une réponse des bureaucraties syndicales pour capitaliser, au niveau électoral et en faveur du péronisme, la vague de lutte qui, en août, a mobilisé plus de deux millions de travailleurs, soit 20 % de la force de travail du pays.

Le scrutin du 30 octobre se jouera en effet entre le dirigeant du Parti bourgeois radical, Raoul Alfonsín, et le candidat péroniste Italo Luder. Le parti péroniste, une formation bourgeoise populiste qui enlevait les élections de 1973 avec 65 % des suffrages, est aujourd'hui menacé par le courant radical. C'est la preuve de son érosion et de ses contradictions internes. La crise et la compromission avec la dictature ont miné sa base populaire, et c'est aujourd'hui la droite qui contrôle ouvertement l'appareil du parti.

Trois partis se réclamant de la classe ouvrière sont parvenus à rassembler les 100 000 signatures nécessaires à leur légalisation : le très stalinien Parti communiste d'Argentine (PCA), le Parti ouvrier (Partido Obrero, PO), et le Mouvement pour le socialisme (MAS). Le MAS est principalement animé par d'anciens militants du Parti socialiste des travailleurs (PST), organisation qui a rompu avec la IVe Internationale en 1979, tandis que ce sont des militants de l'ancienne organisation Política Obrera (Politique ouvrière, se réclamant également du trotskysme), qui sont à l'initiative de la formation de Partido Obrero.

En août, le PC a décidé de retirer ses candidats à l'élection présidentielle pour apporter son soutien inconditionnel aux candidats péronistes. Le MAS présente Luis Zamora, avocat défenseur des prisonniers politiques comme candidat à la présidence, et Silvia Diaz, dirigeante étudiante des années 1960, ensuite emprisonnée et exilée, comme candidate à la vice-présidence. PO présente Gregorio Flores, dirigeant syndical connu pour sa combativité, comme candidat à la présidence, et Catalina Raimunda de Guagnini, qui a joué un rôle important dans la lutte pour la réapparition des disparus, comme candidate à la vice-présidence.

Dès le 14 juillet dernier dans le numéro 24 de sa publication, *Prensa Obrera*, PO avait déterminé les axes de sa campagne comme suit : « Tandis que les forces traditionnelles proposent un compromis avec l'impérialisme, avec le FMI et avec les banques internationales, toutes les forces de la gauche appellent à la nationalisation des banques et du commerce extérieur, ainsi qu'à une enquête sur l'endettement frauduleux avant d'accep-

ter le paiement de la dette extérieure. Alors que les forces traditionnelles cherchent avec l'impérialisme américain et britannique un accord repoussant aux calendes grecques la question de la souveraineté argentine sur les Malouines, la gauche a appelé au combat à tous les niveaux contre les usurpations impérialistes. Alors que les partis du grand capital n'ont pas repris à leur compte la revendication des mères et des parents des disparus, la gauche est descendue dans la rue à plusieurs reprises pour crier ces revendications. » *Prensa Obrera* en conclut qu'il existe les bases pour former « un front anti-impérialiste à l'occasion des prochaines élections, mais dans la perspective d'un mouvement de mobilisation politique qui ne se limite pas à l'épisode électoral. (...) Le front anti-impérialiste n'est pas le front d'une seule classe, il inclut plutôt les différentes classes opprimées, et en premier lieu le prolétariat et différentes couches de la petite-bourgeoise. (...) A notre avis, le front anti-impérialiste se distingue par sa fonction politique, qui est de diriger un grand soulèvement national contre l'impérialisme, c'est-à-dire de constituer un facteur de mobilisation indépendante de tous les exploités. » Dans sa publication du 12 août, PO conclut : « Le choix est clair : ou l'effondrement national sous une direction bourgeoise, ou l'émancipation nationale et le socialisme sous une direction prolétarienne. »

De son côté, le journal du MAS, *Solidaridad Socialista*, dans son édition du 7 juillet dernier, met en relief les deux axes de sa campagne : « La suspension du paiement de la dette extérieure comme condition nécessaire pour la seconde indépendance de notre pays et de l'Amérique latine, et la nécessité d'avancer une alternative socialiste à la procession de candidats patronaux en lice. » Un supplément de *Solidaridad Socialista* du 8 septembre publie la plate-forme électorale du MAS, centrée sur le refus de reconnaître la dette extérieure : « Si les partis qui viendront au pouvoir ne sont pas prêts à affronter l'impérialisme et à suspendre le paiement de la dette, le pays et le peuple seront ruinés, tandis que les banquiers impérialistes s'engraissent. Donc, avant de voter, demandez-vous si le parti ou le candidat de votre choix est pour ou contre le remboursement de la dette extérieure. Le MAS est contre et appelle à la lutte pour défendre le peuple et le pays de l'agression impérialiste. Nous appelons à une mobilisation des travailleurs et du peuple pour le non-paiement de la dette. »

Le MAS et PO n'ont néanmoins pas pu parvenir à un accord pour présenter, face aux candidats des partis bourgeois, une candidature de classe unique, ce qui est regrettable. C'est l'ensemble des suffrages recueillis par le MAS et PO qui, dans ces conditions, exprimeront un vote de classe contre la dictature, contre les effets de la crise et contre l'impérialisme. ■

1. Pour une analyse détaillée du mouvement syndical, cf. *Inprecor* numéro 129 du 28 juin 1982.

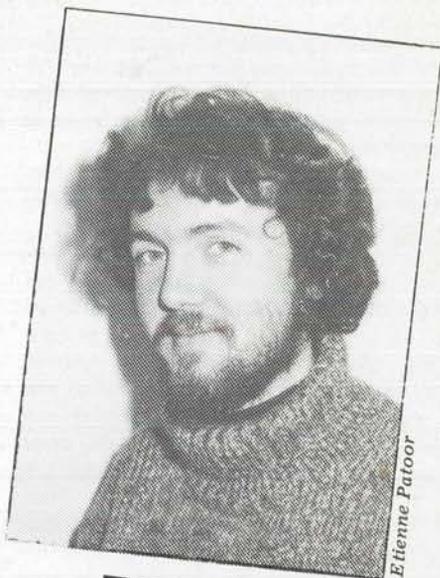
## Liberté pour les trois soldats de Landau

Ils sont maintenant trois, Olivier Lecour-Grandmaison, Laurent Fritz, du 32e régiment de génie, à Kehl (RFA), et Etienne Patoor, à être inculpés d'incitation à l'insubordination, en vertu des articles 423 et 429 du Code de justice militaire et inculpés devant le tribunal militaire de Landau, dernier survivant des Tribunaux permanents des forces armées (TPFA), en partie abolis depuis mai 1981, (voir *Inprecor* numéro 159 du 24 octobre 1983). Ils encourent de deux à dix ans de prison. Immédiatement, les réactions ne se sont pas faites attendre. En France, un appel de 100 personnalités a été lancé et massivement signé pendant les manifestations antiguerre des 22 et 23 octobre, puis dans les entreprises, les lycées, les facultés. Cet appel, regroupant toutes les tendances du mouvement ouvrier, des artistes, des universitaires, témoigne de l'indignation soulevée par la honteuse opération juridico-policière à laquelle se livre le gouvernement. Nombreux en effet sont les militants ouvriers et syndicalistes, membres du Parti communiste et du Parti socialiste, qui se souviennent des promesses de François Mitterrand, candidat promettant les libertés démocratiques dans les casernes, qui se souviennent des grandes déclarations de leurs partis, alors dans l'opposition, sur les droits des soldats, et constatent amèrement que leurs dirigeants, aujourd'hui aux affaires de l'Etat, utilisent les mêmes méthodes que leurs prédécesseurs (perquisitions chez les familles et les amis des inculpés, chantage et intimidations, etc.)

C'est aussi des casernes qu'est venue la réaction. Aux deux manifestations des 22 et 23 octobre, une vingtaine de soldats en uniforme, vivement applaudis par les manifestants, ont clamé leur solidarité avec le mouvement antiguerre et exigé la libération des trois de Landau. Venant d'Allemagne et de France, ces soldats ont ainsi prouvé au gouvernement qu'ils ne céderaient pas à la provocation

et qu'ils poursuivraient le combat pour les droits démocratiques dans les casernes et contre la militarisation, aux côtés du mouvement pour la paix. Ils ont également prouvé, aux yeux des milliers de travailleurs et de jeunes dans la rue, que le combat des soldats français pour le retrait des troupes étrangères des deux Allemagnes, et en premier lieu des troupes françaises de RFA, est partie intégrante de la lutte contre le surarmement impérialiste. Les sanctions très légères infligées à certains des soldats présents à ces manifestations (20 jours d'arrêt pendant lesquels ils sont consignés à la caserne et dorment en cellule) témoignent d'un début de recul du gouvernement devant la force de la mobilisation en train de naître pour arracher les trois de Landau des griffes du militarisme français. Comme en 1974 lors du procès de Draguignan contre les soldats Pelletier, Ravet et Taurus, ou en 1975 lors de l'affaire de la Cour de sûreté de l'Etat contre les comités de soldats et les syndicalistes qui les soutenaient activement, ce sont la mobilisation et les prises de position du mouvement ouvrier, c'est la ténacité et le courage des soldats en lutte qui s'avèrent être la seule voie pour faire reculer le pouvoir et la hiérarchie militaire.

A l'heure où l'impérialisme français intervient au Tchad et au Liban, à l'heure où le gouvernement français se montre toujours plus agressif contre le mouvement antiguerre, comme en témoignent les déclarations très brutales de Charles Hernu, au lendemain des initiatives des 22 et 23 octobre, la bataille pour sortir ces trois camarades des prisons du militarisme français concerne l'ensemble du mouvement pour la paix en Europe. Déjà, en Allemagne, le soutien commence à s'organiser : l'appel, co-signé par plusieurs personnalités, dont des députés au Parlement, a recueilli plus de 3 000 signatures pendant les mobilisations antiguerre. Au-



Etienne Patoor



Laurent Fritz



Olivier Lecour-Grandmaison

*Nous publions ci-après l'appel national en faveur des soldats incarcérés à Landau, déjà signé par plus d'une centaine de personnalités en France.*

Trois jeunes soldats du contingent, Laurent Fritz et Olivier Lecour-Grandmaison, du 32e régiment de génie à Kehl (RFA), et Etienne Patoor, du 13e régiment de génie à Trèves (RFA), viennent d'être déférés devant le seul tribunal d'exception qui existe encore, le tribunal militaire de Landau.

On leur reproche d'avoir signé un appel, dans le cadre des mobilisations pacifistes, en faveur du retrait de toutes les troupes étrangères, dont les troupes françaises, des deux parties de l'Allemagne.

Quoique l'on pense de cette revendication, cela ne justifie en aucun cas les poursuites engagées, qui constituent une très grave atteinte à la liberté d'expression.

Les soussignés demandent leur libération et l'abandon des poursuites.

Les nouvelles signatures doivent être adressées à : Marie-Madeleine Millaud, 50, boulevard Jean-Jaurès, 92110 Clichy-la-Garenne, France. Soutien financier à l'ordre de : François Castaing, compte bancaire no. 0 10603/37 (BNP).

cun effort ne doit être épargné pour sortir les trois de Landau de leur geôle. C'est l'engagement qu'ont pris ensemble le Groupe Internationale Marxiste (GIM, RFA), la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, France) et les Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR, France), sachant pouvoir compter sur le soutien sans faille des autres sections européennes de la IVe Internationale. ■

Bernard CLIFTDEN,  
27 octobre 1983.